



**RAPPORT ANNUEL
DE LA BANQUE
DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI
EXERCICE 2014**





RAPPORT ANNUEL

DE LA

BANQUE DE LA REPUBLIQUE

DU BURUNDI

EXERCICE 2014

CONSEIL GENERAL



WAGARA Melchior
Premier Vice -Gouverneur



CIZA Jean
Gouverneur



KANYANA A. Laurentine
Deuxième Vice-Gouverneur



RUGERINYANGE Eloi
Membre



NZOPFABARUSHE Melchiade
Membre



NGENDAKUMANA Jacques
Membre



NSHIMIRIMANA Florence
Membre



NIMBONA Léon
Membre

Missions de la Banque de la République du Burundi¹ :

1. définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;
2. définir et mettre en œuvre le régime de change ;
3. détenir et gérer les réserves de change ;
4. réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;
5. émettre des billets de banque et des pièces de monnaie ;
6. promouvoir un système financier stable et solide ;
7. promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;
8. agir en qualité de Caissier de l'Etat ;
9. réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;
10. réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.

Vision 2015

A l'horizon 2015, la Banque de la République du Burundi doit être une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie Burundaise.

¹ Statuts de la BRB article 7

**LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2014
DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

ADRESSEE

**A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI
PAR LE GOUVERNEUR**

AU NOM DU CONSEIL GENERAL



Excellence Monsieur le Président de la République,

La cinquante et unième édition du Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2014.

Le rapport développe, après une analyse succincte de l'environnement économique international, l'évolution économique et financière du Burundi ainsi que les activités et les comptes de la Banque.

En 2014, la croissance de l'activité économique mondiale s'est maintenue à 3,4 p.c. et a été inégalement répartie entre les régions.

Dans les pays avancés, le rythme de croissance s'est accéléré (1,8 contre 1,4 p.c.), grâce à une politique monétaire très accommodante et à une consolidation budgétaire plus lente.

Les pays émergents et en développement ont, par contre, enregistré un ralentissement (4,6 contre 5,0 p.c.) suite à la faiblesse de la demande dans certains pays développés partenaires, à l'essoufflement de l'activité au niveau interne et à la baisse des prix des matières premières.

Dans la région d'Europe Centrale et Orientale, la croissance de l'activité économique a fléchi en 2014, revenant de 2,9 à 2,8 p.c.

Dans la Communauté des Etats Indépendants, le taux de croissance de l'activité économique a reculé (1,0 contre 2,2 p.c.) suite aux tensions géopolitiques et à la baisse des prix des matières premières.

La croissance économique s'est également décélérée dans les pays d'Amérique latine et caraïbes (1,3 contre 2,9 p.c.), sous l'effet d'une incidence négative de la baisse des cours des matières premières.

Dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, le taux de croissance économique est resté faible (2,4 contre 2,6 p.c.), suite à la chute des cours du pétrole qui a frappé les pays exportateurs de ce produit.

Dans les pays d'Afrique Sub-saharienne, le taux de croissance a faiblement décéléré en 2014 (5,0 contre 5,2 p.c.), suite à la baisse des cours des matières premières.

Le commerce mondial a connu un ralentissement de la croissance (3,4 contre 3,5 p.c.) qui a concerné, surtout, les pays émergents et en développement suite à la décélération de l'activité économique.

L'inflation est restée modérée au niveau mondial. En effet, le taux d'inflation a baissé de 5,9 p.c. en 2013 à 5,4 p.c. en 2014 dans les pays émergent et en développement et s'est globalement stabilisé à 1,4 p.c. dans les pays développés.

Les marchés financiers ont évolué positivement en 2014 sous l'effet de la poursuite des politiques monétaires expansionnistes par la plupart des Banques Centrales afin de soutenir la reprise de l'économie mondiale.

Au niveau des marchés des changes, les principales devises ont connu de fortes fluctuations des taux de change. Le dollar américain s'est apprécié par rapport à l'euro et au yen. L'euro s'est déprécié de 10,2 p.c. face au dollar, passant de 1,37 dollar pour 1 euro en moyenne au deuxième trimestre à 1,23 dollar au quatrième. En moyenne annuelle, le taux de change de l'euro est resté autour de 1,38 dollar. Le yen japonais s'est déprécié au premier et quatrième trimestre alors qu'il s'est apprécié au deuxième trimestre et troisième trimestre par rapport au dollar américain.

*

*

*

Au Burundi, le taux de croissance du PIB s'est maintenu à 4,7 p.c. comme en 2013. Cette croissance a été soutenue, principalement, par les bonnes performances du secteur tertiaire (6,5 contre 3,2 p.c.).

La bonne tenue du secteur tertiaire a profité, principalement, de la croissance du commerce (4,4 contre 2,5 p.c.) et des transports et télécommunication (4,8 contre 4,6 p.c.), des Banques et assurances (7,0 contre 5,5 p.c.) et de l'administration publique (4,0 contre 2,3 p.c.). Le secteur secondaire a, par contre, pâti des contreperformances des sous-secteurs de l'extraction (-4,5 contre 15 p.c.) et de l'électricité, gaz et eaux (1,6 contre 17,5 p.c.).

Dans le secteur primaire, la forte décélération de la croissance (1,4 contre 8,4 p.c.) est liée aux contreperformances de l'agriculture vivrière (-1,0 contre 10,0 p.c.), l'agriculture d'exportation ayant enregistré une reprise après la baisse de production enregistrée en 2013 (17,3 contre -26,2 p.c.).

Le taux d'inflation a diminué (4,4 contre 7,9 p.c.), suite à la bonne production agricole et à la politique monétaire prudente et la politique de stabilisation du taux de change mises en œuvre par la Banque de la République du Burundi.

Les finances publiques se sont caractérisées par une détérioration du déficit global (-182.245,5 contre -112.161,9 MBIF), suite principalement, aux faibles décaissements des appuis budgétaires (30,2 des prévisions contre 38,6 p.c. une année auparavant).

L'encours total de la dette publique a augmenté de 14,2 p.c. d'une fin d'année à l'autre, passant de 1.213.669,4 à 1.386.681,4 MBIF. Cette hausse a concerné à la fois la dette intérieure (132.155,9 MBIF) et extérieure (40.856,0 MBIF).

L'accroissement de la dette intérieure a résulté principalement de l'augmentation des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (69.567,2 MBIF), les banques commerciales (77.997,8 MBIF) et, dans une moindre mesure, le secteur non financier (8.431,7 MBIF).

La hausse de la dette extérieure a résulté des tirages (67.359,2 MBIF) qui ont contrebalancé les moins-values de réévaluation (18.618,0 MBIF) et le remboursement du principal (7.885,1 MBIF).

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs est passé de 3,5 à 4,1 p.c.

Dans le domaine monétaire, la Banque a mené une politique monétaire prudente en vue d'atteindre son objectif ultime de stabilité des prix.

Pour maintenir le niveau d'inflation à un chiffre, ses actions se sont focalisées sur le contrôle de la base monétaire à travers le suivi des critères quantitatifs d'avoir intérieurs et extérieurs

nets afin de garder une croissance de la masse monétaire compatible avec celle du PIB nominal.

Pour suivre les objectifs quantitatifs, la Banque a poursuivi l'utilisation des instruments indirects de régulation de la masse monétaire, en l'occurrence les appels d'offres de liquidité, les réserves obligatoires et les facilités de prêt marginal.

La Banque centrale a poursuivi la mise en œuvre de la politique de stabilisation du taux de change en renforçant ses interventions sur le marché des changes.

Concernant la supervision bancaire, la Banque a entamé, en 2014, le processus de refonte de la méthodologie des contrôles sur pièces et sur place en vue de la mise en place d'une supervision proactive qui vise l'anticipation et la maîtrise des risques du secteur bancaire. Ainsi, une nouvelle méthodologie de supervision basée sur les risques a été élaborée.

La Banque a poursuivi le processus de réforme du dispositif légal et réglementaire en vue de l'adapter à l'évolution des standards et des meilleures pratiques internationaux. Ainsi, quatre projets de lois ont été préparés et introduits dans le circuit de promulgation: le projet de révision de la loi bancaire, le projet de loi sur le crédit-bail, le projet de loi sur les sûretés mobilières et le projet de loi sur les bureaux d'information sur le crédit.

Concernant l'évolution des agrégats monétaires, la masse monétaire M3 s'est accrue à un taux de croissance plus élevé que celui de l'année précédente (11,3 contre 9,7 p.c.). Cette progression a résulté de l'augmentation des dépôts en devises des résidents (19,9 p.c.), des disponibilités monétaires (10,7 p.c.) et de la quasi-monnaie (7,5 p.c.).

Les emplois du système bancaire se sont accrus de 9,5 p.c. par rapport à ceux de l'exercice précédent, en liaison avec l'expansion du crédit intérieur (16,8 p.c.) qui a largement contrebalancé la forte baisse des avoirs extérieurs nets (-21,4 contre 16,8 p.c.).

Comme pour l'année précédente, la création additionnelle de la monnaie a été d'origine interne.

En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M3 à hauteur de 16,6 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 5,3 points.

S'agissant de la qualité des actifs du secteur bancaire, les créances impayées du secteur ont progressé de 36,3 p.c., passant de 73.001,5 à 99.501,0 MBIF. Ainsi, le taux de détérioration du portefeuille s'est davantage aggravé, passant de 10,1 à 11,9 p.c. de l'encours des crédits.

Le produit net bancaire, qui constitue le principal indicateur de performance du secteur bancaire, a fortement diminué, revenant de 13,4 à 3,4 p.c. De même, le résultat net a chuté de 34,9 p.c. Cette contreperformance est liée à l'augmentation des frais généraux (9,6 p.c.), des dotations aux provisions (18,8 p.c.) et des dotations complémentaires (2.526,5 p.c.) pour créances en souffrance. En revanche, tout en baissant, tous les ratios de normes prudentielles se sont situés au-dessus des limites réglementaires.

La balance des paiements de 2014 reste encore marquée par une détérioration du compte courant (-594.633,5 contre -389.051,9 MBIF) alors que le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un excédent largement supérieur à celui de l'année précédente (585.254,4 contre 388.981,0 MBIF). Le déficit du compte courant s'explique par l'aggravation du déficit de la balance des biens et services (-1.108.049,0 contre -1.061.595,5 MBIF) et la baisse des revenus secondaires (513.415,5 contre 672.544,0 MBIF).

L'augmentation des transactions en capital est en rapport avec la forte progression des engagements extérieurs à court terme (435.341,0 contre 306.152,9 MBIF) et des investissements directs étrangers (49.548,8 contre 10.447,2 MBIF).

*
* *

Au niveau de perspectives, l'économie burundaise devrait enregistrer une décroissance, suite au recul du niveau d'investissements lié à la baisse des appuis extérieurs.

Ainsi, en comparaison avec les objectifs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté deuxième génération, les indicateurs de performance restent à améliorer. Ainsi, plusieurs actions seront poursuivies pour faire face à la persistance de la pauvreté. Dans le secteur primaire, les actions menées dans le cadre du Plan National d'Investissement Agricole, notamment la distribution des engrais chimiques et des semences sélectionnées ainsi que l'aménagement des bassins versants et des marais devront être poursuivis.

L'augmentation de la production et l'amélioration de la qualité du café par l'approvisionnement en intrants et matériels caféicoles ainsi que la production des plants des caféiers devront être intensifiées.

Au niveau du secteur secondaire, la construction et la réhabilitation des mini Centrales électriques et l'utilisation des énergies renouvelables permettront de réduire le déficit en énergie électrique. La restructuration du sous-secteur minier par l'agrément de nouveaux comptoirs et l'organisation des exploitants artisanaux en coopératives devra être poursuivie. L'agro-industrie notamment la transformation locale de la production vivrière et la valorisation des produits d'élevage devront être encouragées. La construction de nouvelles routes et autres infrastructures scolaires et sanitaires devra être poursuivie.

Dans le secteur tertiaire, le programme du Gouvernement visant la gratuité des services de santé maternelle et des soins des enfants de moins de cinq ans devrait être poursuivi. Le sous-secteur dans les techniques d'Information et de Télécommunication devra être amélioré notamment par la valorisation de la fibre optique.

Dans le domaine des finances publiques, les efforts d'augmentation des ressources, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale au secteur informel et la mobilisation des ressources extérieures devront être poursuivis. Par ailleurs, la mise en place des pratiques modernes efficaces de gestion de la dépense permettra de bien maîtriser l'accroissement des dépenses.

En ce qui la concerne, la Banque de la République du Burundi ne ménagera aucun effort, dans les domaines de sa compétence, pour contribuer à la recherche et à la mise en œuvre de solutions adaptées pour la réussite des programmes de développement économique.

En Vous assurant de mon entier dévouement, je Vous prie, Excellence Monsieur le Président de la République, de bien vouloir agréer l'expression de ma respectueuse considération.

Jean CIZA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean CIZA', with a long horizontal flourish extending to the right.

GOUVERNEUR

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	VII
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES	XV
PREMIERE PARTIE :ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE	
DU BURUNDI	1
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	3
I.1. VUE D'ENSEMBLE	3
I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES.....	4
I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT.....	4
I.4. ECHANGES MONDIAUX	6
I.5. INFLATION MONDIALE.....	6
I.6. MARCHES FINANCIERS.....	6
I.7. MARCHES DES CHANGES	7
II. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	8
II.1. PRODUCTION ET PRIX.....	8
II.1.1. PRODUCTION.....	8
II.1.1.1.CONTRIBUTIONS SECTORIELLES	9
II.1.1.1.2. SECTEUR SECONDAIRE	16
II.1.1.2. DEMANDE	21
II.1.1.2.1. DEMANDE INTERIEURE	21
II.1.1.2.2 ECART ENTRE LA PRODUCTION ET LA DEMANDE INTERIEURE	22
II.1.1.2.3. REVENU, DEPENSES ET BESOIN DE FINANCEMENT	23
II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	23
II.2. FINANCES PUBLIQUES	25
II.2.1. RECETTES ET DONNS.....	26
II.2.1.1. RECETTES	27
II.2.1.1.1. RECETTES FISCALES.....	28
II.2.1.1.2. RECETTES NON FISCALES	28
II.2.1.1.3. RECETTES EXCEPTIONNELLES	28
II.2.1.2. DONNS.....	28
II.2.2. DEPENSES	29
II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT.....	29

II.2.3. 1. FINANCEMENT INTERIEUR NET	30
II.2.3. 2. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	30
II.2.4. DETTE PUBLIQUE	30
II.2.4. 1. EVOLUTION GENERALE	30
II.2.4. 2. DETTE INTERIEURE.....	31
II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER	35
II.3.1.RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE	36
II.3.1.1.RESSOURCES.....	38
II.3.1.2. EMPLOIS	39
II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE	41
II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE	42
II.3.4. CREDIT DU SECTEUR BANCAIRE.....	43
II.3.4.1. EVOLUTION GENERALE.....	43
II.3.4.2. CATEGORIES DE CREDITS.....	44
II.3.4.2.1. CREDITS A COURT TERME.....	44
II.3.4.2.2. CREDITS A MOYEN TERME	44
II.3.4.2.3. CREDITS A LONG TERME.....	45
II.3.4.3. CREDITS PAR BRANCHE D'ACTIVITE	45
II.4. BALANCE DES PAIEMENTS.....	46
II.4.1. OPERATIONS COURANTES.....	47
II.4.2. OPERATIONS EN CAPITAL	56
DEUXIEME PARTIE :ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.....	61
III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE	63
III.1. POLITIQUE MONETAIRE.....	63
III.1.1.APPELS D'OFFRES DE LIQUIDITE	63
III.1.2. FACILITE DE PRET MARGINAL.....	64
III.1.3. RESERVES OBLIGATOIRES	65
III.2. TAUX D'INTERET	65
III.3. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET MARCHE DE CHANGE.....	66
III.3.1. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE	66
III.3.2. MARCHE DE CHANGE	69
III.4. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET DES SYSTEMES DE PAIEMENT	69

III.4.1. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	69
III.4.2. GESTION DES SYSTEMES DE PAIEMENT	70
III.5. ACTIVITES DE SUPERVISION	71
III.5.1. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE	71
III.5.2. SUPERVISION DE LA MICROFINANCE	74
III.5.3. SUPERVISION DES BUREAUX DE CHANGE ET ÉTABLISSEMENTS DE TRANSFERT INSTANTANÉ D'ARGENT	75
III.6. RECHERCHE ET STATISTIQUES	75
III.7. PROJETS EN COURS DE REALISATION	76
III.7.1. PROJETS DE MODERNISATION DES SYSTEMES DE PAIEMENT.....	76
III.7.2. PROJET SYSTEMES D'INFORMATION BANCAIRE	77
III.7.3. PROJET CADRE LÉGAL DES SYSTÈMES DE PAIEMENT	77
III.7.4. PROJET RENFORCEMENT DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION	79
III.8. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE	80
III.8.1. COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE AU SEIN DE LA CAE	80
III.8.2 INTEGRATION AU SEIN DU COMESA.....	81
III.8.3. ACTIVITES AU SEIN DE L'ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES.....	81
III.9. LA GESTION DES RISQUES.....	82
III.10. FESTIVITES DU CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA BANQUE	83
III.11. AUTRES ACTIVITES	84
IV. GOUVERNANCE ET COMPTE DE LA BANQUE	85
IV.1. GOUVERNANCE	85
IV.1.1. ADMINISTRATION.....	85
IV.1.1.2. COMITE DE DIRECTION.....	86
IV.1.1.3. ORGANES DE CONTROLE.....	86
IV.1.1.4. PLAN STRATEGIQUE DE LA BANQUE	87
IV.1.2. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	89
IV.1.2.1. EFFECTIF	89
IV.1.2.2. POLITIQUE SOCIALE.....	90
IV.1.2.3. FORMATION	90
IV.2. ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE	91
IV.2.1. BILAN	91
IV.2.1.1. ACTIF	93

IV.2.1.2. PASSIF	94
IV.2.2. COMPTES DE RESULTAT	96
ANNEXES STATISTIQUES	101

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution de la croissance du PIB mondial (en pourcentage).....	4
Graphique 2:Produit Intérieur Brut par secteur d'activité	9
Graphique 3:Structure du PIB aux coûts des facteurs (en p.c. du PIB au prix courant)	9
Graphique 4:Evolution de la production du café vert (en T)	13
Graphique 5:Evolution des prix de vente du café Arabica par campagne (Prix moyens).....	13
Graphique 6:Evolution de l'indice général de la production industrielle (Base 1989 :100)	17
Graphique 7:Evolution des emplois du PIB (En Mds de BIF aux prix courants).....	22
Graphique 8:Evolution annuelle du taux d'inflation (en p.c.).....	24
Graphique 9:Principales recettes (en MBIF)	27
Graphique 10:Principales dépenses courantes (en MBIF)	29
Graphique 11:Dette publique extérieure par secteurs économiques (en MBIF)	33
Graphique 12: La masse monétaire et ses contreparties (en MBIF).....	37
Graphique 13:Solde des opérations courantes (en Mrds de BIF)	48
Graphique 14:Evolution des taux moyens débiteurs et créditeurs	66
Graphique 15:Evolution du franc Burundi par rapport au dollar américain (fin de période)	67
Graphique 16:Evolution de la circulation fiduciaire.....	69
Graphique 17:Répartition de l'effectif du personnel par catégories.....	89
Graphique 18:Répartition du personnel par tranches d'âge (en pourcentage)	90
Graphique 19:Répartition des postes de l'actif	93
Graphique 20:Répartition des postes du passif	95

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1:croissance de la production Mondiale	3
Tableau 2:Produit Intérieur Brut (2010-2014)	8
Tableau 3:Evolution des principales productions vivrières (en T)	11
Tableau 4:Production de café parche et vert par campagne (en T)	12
Tableau 5:Production de coton et superficies productives par région(en T et en Ha).....	14
Tableau 6:Production de thé.....	15
Tableau 7:Vente de thé sec	15
Tableau 8:Indice pondéré de la production industrielle.....	16
Tableau 9:Trafic à l'Aéroport International de Bujumbura	20
Tableau 10:Ressources et Emplois	21
Tableau 11:Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en p.c. du PIB.....	22
Tableau 12:Revenus, dépenses et besoin de financement (en Mds de BIF)	23
Tableau 13:Evolution du taux d'inflation (en p.c.).....	24
Tableau 14:Opérations Financières consolidées de l'Etat (en MBIF)	26
Tableau 15:Recettes et Dons (en MBIF).....	27
Tableau 16:Structure de la dette publique à fin d'année (en MBIF)	30
Tableau 17: Encours des titres du trésor en MBIF	31
Tableau 18: Dette extérieure (en MBIF)	32
Tableau 19:Opérations de la dette publique extérieure par secteurs.....	33
Tableau 20: Service de la dette publique (en MBIF)	34
Tableau 21: Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF).....	36
Tableau 22: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de pourcentage). ...	37
Tableau 23: Dépôts par détenteur (à fin d'année, en MBIF).	39
Tableau 24: Avoirs extérieurs nets.....	40
Tableau 25: Variations de la liquidité bancaire (en MBIF).....	41
Tableau 26: Composantes de la liquidité de l'économie	42
Tableau 27: Taux de liquidité de l'économie	43
Tableau 28: Evolution des crédits du secteur bancaire	44
Tableau 29: Evolution des crédits par branche d'activité (1) (en MBIF).....	45
Tableau 30: balance des paiements (en MBIF).	47

Tableau 31: Exportations de marchandises (en T et MBIF)	49
Tableau 32: Importations de marchandises.....	50
Tableau 33: Répartition géographique du commerce extérieur (en pourcentage)	52
Tableau 34: Exportations de services (en MBIF)	54
Tableau 35: Importations de services (en MBIF)	55
Tableau 36: Revenus secondaires (en MBIF)	56
Tableau 37: Compte de capital (en MBIF).....	57
Tableau 38: Compte d'opérations financières(en MBIF)	58
Tableau 39: Cours de change de fin de période des principales monnaies (BIF par unité de.....	67
Tableau 40: Cours de change moyens des principales monnaies.....	68
Tableau 41: Taux de change effectif du franc Burundi	68
Tableau 42: Principaux emplois du secteur bancaire	72
Tableau 43: Principales Ressources (en MBIF).....	73
Tableau 44: Evolution des critères de convergence pour le Burundi	80
Tableau 45: Bilan global de la mise en œuvre du plan stratégique au titre de l'année 2014.....	90
Tableau 46: Bilan de la Banque de la que du Burundi.....	92
Tableau 47: Evolution de la base monétaire (en MBIF).....	95
Tableau 48: Comptes de résultat (en MBIF)	97

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACH	: Automated Clearing House
AFD	: Agence Française de Développement
AMISOM	: African Union Mission to Somalia
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la filière Café du Burundi
ATS	: Automated Transfer System
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe de Développement Economique de l'Afrique
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie et Limonaderie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAE	: Communauté de l'Afrique de l'Est
CCP	: Comptes des Chèques Postaux
CEI	: Communauté des Etats Indépendants
CIF	: Cost, Insurance and Freight
CMIPC	: Comité des Marché des Capitaux, des Assurances et de la Pension
CNDAPA	: Centre National pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
CSD	: Central Securities Depository
CSLPII	: Cadre Stratégique pour la Lutte contre la Pauvreté Deuxième Génération
CTM	: Centre de Traitement Monétique
Cts/lb	: Cents USD par Livre
DAO	: Dossier d'appel d'offres
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EAC	: East African Community
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAO	: Food and Agriculture Organisation
Fed	: Federal Reserve
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
FOT	: Free On Track
FRAP	: Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes

FRN	: Fonds Routier National
FRPC	: Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
FW	: Fully Washed
GSM	: Global System for Mobile Communications
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IAS	: International Accounting Standard
IDE	: investissements directs étrangers
IFRS	: International Financial Reporting Standards
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
Kg	: kilogramme
M1	: Disponibilités monétaires
M2	: Masse monétaire
M3	: Masse monétaire au sens large
MAC	: Monetary Affairs Committee
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MFPDE	: Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MUSD	: Millions de dollar américain
OBR	: Office Burundais de Recettes
OCIBU	: Office du Café du Burundi
ODR	: Office des Routes
OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
P.C.	: Pourcent
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNIA	: Plan National d'Investissement Agricole
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSD	: Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé
PVC	: Polychlorure de vinyle
RC	: Route Communale
RN	: Route Nationale
RP	: Route provinciale
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SIP	: Société Immobilière Publique
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage

SRDI	: Société Régionale de Développement de l'Imbo
T	: Tonnes
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
TCEN	: Taux de Change Effectif Nominal
TCER	: Taux de Change Effectif Réel
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE	: Union Européenne
USD	: Dollar Américain
V	: Valeur

PREMIERE PARTIE :

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION

ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. VUE D'ENSEMBLE

En 2014, la croissance mondiale s'est maintenue à 3,4 p.c. enregistrée en 2013. L'activité économique mondiale s'est surtout accrue au second semestre, alors qu'elle s'était comprimée au premier trimestre, suite notamment aux très mauvaises conditions climatiques qui ont sévi aux États-Unis au début de l'année et au relèvement de la TVA au Japon.

Tableau 1: croissance de la production mondiale

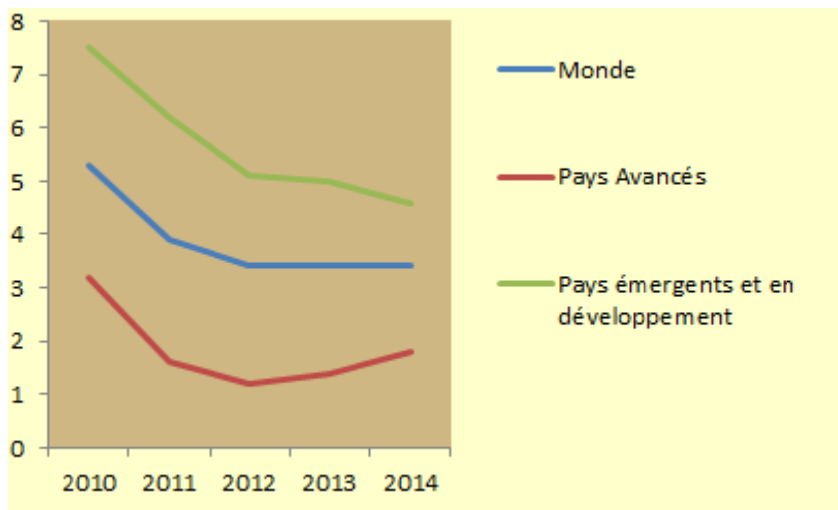
	2010	2011	2012	2013	2014
Monde	5,3	3,9	3,4	3,4	3,4
Pays Avancés	3,2	1,6	1,2	1,4	1,8
Etats-Unis	3	1,7	2,3	2,2	2,4
Zone Euro	1,9	1,5	-0,7	-0,5	0,9
Japon	4,4	-0,7	1,5	1,6	-0,1
Autres	5,8	3,2	1,9	2,2	2,8
Pays émergents et en développement	7,5	6,2	5,1	5	4,6
Afrique Subsaharienne	5,3	5,2	4,4	5,2	5
Europe Centrale et Orientale	4,5	5,3	1,4	2,9	2,8
Communauté des Etats Indépendants	4,8	4,9	3,4	2,2	1
Asie	9,7	7,8	6,7	7	6,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,3	3,5	4,2	2,4	2,6
Amérique latine et Caraïbe	6,2	4,5	2,9	2,9	1,3

(1): variations en p.c. du PIB aux prix constants

Source: FMI; World economic outlook, July 2015

La croissance mondiale a été inégalement répartie entre les régions et les pays. En effet, elle s'est accélérée dans les pays avancés (1,8 contre 1,4 p.c.) grâce à une politique monétaire très accommodante et à une consolidation budgétaire plus lente. Elle s'est ralentie dans les pays émergents et en développement (4,6 contre 5,0 p.c.) suite à l'affaiblissement de la demande des pays développés et à l'essoufflement de l'activité économique interne. En dépit de ce fléchissement, ces pays gardent toujours les taux de croissance les plus robustes.

Graphique 1: Evolution de la croissance du PIB mondial (en pourcentage).



I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES

Aux Etats-Unis, la reprise économique s'est consolidée (2,4 contre 2,2 p.c.), suite à la hausse de la demande intérieure. Celle-ci a profité du rythme soutenu de la création d'emplois, de la hausse des revenus des ménages, de la baisse des prix du pétrole et du regain de confiance des consommateurs.

Dans la zone euro, la croissance économique (0,8 contre -0,4 p.c.) a repris sous l'effet de l'amélioration de la consommation et de la hausse des exportations. Toutefois, la situation économique est restée fragile en 2014 suite notamment au ralentissement de l'investissement lié aux anticipations en baisse de la croissance et aux tensions géopolitiques.

Au Japon, l'activité économique s'est repliée (-0,1 contre 1,6 p.c.) suite notamment au relèvement de la TVA au deuxième trimestre qui a provoqué une contraction de l'activité économique.

I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans l'ensemble, le rythme de croissance des économies émergentes et en développement s'est essouffée en 2014, retombant de 5,0 en 2013 à 4,6 p.c. Cependant, la situation diffère sensiblement d'un pays à l'autre, en raison de facteurs tant mondiaux que propres aux pays. Tout en restant robuste, la croissance en Chine a ralenti (7,8 à 7,4 p.c.) suite notamment au tassement du marché immobilier et au resserrement du crédit afin de contenir la hausse des prix des terrains et la hausse de la dette des administrations régionales.

En revanche, l'Inde a enregistré une accélération de la croissance (7,2 contre 6,9 p.c.) en liaison avec la progression des investissements et des exportations.

Les tensions géopolitiques ont pesé sur l'activité économique dans la CEI (1,0 contre 2,2 p.c.), et la baisse des prix des matières premières a exercé une incidence négative sur la croissance dans les pays d'Amérique latine et caraïbes (1,3 contre 2,9 p.c.).

Dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'évolution économique est liée à celle des prix du pétrole. Les pays exportateurs ont pâti de la baisse des recettes pétrolières tandis que les importateurs ont profité de la baisse des cours. Dans l'ensemble, tout en restant modéré, le taux de croissance économique a progressé d'une année à l'autre (2,6 contre 2,4 p.c.).

En Afrique Sub-saharienne, le taux de croissance reste soutenu en dépit du recul enregistré en 2014 où la croissance est revenue de 5,2 à 5,0 p.c. en rapport avec la baisse des cours des matières premières.

Dans les pays de la CAE, le taux de croissance économique s'est accéléré en Ouganda (4,9 contre 3,9 p.c.) et au Rwanda (7,0 contre 4,7 p.c.) alors qu'il s'est stabilisé à 4,7 p.c. au Burundi et a fléchi au Kenya (5,3 contre 5,7 p.c.) et en Tanzanie (7,2 contre 7,3 p.c.). Bien que le rythme de croissance ait décéléré dans certains pays suite notamment au recul du tourisme, le taux moyen de croissance reste supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne.

Cette performance est liée aux effets conjugués des investissements dans les infrastructures, de la demande intérieure, de la bonne production agricole et de la décélération des prix des produits pétroliers sur le marché international.

I.4. ECHANGES MONDIAUX

En 2014, la croissance du commerce en volume s'est améliorée par rapport à l'année précédente (2,8 contre 2,4 p.c.)², en liaison avec la reprise économique dans certains pays développés. Toutefois, comparé à la moyenne de 5,0 p.c. d'avant la crise financière, le rythme de croissance reste très lent suite principalement à la fragilité de la croissance économique et aux tensions géopolitiques persistantes. En effet, en raison de la part importante de l'Union Européenne dans les importations mondiales (32 p.c.), sa faible demande d'importations a pesé lourdement sur le commerce mondial au cours des dernières années. Les pays exportateurs des matières premières ont également connu une faiblesse des flux commerciaux. La valeur en dollars américains des exportations de l'Amérique du Sud, de la CEI, de l'Afrique et du Moyen-Orient a diminué de 6 p.c., 5,9 p.c., 7,6 p.c. et 3,9 p.c., respectivement, tandis que les importations se sont contractées en Amérique du Sud (-4,2 p.c.) et dans la CEI (-11,2 p.c.).

I.5. INFLATION MONDIALE

L'inflation globale est restée modérée dans les pays avancés du fait de la baisse des prix des produits de base, en particulier le pétrole, et d'un affaiblissement de la demande dans plusieurs pays qui enregistraient déjà un risque de déflation comme ceux de la zone euro et le Japon. Le taux d'inflation s'est globalement stabilisé à 1,4 p.c. en 2014 dans les pays développés et a baissé dans les pays émergents et en développement (5,9 à 5,4 p.c.) sous l'effet de la baisse des prix des matières premières.

I.6. MARCHES FINANCIERS

Les marchés financiers internationaux ont connu une évolution positive en 2014. En effet, les principales bourses se sont clôturées sur de belles performances (Dow Jones +7,0 p.c., Nikkei +6,6 p.c., Nasdaq +12 p.c. et Eurostoxx 50 +2,2 p.c.)³, et les taux d'intérêt sont restés relativement bas.

Cette tendance est attribuable essentiellement à la poursuite des politiques monétaires expansionnistes par la plupart des Banques Centrales afin de soutenir la reprise de l'économie mondiale.

Malgré cette tendance globale positive, l'évolution des marchés financiers des pays émergents a subi de fortes pressions suite à l'annonce d'une éventuelle inflexion de l'injection de liquidités aux Etats-Unis. Aussi, le mouvement des capitaux s'est-il inversé, occasionnant une fuite des capitaux en provenance de ces pays.

² OMC, Avril 2015

³ Sites Web ; Finances pour tous.com et capital

I.7. MARCHES DES CHANGES

Au cours de l'année 2014, les principales devises ont connu de fortes variations des taux de change. En effet, le dollar américain s'est apprécié tandis que l'euro et le yen japonais se sont dépréciés considérablement.

Depuis le deuxième trimestre, l'euro s'est déprécié de 10,2 p.c. face au dollar américain, passant de 1,37 dollar pour 1 euro en moyenne à 1,23 dollar au quatrième trimestre. Cette baisse est liée notamment à l'assouplissement de la politique monétaire de la BCE afin de lutter contre la faiblesse de l'inflation en zone euro, pendant que la Fed, au contraire, arrêta ses achats d'actifs. En moyenne annuelle le taux de change de l'euro est resté autour de 1,38 dollar.

Par rapport au dollar américain, bien qu'il ait subi des fluctuations au cours de l'année, le yen s'est globalement déprécié de plus ou moins 8,8 p.c. en moyenne annuelle.

II. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

II.1. PRODUCTION ET PRIX

II.1.1. PRODUCTION

La croissance économique du pays s'est stabilisée à 4,7 p.c.⁴ en 2014. Elle a été soutenue principalement par les bonnes performances du secteur tertiaire (6,5 contre 3,2 p.c.), les secteurs secondaire (2,0 contre 2,5 p.c.) et primaire (1,4 contre 8,4 p.c.) ayant décéléré.

Tableau 2: Produit Intérieur Brut (2010-2014)

	2010	2011	2012	2013*	2014*
A. Milliards de francs Burundi (à prix courants)					
1. SECTEUR PRIMAIRE	961,2	1 034,9	1 192,2	1 430,9	1 493,0
2. SECTEUR SECONDAIRE	384,8	417,6	530,2	507,6	562,1
3. SECTEUR TERTIAIRE	924,2	1 071,3	1 307,0	1 482,6	1 712,5
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	2 270,1	2 523,7	3 030,0	3 421,2	3 767,6
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	230,9	295,8	327,3	377,5	438,6
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ (4 + 5)	2 501,0	2 819,5	3 357,3	3 798,7	4 206,2
B. Variations en p.c. (à prix constants) (3)					
1. SECTEUR PRIMAIRE	1,9	- 2,5	2,2	8,4	1,4
2. SECTEUR SECONDAIRE	1,5	1,9	5,6	2,5	2,0
3. SECTEUR TERTIAIRE	5,9	8,7	7,4	3,2	6,5
4. P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	3,5	2,8	5,0	4,8	3,9
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	22,5	16,3	- 0,2	4,1	10,7
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	5,1	4,0	4,4	4,7	4,7

(*) : Données provisoires à partir de 2013.

Source : MFPDE

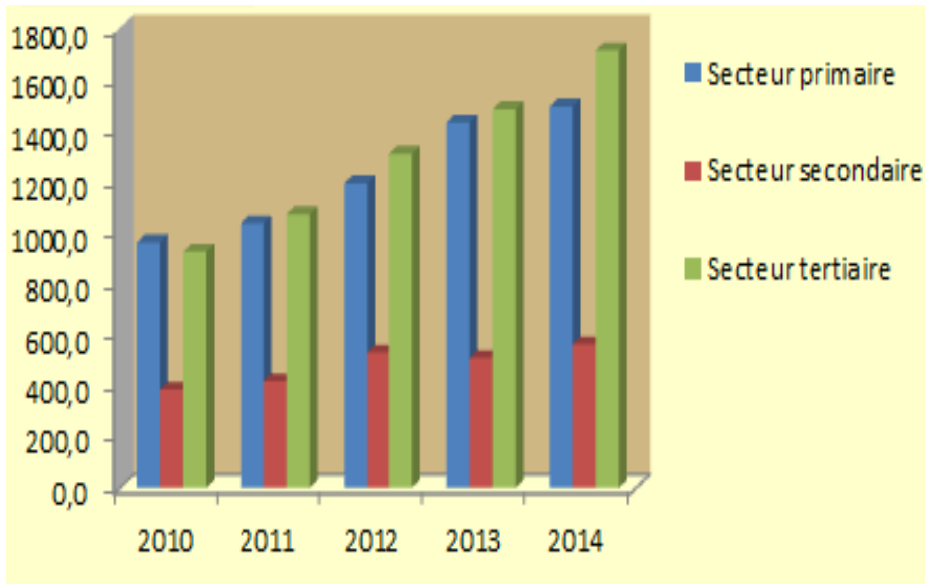
Le secteur tertiaire a profité, principalement, de la croissance du commerce (4,4 contre 2,5 p.c.), des transports et télécommunication (4,8 contre 4,6 p.c.), des banques et assurances (7,0 contre 5,5 p.c.) et de l'administration publique (4,0 contre 2,3 p.c.).

Le secteur secondaire a pâti des contreperformances des sous-secteurs de l'extraction (-4,5 contre 15 p.c.) et de l'électricité, gaz et eaux (1,6 contre 17,5 p.c.).

Dans le secteur primaire, la forte décélération de la croissance (1,4 contre 8,4 p.c.) est liée aux contreperformances de l'agriculture vivrière (-1,0 contre 10,0 p.c.) qui a partiellement contrebalancé la hausse enregistrée par l'agriculture d'exportation (17,3 contre -26,2 p.c.).

⁴Estimations du MFPDE, Cadrage Macroéconomique, avril 2015

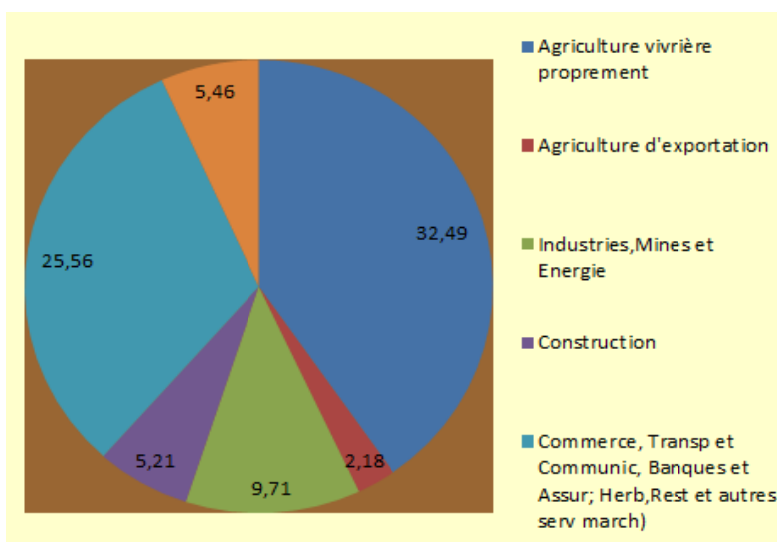
**Graphique 2:Produit Intérieur Brut par secteur d'activité
(en Mds de BIF aux prix courants)**



II.1.1.1.Contributions sectorielles

La contribution du secteur tertiaire dans le PIB prend de l'importance aux dépens du secteur primaire. En effet, elle a progressé par rapport à l'année dernière (45,5 contre 43,3 p.c.) pendant que celle du secteur primaire est revenue de 41,8 à 39,6 p.c. La part du secteur secondaire s'est presque stabilisée (14,9 contre 14,8 p.c.).

Graphique 3: Structure du PIB aux coûts des facteurs (en p.c. du PIB au prix courant)



II.1.1.1.1. Secteur primaire

La croissance du secteur primaire s'est ralentie suite à la contre-performance de la production vivrière, l'agriculture d'exportation ayant accru sa production après une baisse une année auparavant.

II.1.1.1.1.1. Agriculture vivrière

L'agriculture vivrière, qui comprend l'agriculture vivrière proprement dite, la pêche, l'élevage et la sylviculture, a enregistré une décroissance de 1,0 p.c. contre une progression de 10,0 p.c. l'exercice précédent.



Champ de bananeraie moderne

En volume, la production vivrière proprement dite a baissé de 16,8 p.c., s'élevant à 5.082.153 (ou 1.836.682 T d'EC⁵) contre 6.090.105 tonnes l'année précédente (ou 2.055.441 T d'EC.). L'agriculture reste caractérisée par une faible productivité, ce qui engendre un déséquilibre alimentaire important.

⁵ EC : Equivalent Céréale

Tableau 3: Evolution des principales productions vivrières (en T)

	2010	2011	2012	2013	2014
Bananes	1 912 661	1 848 727	1 184 075	2 235 697	1 362 837
Tubercules	1 663 203	1 560 229	2 051 323	3 333 042	3 203 169
Céréales	312 334	327 316	246 348	243 553	226 272
Légumineuses (+Oléagineux)	233 083	232 081	236 657	277 813	289 875
Total	4 121 281	3 968 353	3 718 403	6 090 105	5 082 153

Source : Evaluation des récoltes du MINAGRIE- FAO (2008-2011), estimation sur base des Enquêtes Nationales Agricoles (2012 à 2014)

Concernant la pêche, le Département de la Pêche a intensifié l'encadrement des pêcheurs pour améliorer la qualité de la pêche.

La production sur le lac Tanganyika s'est élevée autour de 16.012 contre 13.232 T, soit une hausse de 21,0 p.c., sous l'effet d'un bon encadrement en vue de respecter les bonnes pratiques. La pêche artisanale reste dominante, soit 92 p.c. contre 8 p.c. pour la pêche coutumière.

Les activités piscicoles se sont également poursuivies à travers le pays. En effet, le Centre National pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale (CNDAPA) a produit et distribué des alevins aux pisciculteurs et mené des activités d'encadrement des associations des pisciculteurs.

Dans le domaine de l'élevage, le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage a poursuivi les activités de repeuplement du cheptel et d'encadrement, en collaboration avec ses partenaires intervenant dans ce domaine.

Au niveau de la sylviculture, les activités de la Direction des Forêts ont porté surtout sur l'augmentation de la couverture forestière ainsi que la protection de l'environnement en général et du patrimoine forestier en particulier. En 2014, les plants produits se sont établis à 23. 079. 436 dont 14. 498. 981 ont été plantés.

II.1.1.1.1.2.Agriculture d'exportation

Après une chute enregistrée en 2013, l'agriculture d'exportation a enregistré une hausse de la valeur ajoutée (17,3 contre -26,2 p.c.) en rapport principalement avec la bonne production de café Arabica.

A. Café

La production de café de la campagne 2014/2015 a augmenté par rapport à celle de la campagne précédente. En effet, le volume total des apports de café Arabica en parche s'est élevé à 18.450 contre 14.134 T, soit une augmentation de 30,5 p.c. liée principalement à la cyclicité des rendements des caféiers.

Tableau 4: Production de café parche et vert par campagne (en T)

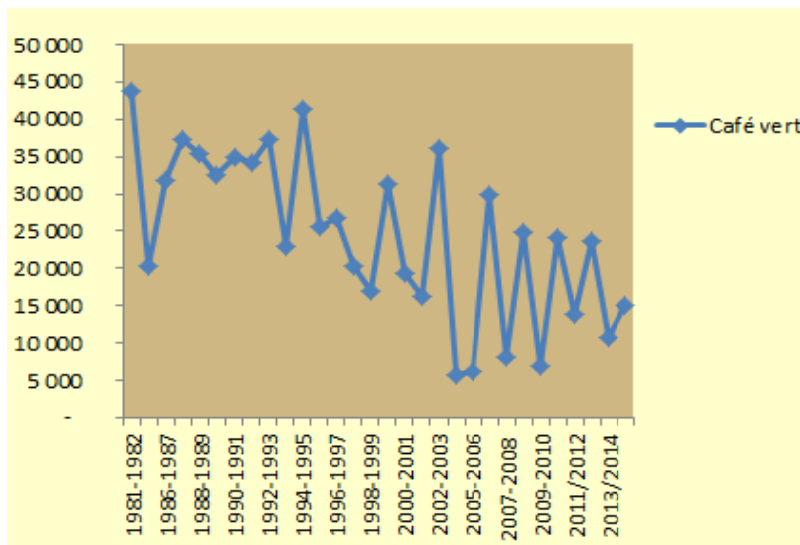
	ARABICA			
Campagne	Café parche	Café vert	Rendement	Total vert
10 /1 1	31 408,7	24 129,5	76,8	24 129,5
11 /1 2	19 240,4	14 227,7	73,9	14 227,7
12 /13	30 778,3	23 774,9	77,2	23 774,9
13 /14	14 133,5	10 769,4	76,2	10 769,4
14 /15	18 450,0	14 923,2	80,9	14 923,2

Source : ARFIC (EX-OCIBU).

La qualité s'est améliorée, la part du café fully washed dans les apports de café parche s'étant élevée à 79,5 contre 51,3 p.c. la campagne précédente.

Le volume de café vert produit a atteint 14.923 contre 10.769 T la campagne précédente, soit une progression de 38,6 p.c.

Graphique 4: Evolution de la production du café vert (en T)

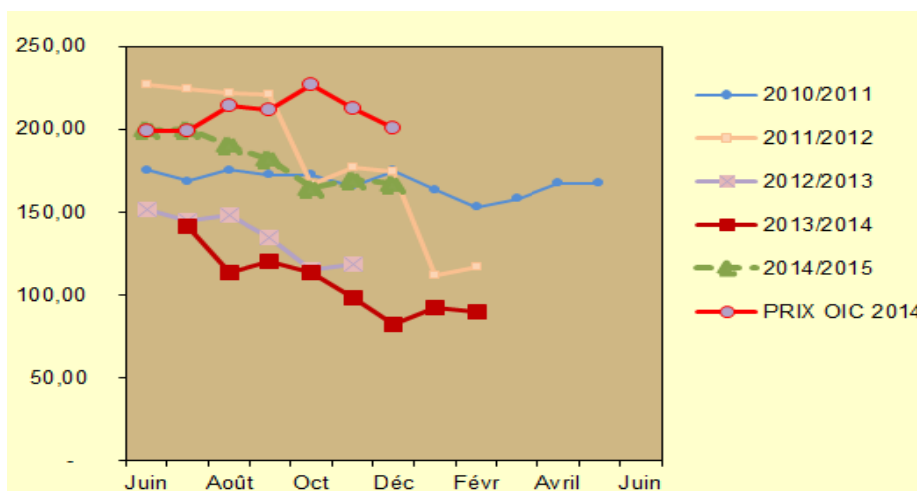


Source : BRB, à partir des données de l'ARFIC

En matière de commercialisation, le volume de café vert vendu s'est élevé à 13.884 T pour une valeur de 81.222,7 MBIF contre respectivement 9.881 T et 36.720,8 MBIF la campagne précédente, soit un prix moyen de 166,7 contre 106,4 cts/lb. La hausse des prix est consécutive à l'amélioration des cours sur le marché international.

En effet, le prix moyen du café Arabica « Autres doux » sur le marché de New York a globalement progressé par rapport à la campagne précédente, passant de 144,12 à 197,62 cts/lb.

Graphique 5: Evolution des prix de vente du café Arabica par campagne (Prix moyens)



Source : BRB, à partir des données de l'ARFIC et de l'OIC

B. Coton

En 2014, la production de coton-graines s'est élevée à 2.457 contre 2.238 tonnes l'année précédente, soit une hausse de 9,7 p.c. Cette amélioration est liée à l'augmentation des emblavures qui sont passées de 2.895 à 3.008 hectares, et au respect de l'itinéraire technique qui a fait augmenter le rendement (817 contre 773 kg/ha).

Tableau 5: Production de coton et superficies productives par région(en T et en Ha)

	2010		2011		2012		2013		2014	
REGION	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha
IMBO NORD	861,0	1 397,0	1 034,9	1 357,0	837,2	1 159,0	1 367,3	1 672,7	1 637,3	1 863,4
IMBO SUD	772,0	1 316,0	784,6	980,0	679,9	1 039,0	806,2	1 092,0	769,8	1 042,1
MOSO	35,1	96,1	36,1	52,0	74,0	114,0	-	-	50,1	102,4
TOTAL	1 671,5	2 820,2	1 859,7	2 399,0	1 603,4	2 322,0	2 238,3	2 895,3	2 457,2	3 007,9
Rendement (kg/ha)		592,7		775,2		690,5		773,1		816,9

Source : COGERCO

Après usinage, le volume de coton-fibre obtenu a atteint 1.012 contre 946 T, soit une hausse de 7,0 p.c. Toutefois, le rendement à l'égrenage a régressé, revenant de 42,3 à 41,2 p.c., à cause de la vétusté des équipements de transformation. Les recettes des ventes des produits cotonniers pourraient s'élever à 2. 460 MBIF.

C. Thé

La production annuelle de thé en feuilles vertes s'est établie à 48.495 T en 2014 contre 41.724 T l'exercice précédent, soit une augmentation de 16,2 p.c., en rapport avec la bonne pluviosité et l'application d'engrais.



Plantation de thé

L'accroissement de la production a concerné tous les complexes théicoles, particulièrement ceux de Teza (28,7 p.c.), d'Ijenda (17,7 p.c.) et de Rwegura (12,7 p.c.).

Tableau 6: Production de thé

	2010	2011	2012	2013	2014
Production de feuilles vertes (tonnes)	37 877	40 886	42 148	41 724	48 495
Superficie plantée (ha)	9 051	9 051	9 272	9 272	9 272
Superficie en production (ha)	7 605	7 605	7 605	7 605	7 605
Rendement à l'ha (kg)	4 980	5 376	5 542	5 486	6 377
Production de thé sec (tonnes)	8 025	8 817	9 140	9 074	10 532
Rendement à l'usinage (en p.c.)	21	22	22	22	22

Source : OTB

La quantité de thé sec obtenue après usinage a progressé de 16,1 p.c., s'établissant à 10.532 contre 9.074 T d'une année à l'autre. Le rendement à l'usinage quant à lui, s'est stabilisé à 21,7 p.c.

Concernant la commercialisation, les ventes totales de 2014 se sont élevées à 10.291 contre 9.208 T l'année précédente pour une valeur de 34.495 et 33.639 MBIF, respectivement. Cette augmentation est imputable à la hausse des quantités vendues, les prix moyens ayant reculé (3.352 contre 3.871 BIF/kg).

Tableau 7: Vente de thé sec

Marché		2010	2011	2012	2013	2014
	Tonnes	5 768	6 551	7 219	7 185	8 048
Enchères	Valeur (MBIF)	17 525	22 789	31 187	26 960	26 797
de Mombasa	PM(BIF/kg)	3 038	3 479	4 320	3 752	3 330
	Tonnes	1 551	1 404	1 552	1 512	1 790
Ventes Directes	Valeur (MBIF)	4 952	5 115	6 704	5 206	6 228
	PM(BIF/kg)	3 644	3 644	4 320	3 444	3 479
	Tonnes	7 319	7 954	8 771	8 696	9 838
S/Total Export	Valeur (MBIF)	22 477	27 904	37 891	32 166	33 026
	PM(BIF/kg)	3 071	3 508	4 320	3 699	3 357
	Tonnes	373	410	401	467	452
Ventes locales	Valeur (MBIF)	1 114	1 181	1 283	1 473	1 470
	PM (BIF/kg)	2 989	2 879	3 197	3 150	3 249
	Tonnes	7 692	8 365	9 172	9 208	10 291
Total Général	Valeur (MBIF)	23 176	29 085	39 174	33 639	34 495
	PM (BIF/kg)	3 065	3 477	4 271	3 871	3 352

Source : OTB

II.1.1.1.2. Secteur secondaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est repliée, revenant de 2,5 à 2,0 p.c. en rapport principalement avec les faibles performances enregistrées par les branches de l'extraction (-4,5 contre 15 p.c.) et de l'électricité, gaz et eaux (1,6 contre 17,5 p.c.), la croissance de la branche de l'industrie s'étant stabilisée à 2,2 p.c.

Au niveau de l'indice pondéré de la production industrielle, la moyenne annuelle a légèrement baissé (-0,1 p.c.), revenant de 131,0 à 130,9 d'une année à l'autre.

Tableau 8: Indice pondéré de la production industrielle

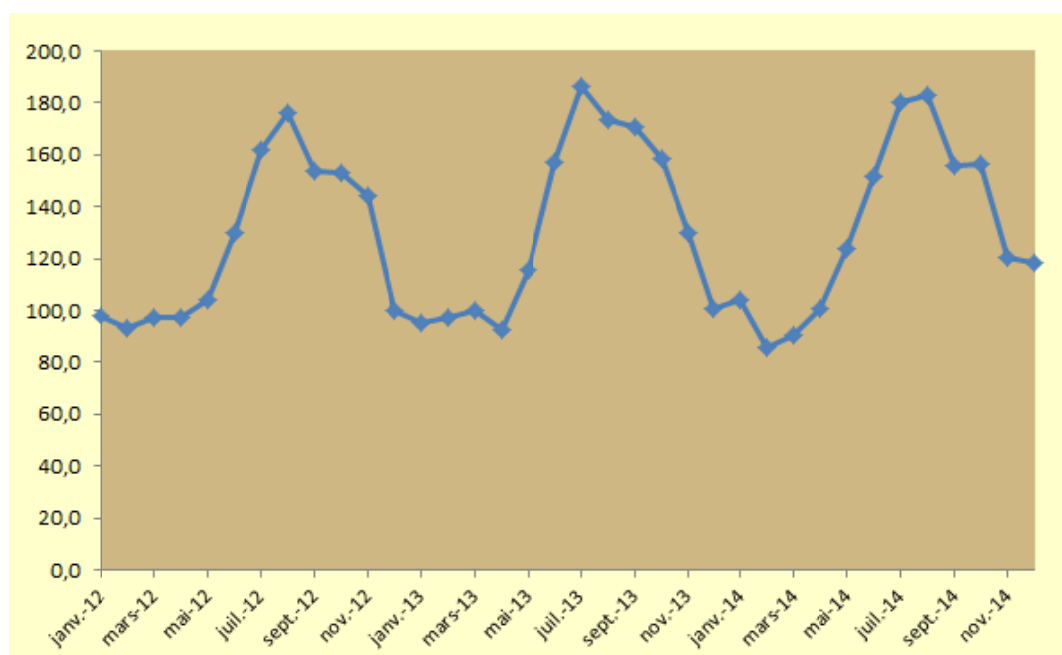
INDUSTRIE	INDUSTRIES ALIMENTAIRES			INDUSTRIES CHIMIQUES			AUTRES			PONDERE
	dont			dont			dont			
Période	Boissons	Sucre	S/Total	Peinture	Savons	S/Total	Tubes PVC	Plaques en fibro-ciment	S/Total	
2010	71,8	19,9	103,5	1,8	2,6	7,0	0,6	0,0	0,7	110,6
2011	75,5	20,4	110,2	2,0	4,2	9,1	0,7	0,0	0,8	120,1
2012	74,1	22,8	115,1	2,3	4,6	10,2	0,3	0,0	0,3	125,6
2013	77,2	25,4	121,5	2,4	6,6	11,2	0,4	0,0	0,4	131,0

Source : BRB

La baisse de l'indice de la production industrielle est essentiellement liée à la diminution de l'activité dans les branches des industries alimentaires (-4,2 p.c.), en particulier la production du sucre (-16,5 p.c.).

La branche des industries chimiques a, par contre, augmenté de 25,9 p.c. en rapport essentiellement avec la progression de la production de peintures (8,3 p.c.) et de savons (18,2 p.c.).

Graphique 6: Evolution de l'indice général de la production industrielle (Base 1989 :100)



La production annuelle d'électricité a faiblement augmenté par rapport à l'année précédente (0,4 contre 7,3 p.c.), s'établissant à 265,2 contre 264,2 GWh l'année précédente en liaison avec la réhabilitation de la Centrale hydroélectrique de Buhiga à partir du mois d'octobre 2013.

L'activité de production de la tourbe par l'Office National de la Tourbe s'est poursuivie par l'exploitation des tourbières sur les sites de Buyongwe, Gisozi, Gitanga et Matana. La production a chuté de 40,9 p.c. d'un exercice à l'autre, revenant de 19.256 à 11.376 T, suite notamment à la tombée précoce de pluie.

Dans le domaine de la géologie et des mines, les activités ont principalement porté sur la promotion du secteur minier en agréant notamment huit comptoirs pour l'achat et l'exportation des minerais et 38 coopératives pour l'exploitation artisanales de substances minérales. En outre, les travaux ont porté sur l'encadrement technique des exploitations artisanales de substances minérales et de matériaux de construction.

Au cours de l'année sous-revue, la production s'est établie à 0,65 T d'or, 105,5 T de coltan et 48,9 T de wolframite contre respectivement 2,1 T d'or, 45,8 T de coltan et 69,5 T de wolframite en 2013.



Exploitation artisanale de l'or à Mabayi

Concernant la branche de la construction, le rythme d'activité s'est accéléré (4,5 contre 3,0 p.c.). Les travaux réalisés par la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, l'ECOSAT et la SIP ont principalement porté sur les études d'aménagement des rivières et ravins, les expropriations de terrains à bâtir, la production de parcelles pour construction de logements, les études et les travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains ainsi que la prospection de sites à aménager pour la production des parcelles à usage résidentiel dans certains autres centres urbains du pays.

Les activités dans le domaine des infrastructures routières ont porté essentiellement sur les travaux d'aménagement et/ou de butumage sur les routes RN3 (Mugina-Mabanda-Nyanza-Lac), RN4 (Chanic-Frontière RDC), RN5 (Bujumbura-Nyamitanga), RN9 (Bubanza-Ndora), RN13 Phase I (Makebuko-Butaganzwa), RN15 phase II (Nyangungu-Gitega), RN18 (Nyakararo-Gitega) et RN19 (Cankuzo-Muyinga).

Les autres travaux ont concerné l'entretien mécanisé et la réhabilitation des routes revêtues et non revêtues notamment le bouchage des nids de poule sur les routes en mairie de Bujumbura.

Par ailleurs, des études techniques ont été faites pour les travaux d'aménagement et de bitumage des routes RN3 (Mugina-Mabanda-Nyanza Lac), RN 15 (Ngozi-Kanyaru Bas + Bretonne vers Mwumba), RN 16 et 17 (Mweya-Mahwa-Bururi-Makamba), RP118 (Kinama-Martyazo-Muzinda), de trois nouvelles pistes vers les rivières Jiji et Murembwe (Phase III) et du contournement de la ville de Bujumbura.

II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est accéléré (6,5 contre 3,2 p.c.), en liaison essentiellement avec la progression de l'activité dans les branches de commerce (4,4 contre 2,5 p.c.), transport et communication (4,8 contre 4,6 p.c.), banques et assurances (7,0 contre 5,5 p.c.), hébergement, restaurant et autres services marchands (5,0 contre 6,0 p.c.), administration publique (4,0 contre 2,3 p.c.), éducation (26,5 contre 24,0 p.c.), santé et action sociale (45,0 contre 44,5 p.c.) et activités à caractère collectif ou personnel (5,0 contre 4,5 p.c.).

L'activité au port de Bujumbura s'est améliorée en 2014 par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises au port de Bujumbura est passé de 106.495 à 139.964 t



Trafic au Port de Bujumbura

L'augmentation du tonnage des importations est principalement liée à la reprise de l'utilisation du chemin de fer Dar-Es-Salaam – Kigoma et à l'augmentation des marchandises en transit à destination du Rwanda.

Concernant le transport aérien, l'activité s'est améliorée au niveau de la plupart de ses composantes. Les tonnages de bagages, du fret et de colis postaux se sont accrus respectivement de 154,8 p.c., 12,5 p.c. et 65,5 p.c. d'une année à l'autre. Par contre, le total des passagers s'est réduit de 6,4 p.c., revenant de 257.603 passagers en 2013 à 241.121 en 2014. Le nombre de mouvements des avions est revenu de 6.830 à 6.235 d'une année à l'autre. Cette régression a résulté essentiellement de la baisse des vols quotidiens de Kenya Airways qui sont revenus de 4 à 3 ou 2 vols par jour et de la suspension des vols de la compagnie South African Airlines (SAA) depuis décembre 2013.

Tableau 9: Trafic à l'Aéroport International de Bujumbura

		2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
ARRIVEES	Passagers	116 451	136 551	159 217	148 395	134 438
	Bagages (en T)	589	436	136	36	103
	Fret (en T)	3 114	2 440	3 186	2 148	2 448
	Poste (en T)	45	46	43	37	39
	DEPARTS	Passagers	78 943	91 434	101 793	109 208
	Bagages (en T)	372	290	26	5	-
	Fret (en T)	331	310	365	335	345
	Poste (en T)	35	26	38	47	100
	Aéronefs	6 427	6 189	7 263	6 830	6 235
	(Arrivées et départs)					

Source: AACB (Ex-RSA)

Dans le domaine des télécommunications, l'ARCT a traité quatorze dossiers d'assignation des fréquences à 14 opérateurs dont huit en rapport avec les demandes de nouvelles licences, un dossier de demande de confirmation de bande de fréquence, quatre demandes de changement de licence et une demande de prolongation de spectre de fréquence.

La facturation des redevances pour les clients qui renouvellent leurs licences et les redevances sur les communications internationales entrant au Burundi ont permis de réaliser un chiffre d'affaires de 61,7 contre 15,3 Mds de BIF l'année précédente.

L'ARCT a aussi mené des travaux en rapport avec la mise en place du Point d'Echange National d'internet, le suivi des travaux liés à la gouvernance de l'internet et au commerce électronique, d'ingénierie du spectre, de migration de l'analogique au numérique, de notification et de coordination internationale des fréquences, de contrôle du spectre, implantation des pylônes et de lutte contre les brouillages.

Dans le secteur des assurances, le total des primes émises a progressé de 4,0 p.c., passant de 33.115,2 à 34.430,7 MBIF d'une année à l'autre.

Au niveau des autres services privés, les recettes touristiques se sont sensiblement accrues (95,7 p.c.), passant de 3.254,6 à 6.369,9 MBIF d'une année à l'autre.

Dans le secteur des services non marchands, le taux de croissance de la valeur ajoutée de la branche « administration publique » s'est accéléré (4,0 contre 2,3 p.c.). En effet, les effectifs recrutés à la Fonction Publique durant l'année 2014 ont augmenté de 55,2 p.c. par rapport à 2013 (4.676 contre 3.013). Les dépenses en termes de salaires et d'achat de biens et services ont augmenté de 5,0 p.c., se fixant à 434.411,0 contre 413.726,9 MBIF.

II.1.1.2. Demande

En termes réels, les emplois de l'économie ont enregistré une décélération de la croissance (4,1 contre 4,8 p.c.) qui a porté sur la demande intérieure (3,8 contre 2,4 p.c.).

Tableau 10: Ressources et Emplois

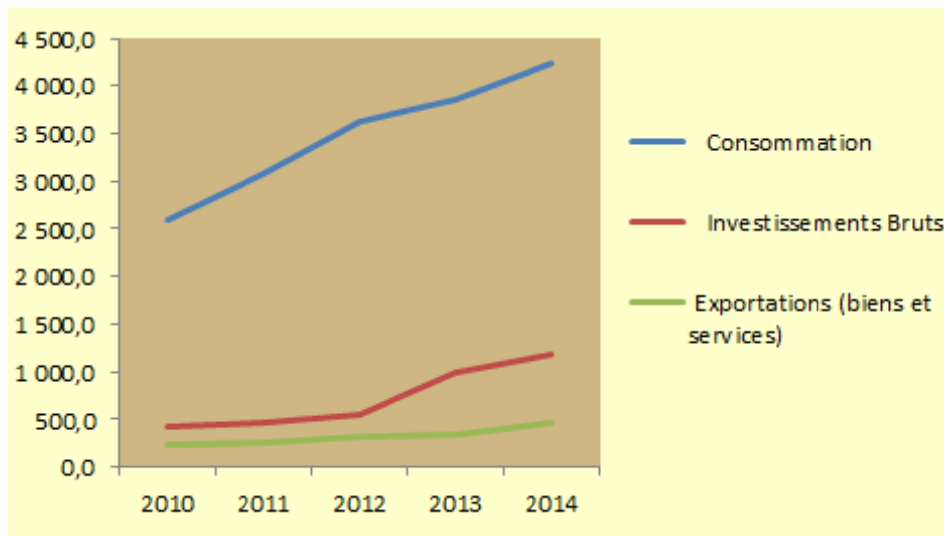
	2010	2011	2012	2013*	2014*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	2 501,0	2 819,5	3 357,3	3 798,7	4 206,2
2. Importations (biens et services)	744,2	964,3	1 140,0	1 404,7	1 685,6
3. Ressources = Emplois	3 245,3	3 783,8	4 497,3	5 203,4	5 891,8
4. Dépenses intérieures	3 002,4	3 537,0	4 171,2	4 856,8	5 427,4
- Consommation	2 586,5	3 076,5	3 622,9	3 859,3	4 244,7
- Investissements Bruts	415,9	460,5	548,3	997,4	1 182,7
Exportations (biens et services)	242,8	246,8	326,0	346,6	464,4
	Variation en p.c, (aux prix constants)				
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	5,1	4,0	4,4	4,7	4,7
2. Importations (biens et services)	16,7	19,9	12,4	2,8	5,1
3. Ressources = Emplois	9,0	7,7	4,5	4,1	4,8
4. Dépenses intérieures	8,2	6,9	4,7	2,4	3,8
- Consommation	3,6	9,2	3,9	5,5	5,0
- Investissements Bruts	19,2	5,8	6,1	- 10,7	- 3,0
5. Exportations (biens et services)	26,0	21,9	1,4	31,5	17,6
(*) : Données provisoire à partir de l'année 2013.					

Source : MFPDE

II.1.1.2.1. Demande intérieure

Les emplois intérieurs ont connu un accroissement sous l'effet de la croissance de la consommation finale (5,0 contre 5,5 p.c.) bien qu'en légère décélération, celle des investissements bruts étant demeurée négative (-3,0 contre -10,7 p.c.).

Graphique 7: Evolution des emplois du PIB (En Mds de BIF aux prix courants)



Dans les dépenses de consommation, celles des ménages se sont améliorées de 5,0 contre 4,5 p.c. tandis que celles du secteur public ont décéléré (5,1 contre 7,7 p.c.). La croissance des investissements a concerné ceux des privés (7,9 contre 5,0 p.c.), les investissements publics ayant baissé (-0,2 contre 35,7 p.c.).

II.1.1.2.2 Ecart entre la production et la demande intérieure

L'écart entre ressources et emplois intérieurs exprimé en pourcentage du PIB s'est creusé, passant de 25,0 à 29,0 p.c. Au niveau des échanges, les importations se sont accrues (40,0 contre 33,2 p.c.) plus rapidement que les exportations de biens et services (11,0 contre 8,2 p.c.).

Tableau 11: Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en p.c. du PIB

	2010	2011	2012	2013*	2014*
1. Emplois intérieurs	121,0	122,3	122,5	125,0	129,0
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	21,0	22,3	22,5	25,0	29,0
4. Importations de biens et services non facteurs	29,9	32,3	32,3	33,2	40,1
5. Exportations de biens et services non facteurs	8,9	9,9	9,8	8,2	11,0
(*) : Données provisoires à partir de 2013.					

Source : MFPDE

II.1.1.2.3. Revenu, dépenses et besoin de financement

La consommation intérieure (4.244,7 Mds de BIF) a dépassé le produit intérieur brut (4.206,2 Mds de BIF). Par conséquent, l'épargne intérieure est restée négative, se fixant à -38,5 contre -60,7 Mds de BIF en 2013.

Tableau 12: Revenus, dépenses et besoin de financement (en Mds de BIF)

	2010	2011	2012	2013*	2014*
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	2 501,0	2 988,6	3 365,8	3 798,7	4 206,2
2. Consommation privée et publique	2 517,3	2 849,3	3 435,2	3 859,3	4 244,7
3. Epargne intérieure brute (1-2)	- 16,3	139,4	- 69,4	- 60,7	- 38,5
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	153,9	310,3	634,7	675,3	502,9
5. Epargne nationale brute (3+4)	137,6	449,7	565,4	614,6	464,4
6. Investissements bruts	508,1	807,3	745,6	997,4	1 182,7
7. Besoin net de financement (5-6) ou capacité de financement	- 370,4	- 357,6	- 180,3	- 382,8	- 718,3
(*) : Données provisoires à partir de 2013.					

Source : MFPDE

L'épargne nationale brute a reculé (464,4 contre 614,6 Mds de BIF), sous l'effet de la baisse du solde des revenus primaires et secondaires (502,9 contre 675,3 Mds de BIF) par rapport à l'année précédente.

En rapport avec l'accroissement des investissements bruts (1.182,7 contre 997,4 Mds de BIF) et de la baisse de l'épargne brute, le besoin net de financement s'est accru, passant de 382,8 à 718,3 Mds de BIF.

II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura, le pouvoir d'achat s'est légèrement détérioré par rapport à l'année précédente. En effet, le taux d'inflation a baissé, s'établissant à 4,4 contre 7,9 p.c., suite à la forte décélération du taux d'inflation alimentaire (2,1 contre 9,6 p.c.), celui du secteur non alimentaire s'étant stabilisé (6,2 contre 6,5 p.c.).

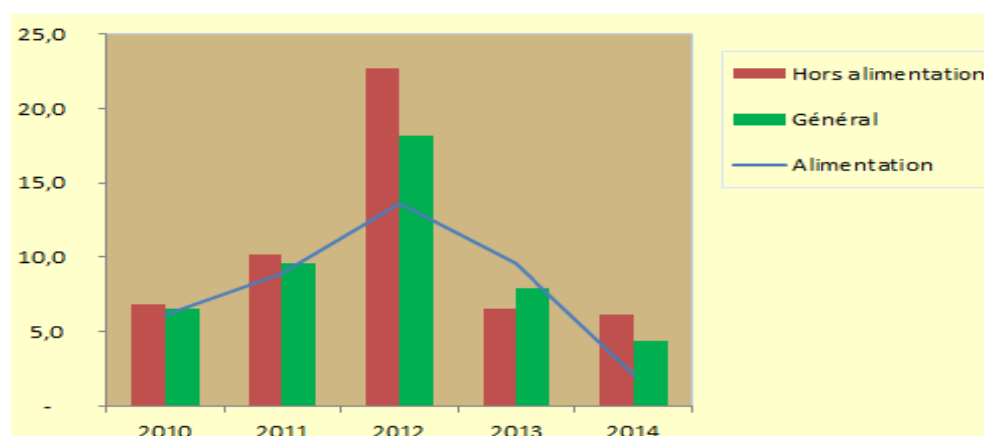
Tableau 13: Evolution du taux d'inflation (en p.c.)

Libellé	Indice général	Indice alimentaire	Indice hors alimentaire
2012			
Trim1	89,2	87,6	90,8
Trim2	92,5	92,3	92,6
Trim3	90,8	88,0	93,3
Trim4	92,3	90,3	94,3
2013			
Trim1	96,3	95,6	97,4
Trim2	98,5	98,9	98,0
Trim3	99,1	99,2	99,6
Trim4	99,9	99,2	99,9
2014			
Trim1	101,3	99,9	102,5
Trim2	102,2	100,5	103,6
Trim3	103,9	100,5	106,4
Trim4	103,7	99,8	106,8

Source: Calcul basé sur l'indice produit par l'ISTEEBU

En moyenne trimestrielle, le taux d'inflation qui était de 8,2 p.c. au quatrième trimestre de 2013 a continuellement décéléré pour atteindre 4,0 p.c. au quatrième trimestre 2014 en liaison avec la faible hausse des prix des produits alimentaires pendant les trois derniers trimestres de 2014 (de 1,7 à 1,3 p.c.).

Graphique 8: Evolution annuelle du taux d'inflation (en p.c.)



Source: Calcul basé sur l'indice produit par l'ISTEEBU

L'inflation trimestrielle du secteur « hors alimentation » s'est accrue, passant de 5,2 p.c. au premier trimestre à 6,5 p.c. au dernier.

*
* *

L'économie burundaise a maintenu son rythme de croissance du PIB de 4,7 p.c.⁶ enregistré en 2013. La croissance a été tirée en grande partie par les bonnes performances du secteur tertiaire (6,5 contre 3,2 p.c.).

L'accélération de la croissance dans le secteur tertiaire (6,5 contre 3,2 p.c.) a résulté principalement de la progression du commerce (4,4 contre 2,5 p.c.), des transports et télécommunication (4,8 contre 4,6 p.c.), des banques et assurances (7,0 contre 5,5 p.c.) et de l'administration publique (4,0 contre 2,3 p.c.).

La croissance du secteur secondaire a, par contre, fléchi (2,0 contre 2,5 p.c.), suite aux faibles performances des sous-secteurs de l'extraction (-4,5 contre 15 p.c.) et de l'électricité, gaz et eaux (1,6 contre 17,5 p.c.).

Dans le secteur primaire, la forte décélération de la croissance (1,4 contre 8,4 p.c.) a résulté de la baisse de la production de l'agriculture vivrière (-1,0 contre 10,0 p.c.) qui a contrarié la hausse enregistrée par l'agriculture d'exportation (17,3 contre -26,2 p.c.).

Au niveau des perspectives, l'économie burundaise devrait enregistrer une décroissance, suite au recul du niveau d'investissements lié à la conjoncture politique incertaine et à la baisse des appuis extérieurs.

*
* *

II.2. FINANCES PUBLIQUES

En dépit de l'augmentation des recettes fiscales en 2014, le déficit budgétaire s'est aggravé par rapport à l'exercice précédent (-182.245,5 contre -112.161,9 MBIF). Rapporté au PIB, le déficit s'est également alourdi (4,3 contre 2,7 p.c.).

Cet alourdissement est lié essentiellement aux faibles décaissements des aides au titre d'appuis budgétaires et dons projets (30,2 contre 38,6 p.c. des prévisions).

En conséquence, l'endettement public s'est accru de 14,3 p.c., passant de 1.213.669,4 à 1.386.681,4 MBIF.

⁶Estimations du MFPDE, Cadastre Macroéconomique, avril 2015
BRB-Rapport Annuel 2014

Tableau 14: Opérations Financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014 Prévisions	2014 Tx de réal	
A. RECETTES ET DONS	631 243,2	678 889,4	705 729,5	841 657,8	877 040,5	1 382 701,8	63,4
1. RECETTES	393 170,1	474 526,7	550 780,0	566 995,8	663 212,0	667 277,6	99,4
Recettes fiscales	363 087,3	440 974,7	491 878,8	524 539,6	572 207,3	581 283,6	98,4
dont compensation COMESA	-	14 673,8		1 605,3	2 254,8		
Recettes non fiscales	30 082,8	32 184,0	34 879,7	37 762,5	83 819,1	85 994,0	97,5
Recettes exceptionnelles	-	1 368,0	24 021,5	4 693,7	7 185,6	7 548,0	95,2
dont AMISOM			14 000,0	2 451,6	2 718,6	3 000,0	90,6
2. DONS	238 073,1	204 362,7	154 949,5	274 662,0	213 828,5	707 876,2	30,2
Dons courants	172 708,0	121 144,4	74 684,9	118 849,5	46 942,5	126 831,2	37,0
Dons en capital	65 365,1	83 218,3	80 264,6	155 812,5	166 886,1	581 044,9	28,7
B. DEPENSES	673 537,5	768 962,4	827 237,0	953 819,7	1 059 286,0	1 442 296,1	73,4
a. Dépenses courantes	491 942,1	554 057,0	591 980,2	689 116,6	721 597,6	709 806,4	101,7
Dépenses sur biens et services	325 349,2	370 948,0	385 925,2	413 726,9	434 411,0	432 988,1	100,3
Salaires	220 809,3	273 008,4	282 162,4	295 659,5	314 387,2	322 064,7	97,6
Achats de biens et autres services	104 539,9	97 939,6	103 762,8	118 067,4	120 023,8	110 923,4	108,2
Subventions et autres transferts	133 762,1	139 973,9	163 199,3	225 486,3	234 393,5	201 345,8	116,4
dont exonérations	-	20 000,0				19 622,4	
Paiements d'intérêts	21 983,2	32 459,0	30 408,8	29 126,3	35 765,5	39 695,6	90,1
Dépenses sur les fonds spéciaux	10 847,6	10 676,1	12 446,9	20 777,1	17 027,5	16 154,4	105,4
SOLDE COURANT HORS DONS	- 98 772,0	- 79 530,3	- 41 200,2	- 122 120,8	- 58 385,6	- 42 528,8	137,3
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	139 301,1	124 832,4	113 749,3	152 541,2	155 442,9	672 895,4	23,1
b. Dépenses en capital	181 595,4	214 905,4	235 256,8	264 703,1	337 688,4	732 489,6	46,1
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	- 280 367,4	- 294 435,7	- 276 457,0	- 386 823,9	- 396 074,0	- 775 018,5	51,1
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits const.)	- 42 294,3	- 90 073,0	- 121 507,4	- 112 161,9	- 182 245,5	- 59 594,3	305,8
C. FINANCEMENT	42 294,4	90 073,0	121 507,4	112 161,9	182 245,5	59 594,3	305,8
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	89 758,8	54 036,2	100 484,8	5 906,1	60 495,0	32 531,3	186,0
Tirages	42 752,6	27 010,6	64 156,8	13 860,4	67 359,2	44 000,0	153,1
Moins amort. de la dette extérieure	- 62 281,9	- 4 559,4	- 7 524,4	- 7 954,3	- 6 864,2	- 11 468,7	59,9
Variation des arriérés	-	-	-	-	-	-	
Allègement de la dette	109 288,1	31 584,9	43 852,4	-	-	-	
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	39 651,7	72 722,4	34 058,0	106 895,8	155 146,4	27 063,0	573,3
a. Secteur bancaire	33 485,0	54 352,5	13 029,5	45 926,0	147 023,0	13 898,5	1 057,8
B.R.B.	- 7 761,3	82 745,9	51 339,5	2 762,6	69 567,2	-	
Banques commerciales	37 845,4	- 26 160,2	- 36 506,1	40 504,9	77 997,8	13 898,5	561,2
CCP	3 400,9	- 2 233,2	- 1 803,9	2 658,5	- 542,0	-	
b. Secteur non bancaire	6 166,7	18 369,9	21 028,5	60 969,8	8 123,4	13 164,4	61,7
Etablissements financiers	-	-	-	- 833,8	-	-	
Secteur non financier	6 166,7	18 369,9	21 028,5	61 803,6	8 123,4	13 164,4	61,7
3. ERREURS ET OMISSIONS	- 87 116,1	- 36 685,6	- 13 035,4	- 640,0	- 33 395,9	-	

Source : MFPDE

II.2.1. RECETTES ET DONS

Les recettes internes et externes de 2014 ont progressé de 4,2 p.c. par rapport à 2013, passant de 841.657,8 à 877.040,5 MBIF.

Par rapport aux prévisions de l'année (1.382.701,8 MBIF), le taux de réalisation des recettes et dons s'est établi à 63,4 p.c. Cette contre-performance est principalement imputable au faible décaissement des dons (30,2 p.c. des prévisions).

Tableau 15: Recettes et Dons (en MBIF)

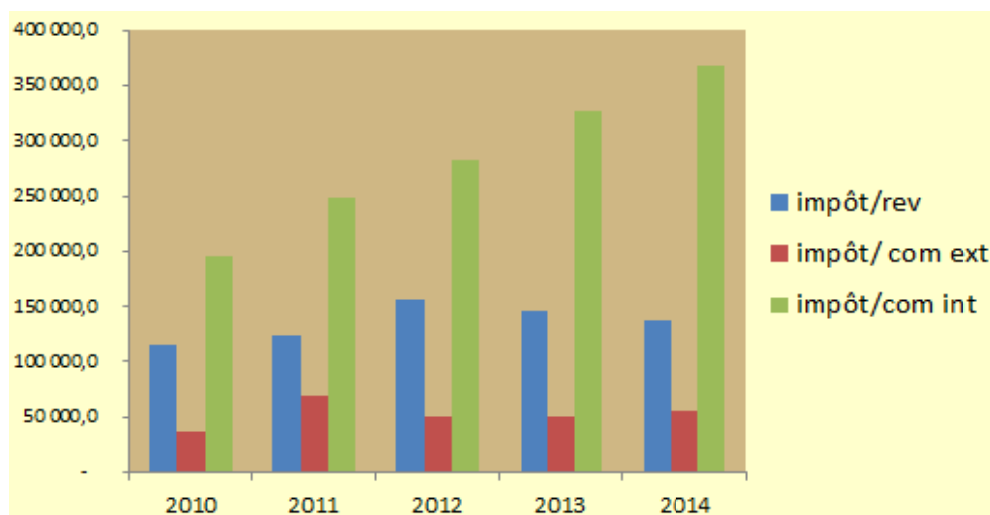
	2012	2013	2014	Variations (2014/2013)	
				en valeurs	p.c.
1. RECETTES	550 780,0	566 995,8	663 212,0	96 216,2	17,0
a. Recettes fiscales	491 878,8	524 539,6	572 207,3	47 667,7	9,1
Impôts sur les revenus	155 909,1	146 015,0	137 883,5	- 8 131,5	- 5,6
Sociétés	82 531,0	92 446,2	73 099,7	- 19 346,5	- 20,9
Personnes physiques	72 882,8	53 108,5	64 131,2	11 022,7	20,8
Autres impôts sur les revenus	495,3	460,3	652,6	192,3	41,8
Impôts sur le commerce intérieur	283 288,0	326 964,0	368 412,4	41 448,4	12,7
Impôts sur le commerce extérieur	49 821,9	50 934,1	55 213,4	4 279,3	8,4
Compensation COMESA	-	1 605,3	2 254,8	649,5	40,5
Autres recettes fiscales	2 859,8	626,5	10 698,0	10 071,5	1 607,6
b. Recettes non fiscales	34 879,7	37 762,5	83 819,1	46 056,6	122,0
1. Dividendes	14 686,8	16 124,2	21 756,1	5 631,9	34,9
dont: bénéfiques B.R.B.				-	
2. Autres recettes	20 192,9	21 638,3	62 063,0	40 424,7	186,8
c. Recettes exceptionnelles	24 021,5	4 693,7	7 185,6	2 491,9	53,1
2. DONS	154 949,5	274 662,0	213 828,5	- 60 833,5	- 22,1
Dons courants	74 684,9	118 849,5	46 942,5	- 71 907,0	- 60,5
Dons en capital	80 264,6	155 812,5	166 886,1	11 073,6	7,1
TOTAL	705 729,5	841 657,8	877 040,5	35 382,7	4,2

Source : MFPDE

II.2.1.1. Recettes

Les recettes publiques intérieures (663.212,0 contre 566.995,8 MBIF) ont augmenté de 17,0 contre 2,9 p.c. l'année précédente. Elles sont dominées par les recettes fiscales qui couvrent 86,3 p.c. du total, tandis que les recettes non fiscales et exceptionnelles représentent 12,6 et 1,1 p.c., respectivement.

Graphique 9: Principales recettes (en MBIF)



II.2.1.1.1. Recettes fiscales

D'une année à l'autre, les recettes fiscales ont progressé de 47.667,7 MBIF, pour se fixer à 572.207,3 contre 524.539,6 MBIF en 2013. Cette augmentation est liée principalement aux performances dans la collecte des impôts sur le commerce intérieur (368.412,4 contre 326.964,0 MBIF, soit 12,7 p.c.) et le commerce extérieur (55.213,4 contre 50.934,1 MBIF, soit 8,4 p.c.).

En revanche, les impôts sur le revenu ont décru de 8.131,5 MBIF (-5,6 p.c.), se fixant à 137.883,5 contre 146.015,0 MBIF l'année précédente. Cette diminution est liée à celle des impôts sur les sociétés (- 19.346,5 MBIF), les impôts sur les personnes physiques ayant progressé de 11.022,7 MBIF.

II.2.1.1.2. Recettes non fiscales

Passant de 37.762,5 MBIF à 83.819,1 MBIF d'une année à l'autre, les recettes non fiscales ont augmenté de 46.056,6 MBIF (122,0 p.c.), en rapport avec l'augmentation des dividendes (5.631,9 MBIF) et des « autres recettes » (40.424,7 MBIF), notamment l'achat des licences d'exploitation des sociétés de télécommunication.

II.2.1.1.3. Recettes exceptionnelles

Par rapport à l'année précédente, les recettes exceptionnelles ont enregistré une augmentation de 2.491,9 MBIF, passant de 4.693,7 à 7.185,6 MBIF. Cette augmentation a concerné principalement les autres recettes (2.224,9 MBIF), et les produits de l'AMISOM (267,0 MBIF) dans une moindre mesure.

II.2.1.2. Dons

Le montant de dons a diminué de 22,1 p.c. par rapport à l'année précédente, soit 213.828,5 contre 274.662,0 MBIF. Cette baisse a concerné les appuis budgétaires (-71.907,0 MBIF), les dons en capital ayant enregistré une progression (11.073,6 MBIF).

Par rapport aux prévisions (707.879,2 MBIF), les décaissements de dons n'ont été réalisés qu'à hauteur de 30,2 contre 38,6 p.c. une année auparavant.

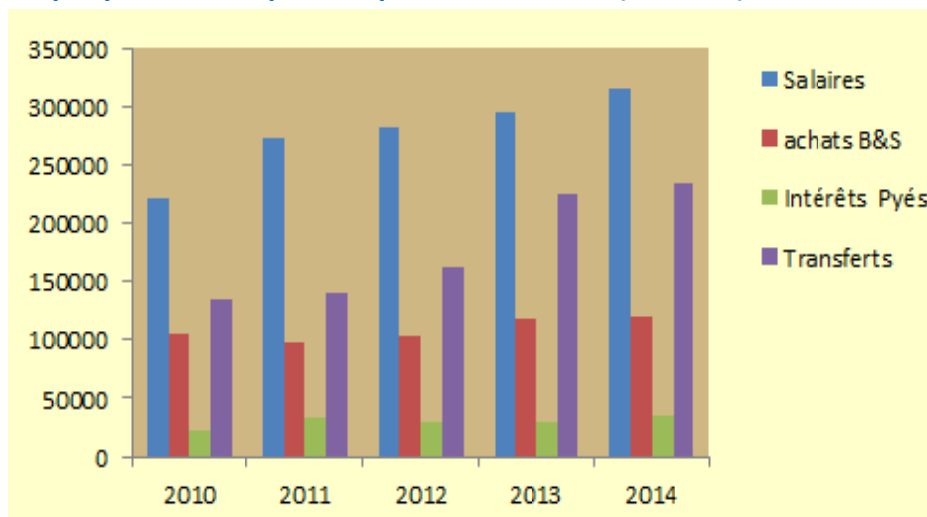
II.2.2. DEPENSES

Les dépenses totales du budget 2014 (1.059.286,0 contre 953.819,7 MBIF) ont moins progressé que celles de l'année précédente, soit un taux de croissance de 11,1 contre 15,1 p.c. Cette décélération a concerné les dépenses courantes (4,7 contre 16,5 p.c.), les dépenses en capital ayant accéléré leur rythme de progression (27,6 contre 11,6 p.c.).

Par rapport aux prévisions (1.422.673,6 MBIF), les dépenses se sont fixées à 74,5 p.c. suite au faible niveau de décaissement des dons. Le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB a baissé par rapport à l'année précédente, soit 22,7 contre 23,6 p.c.

S'agissant de la répartition des dépenses courantes, la part des salaires représente 43,6 p.c., les subventions et autres transferts 32,5 p.c., les achats de biens et services 16,6 p.c. et les paiements d'intérêt 5,0 p.c. du total des dépenses courantes.

Graphique 10: Principales dépenses courantes (en MBIF)



Les dépenses en capital ont été financées par les ressources internes et externes. Les ressources nationales se sont fixées à 105.578,6 MBIF tandis que les ressources externes se sont établies à 232.109,9 MBIF, dont 166.886,1 MBIF de dons en capital et 65.223,8 MBIF de tirages sur emprunts extérieurs.

II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT

A fin 2014, bien que les dépenses publiques aient progressé moins rapidement que l'année précédente, elles ont connu une croissance plus prononcée que celle des ressources (11,1 contre 4,2 p.c.).

Cette situation a entraîné l'alourdissement du déficit global (-182.245,5 contre - 112.161,9 MBIF) qui a été financé par les ressources aussi bien intérieures (155.146,4 MBIF) qu'extérieures (60.495,0 MBIF).

II.2.3. 1. Financement intérieur net

Le financement intérieur net s'est accru (155.146,4 contre 106.895,8 MBIF), suite à l'augmentation des engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale (69.567,2 contre 2.762,6 MBIF) et les banques commerciales (77.997,8 contre 40.504,9 MBIF) qui a contrebalancé la réduction sensible des engagements de l'Etat auprès du secteur non financier (11.325,0 contre 60.969,8 MBIF).

II.2.3. 2. Financement extérieur net

Le financement extérieur net a fortement augmenté (60.495,0 contre 5.906,1 MBIF) en liaison avec l'augmentation des tirages sur prêts (67.359,2 contre 13.860,4 MBIF).

II.2.4. DETTE PUBLIQUE

II.2.4. 1. Evolution générale

La dette publique a augmenté de 14,2 p.c., passant de 1.213.669,4 à 1.386.681,4 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette hausse a concerné aussi bien la dette intérieure qu'extérieure à hauteur de 22,1 et 6,6 p.c., respectivement.

Tableau 16: Structure de la dette publique à fin d'année (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
DETTE INTERIEURE	427 102,6	464 027,7	539 599,5	597 961,8	730 117,7
1. Bons et obligations du Trésor	131 998,3	127 965,8	111 604,9	182 925,5	230 040,0
2. Engagements envers la B.R.B.	253 190,1	322 018,9	410 025,0	396 574,3	448 063,6
3. Autres	13 898,8	14 043,0	17 969,6	18 462,0	52 014,1
DETTE EXTERIEURE	494 683,4	485 081,1	607 681,4	615 707,6	656 563,7
1. Dette directe	463 268,2	481 050,5	604 997,5	613 116,3	654 153,6
2. Dette indirecte	31 415,2	4 030,6	2 683,9	2 591,3	2 410,1
TOTAL	921 786,0	949 108,8	1 147 280,9	1 213 669,4	1 386 681,4
En pourcentage de l'encours total					
DETTE INTERIEURE	46,3	51,4	49,8	49,3	52,7
1. Bons et obligations du Trésor	14,3	12,8	9,2	15,1	16,6
2. Engagements envers la B.R.B.	27,5	32,2	33,8	32,7	32,3
3. Autres	4,5	6,4	6,8	1,5	3,8
DETTE EXTERIEURE	53,7	48,6	50,2	50,7	47,3
1. Dette directe	50,3	48,2	49,9	50,5	47,2
2. Dette indirecte	3,4	0,4	0,2	0,2	0,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB					
DETTE INTERIEURE	17,1	18,0	17,3	15,7	17,4
DETTE EXTERIEURE	19,8	17,0	17,4	16,2	15,6
TOTAL	36,9	35,0	34,7	31,9	33,0

Source : MFPDE

II.2.4. 2. Dette intérieure

D'une fin d'année à l'autre, la dette publique intérieure a augmenté de 132.155,9 MBIF (soit 22,1 p.c.), passant de 597.961,8 à 730.117,7 MBIF. Cette hausse a résulté notamment de l'augmentation de la dette de l'Etat envers la Banque Centrale (51.489,3 MBIF), les banques commerciales (72.776,9 MBIF) et, dans une moindre mesure, le secteur non financier (8.431,7 MBIF).

L'encours du total des titres du Trésor a augmenté de 47.114,5 MBIF, passant de 182.925,5 à 230.040,0 MBIF. Cette hausse a concerné à la fois les bons (19.130,7 MBIF) et les obligations du Trésor (27.983,8 MBIF).

Tableau 17: Encours des titres du trésor en MBIF

	2010	2011	2012	2013	2014
Banques Commerciales	109 104,5	84 484,4	49 024,3	109 019,9	147 702,7
Bons	92 120,1	67 500,0	40 889,1	77 019,9	87 718,9
Obligations	16 984,4	16 984,4	8 135,2	32 000,0	59 983,8
Secteur non Bancaire	25 151,4	43 481,4	62 580,6	73 905,6	82 337,3
Bons	17 130,0	35 460,0	55 310,0	68 841,1	77 272,8
Obligations	8 021,4	8 021,4	7 270,6	5 064,5	5 064,5
Total	134 255,9	127 965,8	111 604,9	182 925,5	230 040,0

Source : BRB

La part des bons et obligations du Trésor détenue par les banques commerciales a augmenté, passant de 59,6 à 64,2 p.c., d'une fin d'année à l'autre.

II.2.4. 2. Dette extérieure

Le stock de la dette extérieure a augmenté de 40.856,1 MBIF, soit 6,6 p.c. s'établissant à 656.563,7 contre 615.707,6 MBIF, d'une fin d'année à l'autre. Cet accroissement a résulté des tirages (67.359,2 MBIF) qui ont dépassé les moins-values de réévaluation (18.618,0 MBIF) et le remboursement du principal (7.885,1 MBIF).

Tableau 18: Dette extérieure (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	449 575,2	463 268,2	481 050,5	604 997,8	613 116,3
b. Tirages	42 752,6	37 221,7	63 843,9	13 860,4	67 359,2
c. Réévaluation	- 9 231,6	46 194,9	65 858,6	2 048,0	- 18 603,8
d. Amortissements	- 62 760,2	- 65 634,3	- 5 755,4	7 789,9	7 718,0
e. Encours fin période	446 755,2	481 050,5	604 997,8	613 116,3	654 153,6
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	111 816,8	31 415,2	4 030,6	2 683,6	2 591,3
b. Tirages	-	-	-	0,0	0,0
c. Réévaluation	- 3 825,9	572,8	422,3	72,0	- 14,2
d. Amortissements	- 76 575,6	- 27 957,4	- 1 769,0	164,3	167,1
e. Encours fin période	31 415,2	4 030,6	2 683,6	2 591,3	2 410,1
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	561 392,0	494 683,4	485 081,1	607 681,4	615 707,6
b. Tirages	42 752,6	37 221,7	63 843,9	13 860,5	67 359,2
c. Réévaluation	- 13 057,5	46 767,7	66 280,9	2 120,0	- 18 618,0
d. Amortissements	- 139 335,8	- 93 591,8	- 7 524,4	7 954,3	7 885,1
e. Encours fin période	478 170,4	485 081,1	607 681,4	615 707,7	656 563,7
IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)	19,1	17,2	18,1	16,2	15,6
N.B. Les données sur la dette garantie ne sont pas prises en compte					

Source : MFPDE

A l'instar des autres années, les nouveaux tirages n'ont concerné que la dette directe pour financer les secteurs routier, agricole et énergétique ainsi que les divers projets. Le secteur routier a bénéficié d'un financement de 49.242,5 MBIF de la part du Fonds Saoudien, l'OPEP et la BADEA à hauteur de 21.753,48 MBIF, 21.556,45 MBIF et 5.932,57 respectivement. Cette dernière a également financé le secteur agricole à hauteur de 4.111,4 MBIF et a contribué, conjointement avec le FAD et le FIDA, au financement de divers projets pour un montant de 11.715,8 MBIF. Enfin, une banque indienne, Exim Bank, a décaissé 2.289,5 MBIF destinés au secteur énergétique.

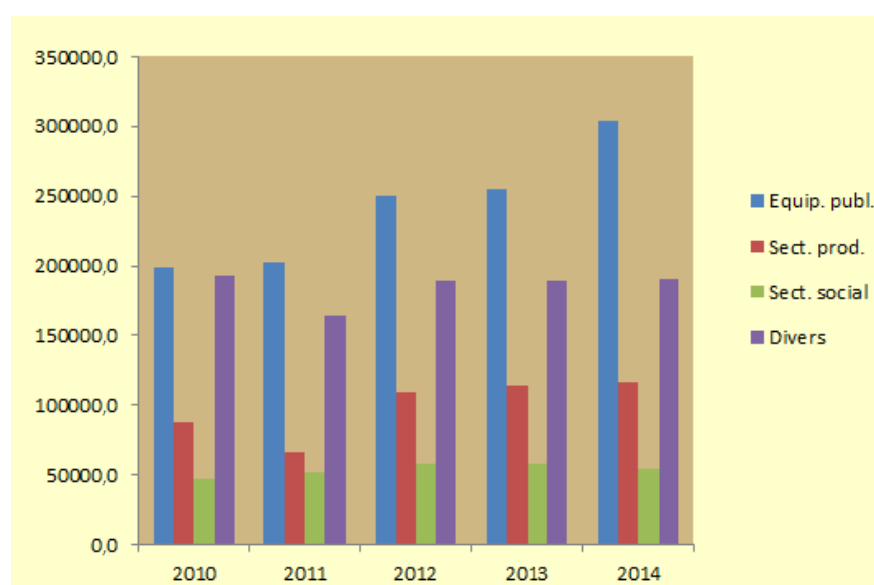
Tableau 19: Opérations de la dette publique extérieure par secteurs
(Encours en fin d'année, en MBIF).

	Encours fin 2013	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2014
I. DETTE DIRECTE	613 116,3	67 359,2	- 18 603,8	7 718,0	5 330,5	654 153,6
A. Equipements publics	246 387,6	49 242,5	- 6 648,4	2 281,9	2 366,0	286 699,8
1. Transport	211 420,1	49 242,5	- 4 652,1	1 722,5	2 160,7	254 287,9
a) Routes	211 420,1	49 242,5	- 4 652,1	1 722,5	2 160,7	254 287,9
2. Infrastructures urbaines	44 007,2	-	- 1 996,2	559,4	205,3	41 451,6
B. Secteurs productifs	110 961,5	6 400,9	- 2 883,3	410,1	1 431,9	114 068,9
1. Agriculture et Elevage	74 107,4	4 111,4	- 3 096,0	410,1	188,8	74 712,6
4. Mines et Energie	36 854,1	2 289,5	212,7	-	1 243,1	39 356,2
C. Secteurs sociaux	57 812,4	-	- 2 600,4	994,0	359,2	57 812,4
1. Santé	57 812,4	-	- 2 600,4	994,0	359,2	54 218,0
D. Divers	197 954,8	11 715,8	- 6 471,7	4 032,1	1 173,4	199 166,8
4. Etudes des projets	1 473,9	-	- 67,4	3,2	1,1	1 403,3
5. Autres	187 441,2	11 715,8	- 6 404,3	4 028,9	1 172,3	188 723,9
II. DETTE RETROCEDEE	2 591,3	-	- 14,2	167,1	34,9	2 410,1
B. Secteurs productifs	2 591,3	-	- 14,2	167,1	34,9	2 410,1
2. Agro-Industrie	2 591,3	-	- 14,2	167,1	34,9	2 410,1
TOTAL	615 707,6	67 359,2	- 18 618,0	7 885,1	5 365,5	656 563,6

Source : MFPDE

La dette publique extérieure a principalement financé les secteurs des équipements publics, les divers projets ainsi que les secteurs productifs et sociaux dont les parts relatives représentent respectivement 43,7 p.c., 30,3 p.c., 17,7 p.c. et 8,8 p.c. de l'encours total.

Graphique 11: Dette publique extérieure par secteurs économiques (en MBIF)



II.2.4. 3. Service de la dette

Comparativement à l'année précédente, le service de la dette publique supporté par le Trésor a diminué de 19.102,3 MBIF, soit -37,3 p.c., revenant de 51.197,1 MBIF à 32.094,8 MBIF.

Tableau 20: Service de la dette publique (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
A. Service de la dette publique					
supporté par le budget (en MBIF)	33 461,8	47 135,5	38 521,9	51 197,1	32 094,8
. Dette intérieure	27 679,4	39 850,6	27 477,5	38 905,7	18 844,2
Principal	7 764,0	18 297,6	3 697,6	13 450,7	3 697,6
Intérêts	19 915,5	21 553,0	23 779,9	25 455,0	15 146,6
. Dette extérieure	5 782,3	7 284,9	11 044,4	12 291,4	13 250,6
Principal	3 714,6	4 559,4	7 529,7	7 954,3	7 885,1
Intérêts	2 067,7	2 725,5	3 514,8	4 337,2	5 365,5
B. Service total de la dette publique (en MBIF)	93 140,5	180 242,0	38 521,9	51 197,1	32 094,8
. Dette intérieure	27 679,4	39 850,6	27 477,5	38 905,7	18 844,2
. Dette extérieure	5 782,3	7 284,9	11 044,4	12 291,4	13 250,6
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux dépenses du budget (en p.c.)	4,9	6,0	4,4	5,5	3,0
. Dette intérieure	4,1	5,1	3,1	4,2	1,8
. Dette extérieure	0,9	0,9	1,3	1,3	1,3
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux ressources du budget (en p.c.)	5,3	6,9	5,2	6,1	3,7
. Dette intérieure	4,4	5,9	3,6	4,6	2,1
. Dette extérieure	0,9	1,1	1,6	1,5	1,5
Service total de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs	2,6	2,5	3,4	3,5	4,1
Recettes d'exportation de biens et services non facteurs	222 430,5	297 190,1	328 216,8	350 344,7	325 242,0
(1) : Paiements supportés par le Trésor et par les sociétés à participation publique concernées.					
(*) : Y compris l'annulation d'un montant de 59.678,7 MBIF consécutive aux accords de réaménagement avec l'AFD					
(**) : Compte tenu de l'annulation d'un montant de 133 106,5 MBIF de la dette envers l'Union Européenne, le Japon et la Fédération de Russie					

Source : MFPDE

La diminution du service de la dette a résulté notamment de la baisse du remboursement du principal de la dette intérieure et des paiements d'intérêts à hauteur de 9.753,1 et 10.308,4 MBIF, respectivement. Le service de la dette par rapport aux dépenses et aux ressources du budget est passé de 5,5 p.c. à 3,0 p.c. et de 6,1 p.c. à 3,7 p.c., respectivement. Toutefois, le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs s'est accru, passant de 3,5 p.c. à 4,1 p.c., le service de la dette ayant augmenté plus rapidement que les exportations.

*

*

*

Les finances publiques ont été caractérisées par un grand déséquilibre entre les ressources (877.040,5 contre 841.657,8 MBIF) et les emplois (1.059.286,0 contre 953.819,7 MBIF), dégageant ainsi un déficit plus approfondi que l'année précédente (182.245,5 contre 112.161,9 MBIF).

L'endettement de l'Etat a augmenté de 14,3 p.c. par rapport à l'année précédente, passant de 1.213.669,4 à 1.386.681,4 MBIF. Cette progression est consécutive à l'augmentation de la dette intérieure (132.155,9 MBIF) et extérieure (40.856,1 MBIF).

L'amélioration de la collecte des recettes fiscales d'une part et la maîtrise des dépenses publiques d'autre part pourraient conduire à un assainissement de la situation des finances publiques par la réduction du déficit budgétaire et l'endettement public pourrait s'améliorer.

*
* *

II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

L'année 2014 a été caractérisée par une progression accélérée de la masse monétaire M3 (11,3 contre 9,7 p.c.). Les avoirs intérieurs nets ont joué un rôle prépondérant dans cette croissance avec une contribution de 16,6 points de pourcentage au moment où les avoirs extérieurs nets ont exercé un impact restrictif de 5,3 points. La contraction des avoirs extérieurs nets est liée à la progression des engagements extérieurs (10,0 p.c.) et, dans une moindre mesure, à la baisse des avoirs extérieurs bruts (-0,3 p.c.). La hausse du crédit intérieur est en liaison avec l'expansion de l'endettement net de l'Etat (40,0 p.c.) et des créances sur l'économie (7,7 p.c.).

La croissance du PIB nominal (14,6 p.c.) a été plus élevée que celle de la liquidité globale de l'économie (11,6).

II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE

D'une fin d'année à l'autre, les ressources et les emplois du système bancaire (1.316.399,1 contre 1.202.058,4 MBIF) ont accéléré leur rythme de croissance (9,5 contre 7,6 p.c.).

Tableau 21: Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF)

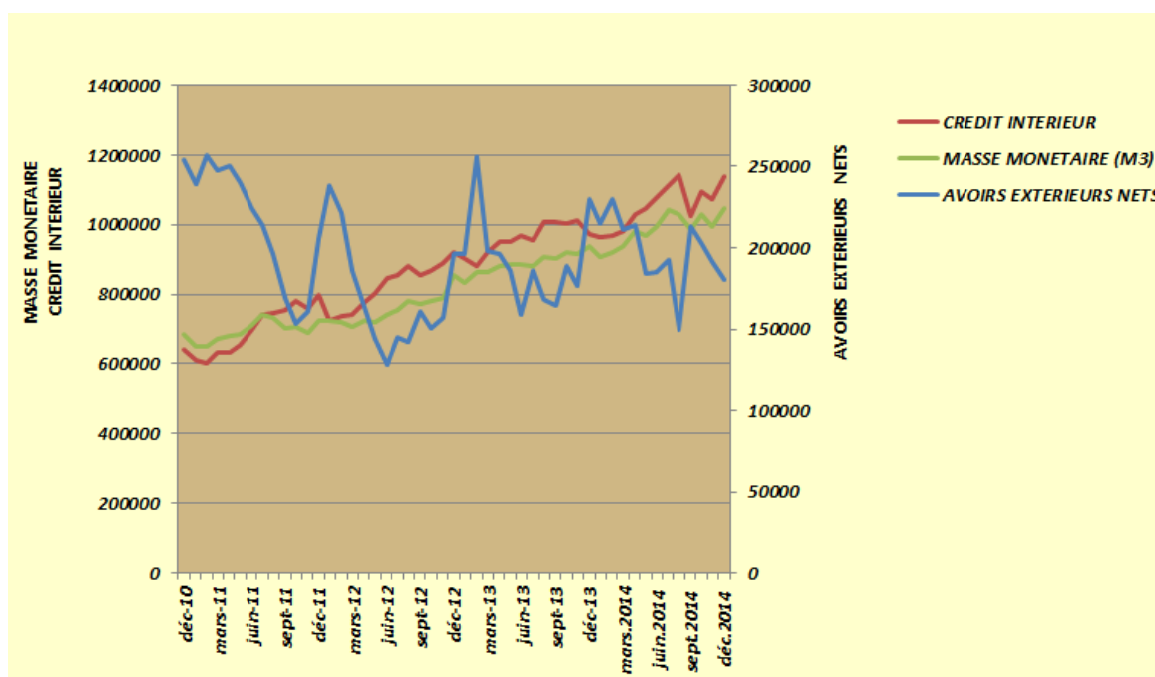
	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS EXTERIEURS NETS	254 051,0	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3
Avoirs extérieurs bruts	581 195,2	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 815,9
Engagements extérieurs	327 144,2	380 485,8	481 068,3	472 978,6	520 290,6
CREDIT INTERIEUR	641 171,8	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8
créances nettes sur l'Etat	210 778,6	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0
Crédit à l'Etat	376 471,9	421 250,2	477 018,9	524 056,2	644 927,3
Dépôts du secteur gouvernemental	165 693,3	189 001,3	199 961,4	249 307,2	260 230,3
Créances sur l'économie	430 393,2	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8
Crédit	388 426,8	520 895,3	592 231,5	629 025,2	687 019,1
Autres créances	41 966,4	45 575,0	50 797,1	68 528,1	64 157,7
RESSOURCES = EMPLOIS	895 222,8	1 004 244,8	1 116 723,8	1 202 058,4	1 316 399,1
MASSE MONETAIRE (M3)	686 629,8	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1 048 189,7
MASSE MONETAIRE (M2)	597 009,8	636 400,0	708 053,0	801 728,3	883 059,6
Monnaie (M1)	452 862,4	457 579,0	513 546,9	575 983,9	640 425,2
Circulation fiduciaire hors banques	139 103,4	153 214,3	173 871,6	187 487,1	199 816,1
Dépôts à vue	313 759,0	304 364,7	339 675,3	388 496,8	440 609,1
Quasi monnaie	144 147,4	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 634,4
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	89 620,0	89 132,4	148 038,2	137 799,6	165 130,1
AUTRES RESSOURCES	208 593,0	278 712,4	260 632,6	262 530,5	268 209,4
Provisions pour crédit documentaire	10 515,6	12 302,2	15 658,2	7 533,0	9 222,6
Fonds propres de la BRB	40 915,2	51 330,9	59 860,3	49 130,2	90 278,1
Divers nets de la BRB	79 780,3	59 360,4	56 480,2	76 038,5	68 802,1
Fonds propres des banques commerciales	117 762,6	146 285,5	180 688,3	201 262,3	218 640,1
Divers nets des banques commerciales	- 41 351,4	800,2	- 49 909,1	- 71 112,6	- 117 652,6
Solde des transactions interbancaires	970,7	8 633,2	- 2 145,3	- 320,9	- 1 080,9

Source : BRB

L'augmentation des ressources du système bancaire a porté sur la masse monétaire M3 (11,3 contre 9,7 p.c.) et les autres ressources (3,2 contre 0,7 p.c.).

L'accroissement des emplois a concerné le crédit intérieur (16,8 contre 5,7 p.c.), les avoirs extérieurs nets ayant fortement diminué (-21,4 contre 16,8 p.c.).

Graphique 12: La masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)



Les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M3 à hauteur de 16,6 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 5,3 points de pourcentage, traduisant une création monétaire d'origine interne.

Tableau 22: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de pourcentage).

	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance annuelle de la masse monétaire (en p.c)	20,4	5,6	10,5	11,9	11,3
Avoirs extérieurs nets	-5,3	-12,1	-5,2	-0,5	-5,3
Avoirs intérieurs nets	25,7	17,7	15,7	12,4	16,6
Crédit intérieur nets	24,6	29,7	12,8	12	17,5
Créances nettes sur l'Etat	7,5	8,2	1,5	6,3	11,8
Créances sur l'économie	17,1	21,5	11,3	5,7	5,7
Autres postes nets	1,1	-12	2,9	0,4	-0,9

Source : BRB

II.3.1.1. Ressources

II.3.1.1.1. Masse monétaire

Comparativement à l'année 2013, la masse monétaire M3 (1.045.336,7 contre 939.527,9 MBIF) s'est accrue de 105.808,0 MBIF, soit 11,3 p.c. à fin décembre 2014. Cet accroissement s'explique par la hausse à la fois de l'agrégat monétaire M2 (78.478,3 MBIF, soit 9,8 p.c.) et des dépôts en devise des résidents (27.330,5 MBIF, soit 19,8 p.c.). L'augmentation de l'agrégat M2 est confirmée par la croissance des disponibilités monétaires (10,7 p.c.) et de la quasi-monnaie (7,5 p.c.). Cependant, la part des disponibilités monétaires dans M3 s'est stabilisée par rapport à la situation de l'année 2013 (61,0 contre 61,3 p.c.), la part de la quasi-monnaie s'étant réduite (23,2 contre 24,0 p.c.) alors que celle des dépôts en devises des résidents s'est faiblement accrue (15,8 contre 14,7 p.c.).

II.3.1.1.1.1. Monnaie

Les disponibilités monétaires se sont accrues de 61.588,3 MBIF ou 10,7 p.c., en rapport avec la hausse des dépôts à vue en BIF (49.259,2 MBIF, soit 12,7 p.c.) et de la circulation fiduciaire hors banques (12.329,0 MBIF, soit 6,6 p.c.). L'augmentation des avoirs à vue en BIF a porté sur les avoirs des particuliers (10.211,8 MBIF), des entreprises privées (25.440,6 MBIF) et sur ceux classés dans les «Autres comptes» (21.351,6 MBIF). Par contre, les dépôts des sociétés à participation publique et des établissements financiers ont baissé à concurrence de 7.646,2 MBIF et de 698,6 MBIF, respectivement.

La part relative des dépôts à vue dans les disponibilités monétaires s'est légèrement accrue (68,7 contre 67,4 p.c.) tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques a légèrement fléchi (31,3 contre 32,6 p.c.).

II.3.1.1.1.2. Quasi-monnaie

Les dépôts à terme et d'épargne ont augmenté de 7,5 contre 16,1 p.c. l'année précédente, passant de 225.744,4 à 242.634,4 MBIF.

Cette progression est liée à celle des placements des particuliers (4,9 p.c.), des entreprises privées (40,3 p.c.) et des dépôts regroupés dans les «autres comptes» (13,0 p.c.); les dépôts des sociétés à participation publique (-35,2 p.c.), des établissements financiers (-46,5 p.c.) et des administrations locales ayant diminué (-18,1 p.c.).

La part des particuliers (46,7 contre 47,8 p.c.) et celle des sociétés à participation publique (5,7 contre 9,4 p.c.) dans le total des dépôts à terme se sont inscrites en baisse, tandis que celle des entreprises privées (14,3 contre 10,9 p.c.) et celle des placements classés dans les «autres comptes» (33,3 contre 31,7 p.c.) ont augmenté.

Tableau 23: Dépôts par détenteur (à fin d'année, en MBIF).

	2010	2011		2012	2013		2014	
			en p.c.		valeur	part en p.c.	valeur	part en p.c.
DEPOTS A VUE								
Particuliers	164 955,0	167 377,8	55,0	176 823,4	166 576,5	42,9	177 388,3	40,5
Entreprises privées	68 245,2	57 811,2	19,0	82 976,3	90 279,8	23,2	115 720,4	26,4
Sociétés à participation publiques	21 443,2	21 500,1	7,1	16 096,8	25 706,7	6,6	18 060,5	4,1
Etablissements financiers	2 545,3	848,1	0,3	3 398,2	3 308,7	0,9	2 610,1	0,6
Autres comptes	56 570,3	56 827,5	18,7	60 380,6	102 625,1	26,4	123 976,7	28,3
TOTAL	313 759,0	304 364,7	100,0	339 675,3	388 496,8	100,0	437 756,0	100,0
DEPOTS A TERME ET D'EPARGNE								
	2010	2011		2012	2013		2014	
			en p.c.		valeur	part en p.c.	valeur	part en p.c.
Particuliers	95 000,5	99 610,4	55,7	99 093,4	107 914,4	47,8	113 232,6	46,7
Entreprises privées	19 048,7	34 009,3	19,0	22 695,8	24 661,4	10,9	34 605,5	14,3
Sociétés à participation publiques	13 557,2	23 138,0	12,9	24 065,6	21 172,7	9,4	13 712,8	5,7
Etablissements financiers	530,0	230,0	0,1	430,0	430,0	0,2	230,0	0,1
Autres comptes	16 011,0	21 833,3	12,2	48 221,3	71 565,9	31,7	80 853,5	33,3
TOTAL	144 147,4	178 821,0	100,0	194 506,1	225 744,4	100,0	242 634,4	100,0

Source : BRB

II.3.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire ont progressé de 2,3 contre 0,7 p.c. une année auparavant, passant de 262.530,5 à 268.209,4 MBIF.

Cette augmentation a porté sur les fonds propres de la Banque Centrale (41.147,9 MBIF) et des banques commerciales (17.377,8 MBIF) ainsi que sur les provisions pour crédits documentaires (1.689,6 MBIF). En revanche, les divers nets de la Banque Centrale ont diminué de 7.236,4 MBIF, ceux des banques commerciales de 46.540,0 MBIF et le solde des transactions interbancaires de 760,0 MBIF.

II.3.1.2. Emplois

De fin 2013 à fin 2014, les emplois du système bancaire se sont accrus de 9,5 p.c. suite à l'accroissement du crédit intérieur (16,8 p.c.), les avoirs extérieurs nets ayant diminué de 21,4 p.c.

II.3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets

Revenant de 229.756,1 à 180.525,3 MBIF, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 49.230,8 MBIF, soit -21,4 p.c.

Tableau 24: Avoirs extérieurs nets

	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	581 195,2	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 815,9
Dont réserves officielles (en millions de USD)	332,1	295,7	308,8	321,2	317,3
Engagements extérieurs (en MBIF)	327 144,2	380 485,8	481 068,3	472 978,6	520 290,6
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	254 051,0	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3
Variation annuelle (en p.c.)	- 3,9	- 19,1	- 4,3	16,8	- 21,4
Avoirs extérieurs nets (en millions de USD)	206,1	151,0	127,2	149,0	116,2

Source : BRB

L'augmentation des engagements (47.312,0 MBIF) conjuguée avec la diminution des avoirs bruts (-1.919,8 MBIF) explique la contraction des avoirs extérieurs nets. L'accroissement des engagements extérieurs a porté sur ceux des banques commerciales (59.962,9 MBIF), ceux de la Banque Centrale ayant diminué (-10.650,9 MBIF).

Exprimés en dollars américains, les avoirs extérieurs nets ont chuté de 22 p.c., revenant de 149,0 à 116,2 millions de dollars américains. En revanche, les réserves de change officielles brutes se sont contractées de 1,2 p.c., revenant de 321,2 à 317,3 millions de dollars américains. Exprimés en mois d'importations, les réserves de change officielles sont demeurées constantes et couvrent 4,2 mois d'importations de biens et services.

II.3.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (1.135.873,8 contre 972.302,3 MBIF) s'est accru à un rythme plus accéléré que l'exercice précédent (16,8 contre 5,7 p.c.), en liaison avec la progression de l'endettement net de l'Etat (40,0 contre -0,8 p.c.), la croissance des créances sur l'économie ayant décéléré (7,7 contre 8,5 p.c.).

II.3.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat (384.697,0 contre 274.749,0 MBIF) a augmenté de 109.948,0 MBIF, suite à la hausse des créances brutes (120.871,1 MBIF) qui a largement dépassé la progression des dépôts du secteur gouvernemental (10.923,1 MBIF).

L'augmentation des créances brutes est imputable principalement à l'accroissement de l'encours des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (38.682,8

MBIF), des avances de la Banque Centrale à l'Etat (51.186,9 MBIF) et des autres créances sur l'administration centrale (34.094,1 MBIF).

II.3.1.2.2.2. Créances sur l'économie

Passant de 697.553,3 à 751.176,8 MBIF, les créances sur l'économie se sont accrues de 53.623,5 MBIF, soit 7,7 p.c. Cette augmentation a résulté principalement de la hausse des crédits à court (15.840,7 MBIF), à moyen (5.669,9 MBIF) et à long termes (34.048,8 MBIF).

II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE

D'une fin d'année à l'autre, la liquidité bancaire a augmenté de 34.335,3 MBIF. Cette progression est imputable à l'expansion des créances nettes sur l'Etat (34.117,1 MBIF), des créances nettes sur l'Etranger (10.542,1 MBIF) et des divers nets (5.333,3 MBIF) qui a contrebalancé l'effet restrictif exercé par l'accroissement des billets et pièces en circulation (-15.657,2 MBIF).

Suite à l'augmentation des facteurs autonomes, les banques commerciales ont accumulé des réserves à concurrence de 37.384,6 MBIF.

Tableau 25: Variations de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
- Billets et pièces en circulation	- 19 629,0	- 14 270,8	- 28 140,9	- 13 436,8	- 15 657,2
- Créances nettes sur l'Etranger	- 3 352,6	- 59 319,6	- 15 365,1	51 204,9	10 542,1
- Créances nettes sur l'Etat	- 16 846,9	60 739,5	73 862,6	- 56 033,4	34 117,1
- Divers	30 801,8	- 33 071,2	9 194,4	54 142,7	5 333,3
SOUS-TOTAL FACTEURS AUTONOMES	- 9 026,7	- 45 922,1	39 551,0	35 877,4	34 335,3
Refinancement	-	25 301,3	- 25 301,3	-	2 000,0
dont :					
- Secteur bancaire	-	25 301,3	- 25 301,3	-	-
- Etablissements financiers	-	-	-	-	2 000,0
Reprise de liquidité	- 3 000,0	- 7 000,0	6 800,0	- 6 800,0	-
Réserves	- 6 026,7	- 13 620,8	7 449,7	42 677,4	36 335,3
dont :					
- Secteur bancaire	- 6 440,6	- 12 470,8	4 900,2	42 830,9	37 384,6
- Etablissements financiers	413,9	- 1 150,0	2 549,5	- 153,5	- 1 049,3
(+) : incidence expansive sur la liquidité.					
(-) : incidence restrictive sur la liquidité.					

Source : BRB

II.3.3. LIQUIDITE DE L'ÉCONOMIE

D'une fin d'année à l'autre, la liquidité de l'économie affiche une croissance plus prononcée que celle de l'année précédente (11,7 contre 10,7 p.c.), s'établissant à 1.166.311,1 contre 1.043.836,5 MBIF. Cette accélération a concerné la liquidité active (12,2 contre 7,5 p.c.), la progression de la liquidité passive ayant décéléré (10,8 contre 18,1 p.c.).

En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie s'est accrue de 11,7 p.c., en liaison avec la hausse de la liquidité active (8,7 p.c.) et de la liquidité passive (18,3 p.c.).

Tableau 26: Composantes de la liquidité de l'économie

Source : BRB

<i>Encours de fin d'année (en MBIF)</i>						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. LIQUIDITE ACTIVE	447 872,8	542 384,7	542 033,1	660 105,2	709 878,9	796 186,6
-Billets et pièces en circulation hors du système financier	120 909,2	139 095,7	153 200,2	173 866,6	187 470,9	199 806,0
-Dépôts à vue auprès du secteur bancaire	246 210,9	313 759,0	304 364,7	339 675,3	388 496,8	437 756,0
-Dépôts à vue en devises des résidents	80 752,7	89 530,0	84 468,2	146 563,3	133 911,2	158 624,6
II. LIQUIDITE PASSIVE	146 075,9	183 694,6	248 657,4	282 764,5	333 957,6	370 124,5
-Quasi-monnaie	116 937,9	144 147,4	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 634,4
-Bons et obligations du Trésor (2)	18 944,8	25 151,4	43 481,4	62 580,6	73 905,6	82 337,3
-Placements auprès des établissements financiers	9 700,5	14 305,8	21 690,8	24 202,9	30 419,2	38 647,3
-Dépôts à terme en devises des résidents	492,7	90,0	4 664,2	1 474,9	3 888,4	6 505,5
Total (I+II)	593 948,7	726 079,3	790 690,5	942 869,7	1 043 836,5	1 166 311,1
<i>Moyenne (1) (en MBIF)</i>						
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
I. LIQUIDITE ACTIVE	384 501,3	475 956,5	531 624,8	579 618,6	676 985,4	735 563,9
-Billets et pièces en circulation hors du secteur bancaire	106 178,0	125 038,7	145 118,0	158 881,6	175 766,4	189 096,6
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	208 738,0	265 361,2	307 915,0	309 738,8	363 898,4	399 126,6
-Dépôts à vue en devises des résidents	69 585,3	85 556,6	78 591,8	110 998,2	137 320,6	147 340,7
II. LIQUIDITE PASSIVE	137 623,7	163 188,7	215 351,2	254 008,7	307 643,6	363 939,7
-Quasi-monnaie	105 926,5	129 426,3	161 588,1	175 315,8	210 012,2	244 899,3
-Bons et obligations du Trésor (2)	21 461,0	21 151,4	31 800,7	54 415,2	67 341,0	79 130,4
-Placements auprès des établissements financiers	8 709,7	12 546,7	20 004,4	23 462,6	27 120,7	33 804,2
-Dépôts à terme en devises des résidents	1 526,5	64,3	1 958,0	815,1	3 169,7	6 105,8
Total (I+II)	522 125,0	639 145,2	746 976,0	833 627,3	984 629,0	1 099 503,6
<i>(1): Moyenne d'encours de fin de mois,</i>						
<i>(2): Titres détenus par le secteur non bancaire</i>						

L'accélération du taux de croissance de la liquidité active est liée à celle des dépôts à vue en devises des résidents (18,5 contre -8,6 p.c.), la croissance des dépôts à vue en BIF auprès du système bancaire (12,7 contre 14,4 p.c.) et celle de la circulation fiduciaire en dehors du système financier (6,6 contre 7,8 p.c.) s'étant ralenties.

Le ralentissement de la croissance de la liquidité passive a porté sur les dépôts à terme en devise des résidents (67,3 contre 163,7 p.c.), les bons et obligations du Trésor (11,4 contre

18,1 p.c.) et la quasi-monnaie (7,5 contre 16,1 p.c.), le rythme de croissance des placements auprès des établissements financiers s'étant accéléré (27,0 contre 25,7 p.c.).

En moyenne, le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base du PIB (26,1 contre 25,9 p.c.) s'est accéléré alors que le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base de la DIB est demeuré constant (19,1 contre 19,2 p.c.). La croissance de la liquidité de l'économie (11,7 p.c.) a été modérée par rapport à celle de la dépense intérieure brute (12,2 p.c.) alors qu'elle s'est accélérée par rapport à la production intérieure brute (10,7 p.c.).

Tableau 27: Taux de liquidité de l'économie

	2010	2011	2012	2013	2014
- Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	590 736,1	746 976,0	833 627,3	984 629,0	1 099 503,6
- Produit Intérieur Brut aux prix du marché (en MBIF)	2 501 000,0	2 819 534,0	3 357 725,1	3 798 661,7	4 206 158,6
- Rapport liquidités/ P.I.B. (en p.c.)	23,6	26,5	24,8	25,9	26,1
- Dépense Intérieure Brute estimée (en MBIF) (1)	3 025 360,0	3 656 550,0	4 527 050,3	5 138 664,6	5 766 467,9
- Rapport liquidités/ D.I.B. (en p.c.)	19,5	20,4	18,4	19,2	19,1
(1) : D.I.B. = P.I.B. + importations de biens et de services non facteurs - exportations de biens et services non facteurs					
: Estimation pour 2013 et 2014					

Source : MFPDE et BRB

II.3.4. CREDIT DU SECTEUR BANCAIRE

II.3.4.1. Evolution générale

Au terme de l'année 2014, l'encours des crédits à l'économie s'est accru à un rythme plus prononcé que celui de l'année 2013 (10,0 contre 7,8 p.c.), passant de 699.031,8 à 768.747,9 MBIF. En moyenne, la progression de l'encours des crédits à l'économie (6,3 contre 9,6 p.c.) s'est ralentie.

L'augmentation du taux de croissance des crédits à l'économie a concerné aussi bien les financements à court terme (3,9 contre 1,8 p.c.) et à long terme (89,0 contre 44,9 p.c.), les financements à moyen terme (1,7 contre 13,8 p.c.) ayant décéléré.

L'encours des engagements par signature a légèrement progressé de 1,2 p.c., passant de 86.828,2 à 87.831,2 MBIF, contre une augmentation de 26,3 p.c. de l'exercice précédent. Cet accroissement est imputable à la hausse des avals et cautions (5,0 p.c.), les crédits à change non couvert s'étant inscrits en baisse (-7,3 p.c.).

Tableau 28: Evolution des crédits du secteur bancaire

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Fin	Encours	Fin	Encours	Fin	Encours	Fin	Encours	Fin	Encours
	d'année	moyens	d'année	moyens	d'année	moyens	d'année	moyens	d'année	moyens
I. CREDITS DISTRIBUES	433 050,4	390 777,7	574 673,6	516 856,9	648 596,3	627 988,3	699 031,8	688 337,3	768 747,9	731 758,5
A. Crédits à court terme	276 245,5	253 057,4	393 088,6	340 994,6	426 720,2	424 822,6	434 214,7	445 740,5	451 093,8	447 246,3
Importation après expédition	1 895,9	1 991,0	1 824,6	2 225,0	2 652,5	2 539,1	3 893,5	3 205,0	5 745,1	3 200,0
Mobilisation de créances commerciales	6 432,4	7 254,3	10 070,2	7 800,5	8 670,6	11 445,8	27 883,9	12 856,5	14 479,8	20 460,9
Exportation	11 832,6	12 599,4	12 577,6	14 279,2	10 386,6	12 772,2	6 959,1	6 196,9	1 179,6	6 742,1
Crédits de trésorerie	256 084,6	231 212,7	368 616,2	316 689,9	405 010,5	398 065,6	395 478,2	423 482,1	429 689,3	416 843,2
B. Crédits à moyen terme	143 092,6	126 267,7	156 203,5	157 353,8	183 714,2	172 553,2	209 501,8	197 725,5	213 106,0	207 270,7
Habitat	25 050,4	19 694,9	29 936,7	28 888,6	32 498,1	31 648,1	27 499,2	28 250,3	20 459,5	25 591,6
Equipement	118 042,2	106 572,8	126 266,8	128 465,1	151 216,1	140 905,1	182 002,6	169 475,2	192 646,5	181 679,1
C. Crédits à long terme	13 712,3	11 452,6	25 381,5	18 508,6	38 161,9	30 612,4	55 315,3	44 871,3	104 548,1	77 241,6
Habitat	12 244,5	10 733,3	16 356,2	14 126,6	16 420,8	15 789,8	19 923,2	20 204,4	32 849,9	24 232,5
Equipement	1 467,8	719,3	9 025,3	4 382,0	21 741,1	14 822,6	35 392,1	24 667,0	71 698,2	53 009,1
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	72 626,3	52 622,1	70 478,0	62 561,3	68 758,7	68 999,1	86 828,2	71 201,4	87 831,2	86 559,3
Crédits à change non couvert	23 487,1	15 342,6	26 131,1	20 074,0	22 161,0	24 068,6	27 114,0	21 266,7	25 128,5	24 534,2
Avals et cautions	49 139,2	37 279,5	44 346,9	42 487,3	46 597,7	44 930,4	59 714,2	49 934,7	62 702,7	62 025,1
TOTAL DES RISQUES	505 676,7	443 399,9	645 151,6	579 418,3	717 355,0	696 987,4	785 860,0	759 538,7	856 579,1	818 317,8

Source : BRB

II.3.4.2. Catégories de crédits

II.3.4.2.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme (451.093,8 contre 434.214,7 MBIF) se sont accrus par rapport à la fin de l'exercice précédent. Cette expansion s'explique principalement par la hausse des concours de trésorerie (34.211,1 MBIF) qui a largement contrebalancé la contraction des concours de mobilisation des créances commerciales (-13.404,1 MBIF) et des crédits à l'exportation (-5.779,5 MBIF). La part des crédits à court terme dans le total des crédits distribués s'est réduite, s'établissant à 58,7 contre 62,1 p.c. une année auparavant.

II.3.4.2.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont enregistré une augmentation de 3.604,2 MBIF, passant de 209.501,8 à 213.106,0 MBIF. Cette hausse a concerné les crédits à l'équipement (10.643,9 MBIF), les financements à l'habitat ayant diminué de 7.039,7 MBIF. La part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a diminué, revenant de 30,0 à 27,7 p.c.

II.3.4.2.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme (104.548,1 contre 55.315,3 MBIF) ont augmenté de 49.232,8 MBIF. Cet accroissement a porté aussi bien sur les concours à l'équipement (36.306,1 MBIF) que sur les crédits à l'habitat (12.926,7 MBIF).

II.3.4.3. Crédits par branche d'activité

Les crédits finançant le commerce (363.661,8 contre 371.142,4 MBIF) ont baissé (-2,0 contre -0,2 p.c. l'année précédente). Leur part dans l'ensemble des crédits s'est contractée, revenant de 53,1 à 44,4 p.c. L'encours de crédits à l'hôtellerie et au tourisme a également diminué (20.276,5 contre 25.710,4 MBIF).

En revanche, les financements consentis au petit équipement ont progressé par rapport à l'exercice précédent (210.911,0 contre 178.112,8 MBIF) bien que leur taux de croissance ait décéléré (18,4 contre 23,2 p.c.). Aussi, leur part relative est-t-elle demeurée constante, se fixant à 25,8 p.c. contre 25,5 p.c.

Tableau 29: Evolution des crédits par branche d'activité (1) (en MBIF)

	2010		2011		2012		2013		2014	
	V	Parts en p.c.	V	Parts en p.c.	V	Parts en p.c.	V	Parts en p.c.	V	Parts en p.c.
Commerce	241 311,3	55,9	337 131,7	58,8	371 774,7	57,7	371 142,4	53,1	363 661,8	44,4
Dont café	11 102,2	2,6	14 769,5	2,6	10 386,6	1,6	6 959,1	1,0	2 209,2	0,3
Petit équipement	96 121,0	22,3	127 908,0	22,3	144 575,0	22,4	178 112,8	25,5	210 911,0	25,8
Habitat et autres constructions	41 277,7	9,6	50 277,8	8,8	54 708,0	8,5	51 939,2	7,4	80 067,3	9,8
Industrie	19 650,6	4,6	23 974,1	4,2	32 871,4	5,1	42 262,7	6,0	58 262,9	7,1
Agriculture	2 554,8	0,6	1 999,1	0,3	2 416,1	0,4	2 888,0	0,4	4 398,7	0,5
Hôtellerie et Tourisme	6 985,2	1,6	11 349,1	2,0	20 206,7	3,1	25 710,4	3,7	20 276,5	2,5
Artisanat	2,7	0,0	2,7	0,0	2,7	0,0	-	-	576,2	0,1
Divers	23 449,2	5,4	20 572,2	3,6	22 590,1	2,8	26 562,2	3,8	80 393,4	9,8
TOTAL	431 352,5	100,0	573 214,7	100,0	649 144,7	100,0	698 617,7	100,0	818 547,8	100,0
(1): Y compris les crédits aux administrations centrale et locale										

Source : BRB

Les concours à l'industrie (58.262,9 contre 42.262,7 MBIF) ainsi qu'aux activités diverses (80.393,4 contre 26.562,2 MBIF) se sont accrus. De même, les financements consentis à «l'habitat et autres constructions» (80.067,3 contre 51.939,2 MBIF) se sont accrus de 54,2 p.c. Aussi, leur part relative dans l'ensemble des crédits distribués s'est-elle inscrite en hausse, passant de 7,4 à 9,8 p.c.

En outre, les crédits à l'agriculture (4.398,7 contre 2.888,0 MBIF) quoi qu'en augmentation sont demeurés très faibles, leurs parts dans l'ensemble des crédits distribués se sont élevés à 0,5 contre 0,4 p.c. l'exercice précédent.

*

*

*

L'année 2014 a été caractérisée par un taux de croissance de la masse monétaire M3 plus accru, passant de 9,7 p.c. en 2013 à 11,6 p.c., suite à l'augmentation du crédit intérieur (16,8 p.c.), les avoirs extérieurs nets ayant fortement diminué (-21,4 p.c.). De même, l'encours des crédits à l'économie a progressé à un rythme plus prononcé que celui de l'année précédente (10,0 contre 7,8 p.c.). L'accroissement de l'encours des crédits à l'économie a concerné principalement les financements à l'habitat et à l'équipement.

En termes de perspectives, la croissance de la masse monétaire sera modérée en 2015 sous l'effet de l'évolution contrastée de ses contreparties. L'endettement net de l'Etat et les créances sur l'économie augmenteront, alors que les avoirs extérieurs nets s'amenuiseront suite au gel des apports extérieurs.

*

*

*

II.4. BALANCE DES PAIEMENTS

Comparée à celle de 2013, la balance des paiements de 2014 a enregistré un important déséquilibre du compte courant (-594.633,5 contre -389.051,9 MBIF) et un large solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières (585.254,4 contre 388.981,0 MBIF).

Tableau 30: balance des paiements (en MBIF).

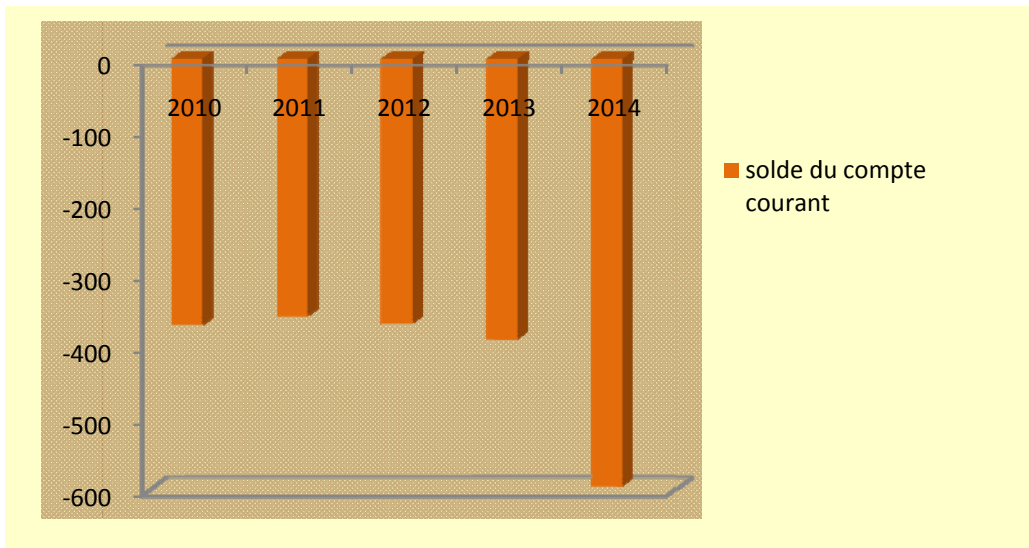
	2010	2011	2012	2013	2014(p)
A. BIENS	- 414 956,7	- 540 355,1	- 831 383,8	- 904 355,4	- 809 449,3
Crédit	124 596,4	156 350,4	194 303,5	146 257,1	203 843,6
Débit	- 539 553,1	- 696 705,5	- 1 025 687,3	- 1 050 612,5	- 1 013 292,9
B. SERVICES	- 109 359,7	- 127 581,2	- 171 295,0	- 160 015,6	- 288 110,6
Crédit	97 834,1	140 839,7	133 913,3	204 087,6	121 398,4
Débit	- 207 193,8	- 268 420,9	- 305 208,3	- 364 103,2	- 409 509,0
C. REVENUS PRIMAIRES	- 13 375,7	- 22 055,2	- 9 384,4	2 775,1	- 10 489,1
Crédit	1 389,1	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7
Débit	- 14 764,8	- 31 464,8	- 25 864,3	- 18 933,9	- 32 318,8
D. REVENUS SECONDAIRES	167 259,0	332 372,2	644 102,2	672 544,0	513 415,5
Crédit	183 949,7	349 447,6	658 427,9	697 315,5	545 460,9
Débit	- 16 690,7	- 17 075,4	- 14 325,7	- 24 771,5	- 32 045,4
I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)	- 370 433,1	- 357 619,3	- 367 961,0	- 389 051,9	- 594 633,5
II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)	370 433,1	357 619,3	367 961,0	389 051,9	594 633,5
1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	374 336,5	335 069,4	360 355,6	388 981,0	585 254,4
A. COMPTE DE CAPITAL	95 897,6	121 656,1	221 681,7	161 531,1	126 554,6
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	278 438,9	213 413,3	138 673,9	227 449,9	458 699,8
1 .INVESTISSEMENT DIRECTS	960,7	4 230,9	872,6	10 447,2	49 548,8
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-	-	-	-	-
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	289 487,8	202 307,0	212 673,7	234 856,9	406 524,8
3.1 Avoirs	- 53 619,9	- 59 037,4	- 72 195,0	- 71 296,0	- 28 816,2
3.2 Engagements	343 107,7	261 344,4	284 868,7	306 152,9	435 341,0
4. AVOIRS DE RESERVE	- 12 009,6	6 875,4	- 74 872,4	- 17 854,2	2 626,2
2. ERREURS ET OMISSIONS	- 3 903,4	22 549,9	7 605,4	70,9	9 379,1
(p): Provisoire					

Source : BRB

II.4.1. Opérations courantes

Le déficit du compte courant s'est aggravé de 205.581,6 MBIF suite principalement à la chute des apports extérieurs au titre des revenus secondaires (513.415,5 contre 672.544,0 MBIF) et des exportations des services (121.398,4 contre 204.087,6 MBIF), la balance commerciale des biens ayant connu une légère amélioration (-809.449,3 contre -904.355,4 MBIF).

Graphique 13: Solde des opérations courantes (en Mrds de BIF)



II.4.1.1 Biens

Les flux commerciaux du Burundi avec le reste du monde ont connu une forte augmentation des exportations (203.843,6 contre 146.257,1 MBIF) et une faible diminution des importations (1.013.292,9 contre 1.050.612,5 3 MBIF).

II.4.1.1.1. Exportations

Les recettes d'exportations se sont accrues de 57.586,5 MBIF, grâce à l'augmentation des exportations des produits primaires (137.861,1 contre 100.086,0MBIF) et manufacturés (65.982,5 contre 46.171,1 MBIF).

La progression des exportations des produits primaires a concerné le café (84.988.4 contre 44.529,8 MBIF), le thé (37.513,4 contre 37.352,2 MBIF) et les peaux brutes (6.040,5 contre 3.991,5 MBIF).

Tableau 31: Exportations de marchandises (en T et MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
1. Produits primaires (valeur)	118 309,5	144 463,8	174 112,7	100 086,0	137 861,1
dont :					
Café Volume	20 661,0	17 447,0	23 309,0	11 865,0	15 259,0
Valeur	85 814,3	95 281,9	100 998,7	44 529,8	84 988,4
Valeur unitaire	4 153,4	5 461,2	4 333,0	3 753,0	5 569,7
Variation	45,9	31,5	- 20,7	- 13,4	48,4
Thé(1) Volume	7 139,0	7 953,0	8 684,0	10 007,0	11 021,0
Valeur	21 919,5	26 839,0	36 643,4	37 352,2	37 513,4
Valeur unitaire	3 070,4	3 374,7	4 219,6	3 732,6	3 403,8
Variation	2,0	9,9	25,0	- 11,5	- 8,8
Peaux Volume	3 019,0	3 090,0	3 272,0	2 239,0	1 213,0
Valeur	3 994,5	7 714,9	9 552,4	3 991,5	6 040,5
Valeur unitaire	1 323,1	2 496,7	2 919,4	1 782,7	4 979,8
Variation	28,8	88,7	16,9	- 38,9	179,3
Minéraux Volume	577,0	757,0	1 208,0	358,0	134,0
Valeur	4 185,4	13 299,6	25 863,3	10 154,3	5 453,1
Valeur unitaire	7 253,7	17 568,8	21 410,0	28 364,0	40 694,8
Variation	9,3	142,2	21,9	32,5	43,5
2. Produits manufacturés (valeur)	6 286,9	11 886,6	20 636,7	46 171,1	65 982,5
Bière	2 222,4	2 802,0	3 837,7	4 253,9	9 015,7
Tissus en coton	42,9	-	-	491,7	72,7
Cigarettes	1 685,4	1 646,3	4 002,3	6 367,7	6 022,0
Bouteilles	8,0	-	445,9	46,3	691,6
Huile de palme brute	3,1	30,8	95,3	461,4	8,1
Sucre	-	-	-	-	-
Farine de blé	-	-	-	4 515,4	8 196,2
Savons	1 600,5	5 231,8	7 987,1	12 309,0	12 254,9
Autres	724,6	2 175,7	4 363,7	17 725,7	29 721,3
TOTAL	124 596,4	156 350,4	194 749,4	146 257,1	203 843,6

Source : Office Burundais des recettes (OBR)

L'accroissement des exportations des produits manufacturés a principalement porté sur la farine de blé (8.196,2 contre 4.515,4 MBIF), la bière (9.015,7 contre 4.253,9 MBIF) et les autres biens manufacturés (29.670,5 contre 18.084,3 MBIF).

II.4.1.1.2. Importations

La valeur CIF des importations a connu une baisse de 5,7 p.c. en raison de la diminution des importations des biens de production (-3,9 p.c.) et d'équipement (-20,1 p.c.) qui a contrebalancé l'augmentation des approvisionnements en biens de consommation (3,2 p.c.).

Tableau 32: Importations de marchandises

	2010	2011	2012	2013	2014	2014/2013 en p.c.
	(Valeur CIF, en MBIF)					
1. Biens de production	275 201,3	457 743,6	497 552,4	546 031,9	524 889,9	- 3,9
2. Biens d'équipement	168 259,9	227 973,6	243 885,5	318 511,5	254 623,3	- 20,1
3. Biens de consommation	182 810,4	267 135,3	342 615,7	396 646,1	409 472,8	3,2
Durables	87 658,9	113 714,4	135 146,7	140 108,0	190 017,6	35,6
Non Durables	95 151,5	153 420,9	207 469,0	256 538,1	219 455,2	- 14,5
TOTAL	626 271,6	952 852,5	1 084 053,6	1 261 189,5	1 188 986,0	- 5,7
	(volume , en Tonnes)					
1. Biens de production	379 663,0	483 150,0	485 579,0	529 314,0	527 676,0	- 0,3
2. Biens d'équipement	38 625,0	36 588,0	29 233,0	27 162,0	32 257,0	18,8
3. Biens de consommation	76 699,0	162 052,0	190 536,0	252 600,0	238 306,0	- 5,7
Durables	34 658,0	45 960,0	38 862,0	99 554,0	120 465,0	21,0
Non Durables	42 041,0	116 092,0	151 674,0	153 046,0	117 841,0	- 23,0
TOTAL	494 987,0	681 790,0	705 348,0	809 076,0	798 239,0	- 1,3

Source : BRB

La contraction des importations des biens de production s'explique par la baisse des importations des produits pétroliers (-2,5 p.c.), des biens destinés à l'industrie agro-alimentaire (-4,9 p.c.), à la métallurgie (-16,6 p.c.), à l'agriculture et élevage (-0,3 p.c.) et à la construction (-10,4 p.c.). En volume, la diminution est principalement liée à la régression des approvisionnements en biens destinés à l'industrie métallurgique (-23,0 p.c.) et à la construction (-9,7 p.c.).

Le recul des achats de biens d'équipement est en rapport, essentiellement, avec la chute des importations des chaudières et engins mécaniques (-50,1 p.c. en valeur et -22,5 p.c. en volume) ainsi que des tracteurs, véhicules et engins de transport (-49,3 p.c. en valeur et -9,0 p.c. en volume).

En revanche, l'augmentation des approvisionnements en biens de consommations a concerné les biens durables (35,7 p.c.), les non durables ayant enregistré une baisse de 14,4 p.c.

La hausse des importations des biens durables a porté sur toutes ses composantes, à savoir les textiles (1,9 p.c. en valeur et 8,5 p.c. en volume), les véhicules (188,1 p.c. en valeur et 83,0 p.c. en volume) et les autres biens durables (37,8 p.c. en valeur et 58,8 p.c. en volume).

La chute des importations des biens non durables est en liaison avec la diminution des importations des produits alimentaires (-28,0 p.c. en valeur et -22,0 p.c. en volume) et des autres produits (-34,2 p.c. en valeur et -36,0 p.c. en volume), les produits pharmaceutiques ayant connu une hausse de 13,4 p.c. en valeur et de 11,4 p.c. en volume.

II.4.1.1.3. Répartition géographique des échanges extérieurs

La répartition géographique des transactions commerciales du Burundi reste caractérisée par la prédominance de l'Asie, sa part relative ayant atteint 41,8 p.c., contre 31,2 p.c. et 24,7 p.c. pour l'Afrique et l'Europe respectivement.

Les relations commerciales avec l'Asie se sont renforcées en raison principalement de l'augmentation de la part des importations en provenance de la Chine (12,7 contre 8,7 p.c.), de l'Inde (10,8 contre 10,7 p.c.) et du Japon (2,6 contre 2,2 p.c.). En revanche, la part relative des exportations a fléchi (18,3 contre 24,0 p.c.) suite à la contraction des parts des exportations vers le Pakistan (9,2 contre 11,4 p.c.), la Chine (1,9 contre 4,2 p.c.) et le Singapour (3,1 contre 5,4 p.c.).

La part relative des transactions avec l'Afrique a baissé en rapport avec la diminution, à la fois, des parts en importations (29,9 contre 33,3 p.c.) et en exportations (38,9 contre 39,7 p.c.). Le fléchissement des parts des importations a concerné essentiellement les importations en provenance de l'Ouganda (4,7 contre 7,2 p.c.), de la Tanzanie (8,6 contre 9,8 p.c.) du Rwanda (1,2 contre 1,9 p.c.) et du Kenya (6,9 contre 7,4 p.c.).

De même, la contraction des parts des exportations avec le continent africain a concerné principalement les parts des exportations vers le Rwanda (5,5 contre 8,9 p.c.), l'Ouganda (2,9 contre 6,3 p.c.), l'Egypte (4,6 contre 5,7 p.c.) et la Tanzanie (1,6 contre 2,7 p.c.).

Tableau 33: Répartition géographique du commerce extérieur (en pourcentage)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2013	2014	2013	2014	2013	2014
EUROPE	21,7	21,8	35,3	41,7	23,1	24,7
Union Européenne	18,9	17,4	18,3	22,6	18,2	18,2
dont :						
Belgique	7,9	6,9	4,9	5	7,6	6,6
Allemagne	2,6	1,8	2,8	9,6	2,6	2,9
France	2,4	3,2	0,7	0,6	2,3	2,8
Pays-Bas	2,6	2,1	1,4	1	2,5	1,9
Italie	1,2	1,1	2,2	2,3	1,3	1,3
Royaume-Uni	0,7	0,7	5,8	4	1,2	1,2
AUTRES	2,8	4,3	17,4	19,1	4,3	6,5
dont :						
Suisse	0,7	1	16,6	18,8	2,4	3,6
Russie	0,3	2,1	0,2	0	0,3	1,8
ASIE	39,4	45,8	24	18,3	37,9	41,8
dont :						
Arabie Saoudite	10,6	9,9	0	0	9,5	8,5
Japon	2,2	2,6	0,2	0,3	2	2,2
Chine	8,7	12,7	4,2	1,9	8,3	11,1
Inde	10,7	10,8	0,1	0,2	9,6	9,3
Pakistan	0	0,1	11,4	9,2	1,2	1,4
Singapour	0		5,4	3,1	0,5	0,5
AFRIQUE	33,4	29,9	39,6	38,9	34	31,2
dont :						
R.D .C (1)	0,5	0,6	13	18,7	1,8	3,2
Rwanda	1,9	1,2	8,9	5,5	2,6	1,8
Kenya	7,4	6,9	0,9	0,9	6,7	6
Tanzanie	9,8	8,6	2,7	1,6	9,1	7,5
Zambie	1,5	0	0,1	0,2	1,3	1,1
R.S.A.(2)	2,7	3,7	0,2	0,9	2,4	3,3
Ouganda	7,2	4,7	6,3	2,9	7,1	4,5
Egypte	0	0	5,7	4,6	0,6	0,7
AMERIQUE	4,7	2,3	1,1	0,9	4,3	2,1
dont Etats-Unis	4,3	1,4	0,9	0,6	4	1,2
AUTRES NON SPECIFIES	0,8	0,2	0	0,2	0,7	0,2
TOTAL	100	100	100	100	100	100
(1): République Démocratique du Congo						
(2): République d'Afrique du Sud						

Source : BRB

Par contre, les parts des exportations vers la RDC (18,7 contre 13,0 p.c.) et l’Afrique du Sud (0,9 contre 0,2 p.c.) se sont accrues.

La part des échanges avec le continent européen a légèrement augmenté grâce à la hausse de la part des exportations, principalement vers l’Allemagne (9,6 contre 2,8 p.c.) et la Suisse (18,8 contre 16,6 p.c.), celle des importations n’ayant presque pas changé (21,8 contre 21,7 p.c.).

Enfin, la part des transactions commerciales avec l’Amérique s’est nettement repliée, s’établissant à 2,1 contre 4,3 p.c., suite à la forte baisse de la part des importations (2,3 contre 4,7 p.c.) et des exportations (0,9 contre 1,1 p.c.).

II.4.1.2. Services

Structurellement déficitaire, la balance des invisibles s’est aggravée, passant de -157.240,5 à -298.599,7 MBIF, suite à la nette augmentation des paiements de services (409.509,0 contre 364.103,2 MBIF) et de revenus primaires (32.318,8 contre 18.933,9 MBIF).

II.4.1.2.1. Exportations

Les exportations des invisibles ont enregistré une chute de 82.568,5 MBIF, en raison de la forte diminution des exportations de services (121.398,4 contre 204.087,6 MBIF) due essentiellement à la baisse des paiements des services rendus par les entités résidentes aux organisations internationales (45.511,8 contre 136.835,1 MBIF). Par contre, les autres composantes de services ont enregistré des augmentations et les revenus primaires n’ont presque pas varié (21.829,7 contre 21.709,0 MBIF).

Tableau 34: Exportations de services (en MBIF)

	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
A. SERVICES NON FACTEURS	97 834,1	140 839,7	133 913,3	204 087,6	121 398,4
1. Transports :	917,0	3 013,3	3 815,7	2 813,3	4 065,9
maritime	553,4	1 533,4	2 141,9	1 572,6	607,7
aérien	363,6	1 479,9	1 673,8	1 240,7	3 107,1
routier	-	-	-	-	351,1
2. Voyages :	2 166,4	3 148,6	2 091,7	3 563,3	6 369,9
a. professionnels				28,6	3,7
b. personnels :	2 166,4	3 148,6	2 091,7	3 534,7	6 366,2
soins de santé		78,5	26,5	104,6	62,6
éducation		128,8	158,5	175,5	198,8
autres	2 166,4	2 941,3	1 906,7	3 254,6	6 104,8
3. Communication, information et informatique		3 826,1	7 493,8	22 300,3	26 133,9
4. Construction		8 347,1	4 868,6	6 273,7	6 771,8
5. Services financiers	717,9	763,8	758,1	2 945,0	4 215,4
6. Services d' assurances	1 216,4	4 468,5	2 754,0	5 662,0	1 124,7
réassurances	1 216,4	4 468,5	2 754,0	5 662,0	1 124,7
7. Services fournis par les administrations publiques	88 868,0	116 139,0	110 724,9	153 806,6	67 568,9
a. Recettes de gouvernements					
étrangers	34 018,5	55 538,4	21 456,4	16 971,5	22 057,1
b. Autres services	54 849,5	60 600,6	89 268,5	136 835,1	45 511,8
8 . Autres services aux entreprises	3 948,4	1 133,3	1 406,5	6 723,4	5 147,9
B. REVENUS	1 389,1	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7
1. Rémunération des salariés		7 626,3	14 877,2	19 858,8	15 226,6
2. Autres investissements	1 389,1	1 783,3	1 602,7	1 850,2	6 603,1
TOTAL	99 223,2	150 249,3	150 393,2	225 796,6	143 228,1

Source : BRB

II.4.1.2.2. Importations

Le paiement des importations des invisibles a enregistré une hausse de 58.790,7 MBIF en rapport avec la progression des dépenses au titre des services (409.509,0 MBIF contre 364.103,2 MBIF) et de revenus primaires (32.318,8 contre 18.933,9 MBIF).



Camions de transport international à la gare routière de Bujumbura

L'augmentation des importations de services a concerné principalement les frais de transport (250.495,9 contre 239.815,4 MBIF), de voyage (59.427,3 contre 53.631,0 MBIF), de communication, information et informatique (21.485,2 contre 10.524,1 MBIF) et des services reçus par les administrations publiques (30.439,0 contre 20.334,8 MBIF).

Tableau 35: Importations de services (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
A. SERVICES NON FACTEURS	207 193,8	268 420,9	305 208,3	364 103,2	409 509,0
1. Transports	136 611,2	160 408,5	181 791,0	239 815,4	250 495,9
maritime	23 720,3	28 049,7	32 005,6	42 235,1	44 615,0
aérien	35 773,5	42 871,7	46 663,4	61 956,0	60 219,8
routier	77 117,4	89 487,1	103 122,0	135 624,3	145 661,1
2. Voyages	24 418,7	39 327,6	35 759,2	53 631,0	59 427,3
a. professionnels	14 406,8	20 608,8	17 039,2	33 654,0	13 186,5
b. personnels :	10 011,9	18 718,8	18 720,0	19 977,0	46 240,8
soins de santé	1 018,1	1 109,5	1 207,0	1 248,8	1 813,0
éducation	8 993,8	17 609,3	17 513,0	18 728,2	17 389,9
autres	-	-	-	-	27 037,9
3. Communication, information et informatique	-	8 483,2	11 384,3	10 524,1	21 485,2
4. Construction	-	4 757,3	977,4	18,4	
5. Services d' assurances	3 150,7	4 079,5	3 979,9	3 689,7	3 629,8
réassurances	2 607,1	4 052,7	3 945,9	3 667,9	3 537,5
assurances /marchandises	543,6	26,8	34,0	21,8	92,3
6. Services reçus par les administrations publiques	14 597,6	29 477,4	33 391,5	20 334,8	30 439,0
7. Services financiers	1 733,8	1 229,2	822,9	3 340,0	6 184,6
8 . Autres services aux entreprises	26 681,8	20 658,2	37 102,1	32 749,8	37 847,2
B. REVENUS	14 764,8	31 464,8	25 864,3	18 933,9	32 318,8
1. Rémunération des salariés	-	3 335,4	3 833,7	4 367,7	6 140,3
2. Autres investissements	14 764,8	28 129,4	22 030,6	14 566,2	26 178,5
TOTAL	221 958,6	299 885,7	331 072,6	383 037,1	441 827,8

Source : BRB

Les dépenses au titre des revenus primaires se sont inscrites en hausse, en liaison avec le paiement des rémunérations des salariés (6.140,3 contre 4.367,7 MBIF) et des autres investissements (26.178,5 contre 14.566,2 MBIF).

II.4.1.3. Revenus secondaires

Les apports extérieurs au titre des revenus secondaires ont connu une diminution de 159.128,5 MBIF, revenant de 672.544,0 MBIF à 513.415,5 MBIF, en raison de la chute des concours extérieurs en faveur du secteur public (243.736,4 contre 472.979,9 MBIF) qui a contrebalancé la hausse des autres revenus secondaires (214.707,0 contre 150.268,6 MBIF) et des transferts des fonds des travailleurs (54.972,1 contre 49.295,5 MBIF).

Tableau 36: Revenus secondaires (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
1.SECTEUR PUBLIC	26 271,6	127 443,1	466 218,2	472 979,9	243 736,4
crédit	27 379,0	127 443,1	466 218,2	472 979,9	243 736,4
débit	1 107,4	-	-	-	-
2.SECTEUR PRIVE	140 987,4	204 929,1	177 884,0	199 564,1	269 679,1
crédit	156 570,7	222 004,5	192 209,7	224 335,6	301 724,5
débit	15 583,3	17 075,4	14 325,7	24 771,5	32 045,4
1.Transferts des fonds des travailleurs	36 357,5	45 269,1	48 385,6	49 295,5	54 972,1
crédit	42 459,5	49 706,1	52 103,6	55 780,0	71 794,0
débit	6 102,0	4 437,0	3 718,0	6 484,5	16 821,9
2.Autres transferts	104 629,9	159 660,0	129 498,4	150 268,6	214 707,0
crédit	114 111,2	172 298,4	140 106,1	168 555,6	229 930,5
débit	9 481,3	12 638,4	10 607,7	18 287,0	15 223,5
Solde total	167 259,0	332 372,2	644 102,2	672 544,0	513 415,5

Source : BRB

II.4.2. Opérations en capital

Les transactions financières se sont clôturées sur un excédent plus important que celui de l'exercice précédent (585.254,4 contre 388.981,0 MBIF), grâce à l'augmentation du solde excédentaire du compte des opérations financières (458.699,8 contre 227.449,9 MBIF), l'excédent du compte de capital ayant diminué (126.554,6 contre 161.531,1 MBIF).

II.4.2.1. Compte de capital

La baisse de l'excédent du compte de capital s'explique essentiellement par la régression des dons projets (136.117,2 contre 178.054,0 MBIF). Le paiement des contributions aux Organisations Internationales a diminué de 7.196,0 MBIF, revenant de 15.214,3 à 8.018,3 MBIF.

Tableau 37: Compte de capital (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
Transfert de capital	95 897,6	121 656,1	221 681,7	161 531,1	126 554,6
1. Administrations publiques	96 852,5	122 892,1	221 781,9	162 839,7	128 098,9
crédit	106 489,4	142 110,5	236 915,1	178 054,0	136 117,2
dons projets	103 804,4	95 707,0	193 062,7	178 054,0	136 117,2
remise de dette	2 685,0	46 403,5	43 852,4	-	-
débit	- 9 636,9	- 19 218,4	- 15 133,2	- 15 214,3	- 8 018,3
contribution aux organisations internationales	9 636,9	19 218,4	15 133,2	15 214,3	8 018,3
2. Autres secteurs	- 954,9	- 1 236,0	- 100,2	- 1 308,6	- 1 544,3
transfert des migrants	- 954,9	- 1 236,0	- 100,2	- 1 308,6	- 1 544,3
crédit	-	-			560,8
débit	954,9	1 236,0	100,2	1 308,6	2 105,1

Source : BRB

II.4.2.2. Compte d'opérations financières

La hausse du solde du compte des opérations financières a résulté de l'accroissement des engagements extérieurs à court terme (318.338,6 contre 275.456,0 MBIF), des tirages sur crédits extérieurs (67.359,2 contre 17.369,7 MBIF), des engagements extérieurs des banques commerciales (57.964,4 contre 29.840,4 MBIF) et des investissements directs étrangers (49.591,2 contre 10.706,5 MBIF).

Tableau 38: Compte d'opérations financières(en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	960,7	4 230,9	872,6	10 447,2	49 548,8
1. 1 De l'étranger	960,7	4 230,9	872,6	10 706,5	49 591,2
1. 2 A l'étranger	-	-	-	259,3	42,4
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-	-	-	-	-
2. 1 Avoirs	-	-	-	-	-
2. 2 Engagements	-	-	-	-	-
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	289 487,8	202 307,0	212 673,7	234 856,9	406 524,8
3. 1 AVOIRS	- 53 619,9	- 59 037,4	- 72 195,0	- 71 296,0	- 28 816,2
3.1.1 Crédits commerciaux(accordés)	- 46 465,9	- 47 011,2	- 52 482,1	- 62 564,0	- 30 687,7
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	- 46 465,9	- 47 011,2	- 52 482,1	- 62 564,0	- 30 687,7
Long terme	-	-	-	-	-
Court terme	- 46 465,9	- 47 011,2	- 52 482,1	- 62 564,0	- 30 687,7
3.1.2 Monnaie fiduciaire et Banques	- 7 154,0	- 12 026,2	- 19 712,9	- 8 732,0	1 871,5
3.1.3 Autres avois	-	-	-	-	-
3. 2 ENGAGEMENTS	343 107,7	261 344,4	284 868,7	306 152,9	435 341,0
3.2.1 Crédits commerciaux	124 154,3	165 422,6	185 254,5	275 228,6	318 338,6
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	124 154,3	165 422,6	185 254,5	275 228,6	318 338,6
Long terme	- 140,9	4 181,3	-	- 227,4	-
Tirages	2 948,5	4 441,5	-	-	-
Remboursements	- 3 089,4	- 260,2	-	- 227,4	-
Court terme	124 295,2	161 241,3	185 254,5	275 456,0	318 338,6
3.2.2 Prêts	204 705,4	96 371,4	86 678,5	1 083,9	59 038,0
A. Autorités monétaires	22 386,5	37 690,3	36 192,7	- 4 923,3	- 136,5
B. Administrations publiques	181 886,1	59 000,2	50 645,8	6 238,3	55 890,5
Long terme	181 886,1	59 000,2	50 645,8	6 238,3	55 890,5
Tirages	186 171,9	105 607,6	64 156,8	17 369,7	67 359,2
Remboursements	- 4 285,8	- 46 607,4	- 13 511,0	- 11 131,4	- 11 468,7
Court terme	-	-	-	-	-
C. Autres secteurs	432,8	- 319,1	- 160,0	- 231,1	3 284,0
3.2.3 Monnaie fiduciaire et Banques	14 248,0	- 449,6	12 935,7	29 840,4	57 964,4
3.2.4 Autres engagements	-	-	-	-	-
4. AVOIRS DE RESERVES	- 12 009,6	6 875,4	- 74 872,4	- 17 854,2	2 626,2
SOLDE TOTAL	278 438,9	213 413,3	138 673,9	227 449,9	458 699,8

Source : BRB

*

*

*

La balance des paiements de 2014 a enregistré un déficit du compte courant plus approfondi que celui de l'année précédente (-594.633,5 contre -389.051,9 MBIF) qui a été financé par l'épargne extérieure.

De ce qui précède, Il s'avère donc indispensable de mettre en place des politiques économiques volontaristes pour la promotion, la création des petites et moyennes entreprises et d'emplois et la diversification des produits exportables afin de stimuler la croissance et alléger cette dépendance.

*

*

*

DEUXIEME PARTIE :
ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI

III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

En vertu de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, la mission fondamentale de la Banque Centrale consiste à formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix. Elle veille également à la solidité et à la stabilité du système financier burundais.

III.1. POLITIQUE MONETAIRE.

Au cours de l'année 2014, la politique monétaire menée par la Banque est demeurée fondée sur le ciblage des agrégats monétaires. Les objectifs visés restent la stabilité des prix comme objectif final et une croissance de la masse monétaire compatible avec celle du produit intérieur brut comme objectif intermédiaire. Pour atteindre ces objectifs, la Banque a procédé au suivi et au contrôle des objectifs opérationnels de base monétaire, d'avoirs intérieurs nets et extérieurs nets fixés dans le programme économique et financier.

La politique monétaire a été conduite dans un contexte d'abondance de liquidité observée depuis le deuxième semestre de l'année 2013. Cette situation a entraîné un faible recours des banques commerciales aux ressources de la Banque centrale.

Dans le but de renforcer la transparence et la crédibilité de la politique monétaire, la Banque a publié ses rapports trimestriels accompagnés de déclarations de politique monétaire. A ce titre, quatre déclarations ont été effectuées aux mois de février, de mai, d'août et de décembre 2014.

Pour atteindre l'objectif ultime de stabilité des prix, la Banque a utilisé les instruments indirects de politique monétaire que sont les réserves obligatoires, les appels d'offres de liquidité et les facilités de prêt marginal. Elle a également encouragé les opérations du marché interbancaire en BIF et en devises.

III.1.1.Appels d'offres de liquidité

Dans le cadre de gestion de sa politique monétaire, la Banque Centrale régule la liquidité bancaire à travers les opérations d'appels d'offres d'apport et de reprise de liquidité dont elle fixe la durée et la périodicité. Les appels d'offres de liquidité peuvent être à taux fixe ou à taux variable. Au cours de l'année sous revue, la Banque a continué d'utiliser les appels d'offres de liquidité à taux variable.

III.1.1.1. Appels d'offres d'apport de liquidité

Par les appels d'offres d'apport de liquidité, la Banque centrale accorde, pour une période de 7 jours, des liquidités aux banques qui en expriment le besoin. L'année 2014 a été marquée par un excès de liquidité dans le secteur bancaire qui s'est traduit par l'absence d'intervention de la Banque centrale dans le sens d'apport de liquidité.

III.1.1.2. Appels d'offres de reprise de liquidité

Cet instrument consiste à proposer aux banques en abondance de liquidités, par voie d'appels d'offres, de placer auprès de la Banque Centrale des liquidités sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

Alors que durant l'année 2013, aucune opération de reprise de liquidité n'a été effectuée, deux opérations de reprise de liquidité pour un montant de 27.200 MBIF ont été réalisées au mois de mars 2014. Les interventions limitées de la Banque centrale dans le sens de reprise, malgré l'excès de liquidité, visaient à encourager les banques à développer les transactions sur le marché interbancaire.

III.1.2. Facilité de prêt marginal

La Banque a continué de mettre à la disposition des banques commerciales une facilité permanente de prêt marginal à laquelle elles pouvaient recourir pour obtenir des liquidités au jour le jour au taux d'intérêt calculé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des Bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage. Le montant alloué dans le cadre de cette facilité est crédité le même jour au compte courant de la banque concernée. Le remboursement de ce montant et le paiement des intérêts interviennent le jour ouvrable suivant.

Au cours de l'année 2014, les banques commerciales ont sensiblement diminué leur recours à la facilité de prêt marginal. En effet, 56 opérations pour un montant de 22.125,0 MBIF ont été enregistrées contre 162 opérations pour un montant de 823.675,7 MBIF une année auparavant. En moyenne, les facilités de prêt marginal accordées par opération se sont élevées à 395 MBIF en 2014 contre 5.084,4 MBIF en 2013.

Ce faible recours aux ressources de la Banque Centrale demeure lié à l'abondance de liquidité observée dans le secteur bancaire au cours de l'année sous analyse.

III.1.3. Réserves obligatoires

Les réserves obligatoires sont des dépôts non rémunérés que les banques commerciales doivent constituer séparément, en BIF, en Dollars Américains et en Euros, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Ces réserves contribuent à renforcer la régulation monétaire par la Banque en limitant la capacité de création monétaire des banques commerciales. Le coefficient des réserves obligatoires est demeuré à 3,0 p.c. tout au long de l'année, aussi bien pour les dépôts en BIF qu'en devises.

Au cours de l'année 2014, les banques commerciales se sont globalement conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises.

III.2. TAUX D'INTERET

L'année 2014 a été marquée par une abondance de liquidité dans le secteur bancaire qui a entraîné un recours moins accru des banques aux ressources de la Banque Centrale et à une baisse de tous les taux d'intérêts sur le marché monétaire.

Sur le marché des bons du Trésor, les taux d'intérêts sur l'encours des titres publics ont enregistré une baisse significative d'une fin d'année à l'autre. En effet, les taux d'intérêts des bons du Trésor à 13 semaines ont baissé de 9,44 à 4,35 p.c., ceux à 26 semaines de 10,53 à 6,75 p.c. et ceux à 52 semaines de 13,25 à 10,20 p.c.

En moyenne annuelle, les taux sur les bons du Trésor ont également baissé, revenant de 9,26 à 7,27 p.c. pour les bons à 13 semaines, de 11,95 à 8,88 p.c. pour les bons à 26 semaines et de 13,39 à 11,32 p.c. pour les bons à 52 semaines.

Sur le marché monétaire, tous les taux se sont contractés. Les taux moyens pondérés de la facilité de prêt marginal sont tombés de 12,5 à 8,0 p.c. et ceux du marché interbancaire de 9,48 à 6,72 p.c. Quant aux reprises de liquidité, deux opérations ont été effectuées au mois de mars 2014 au taux de 8,8 p.c.

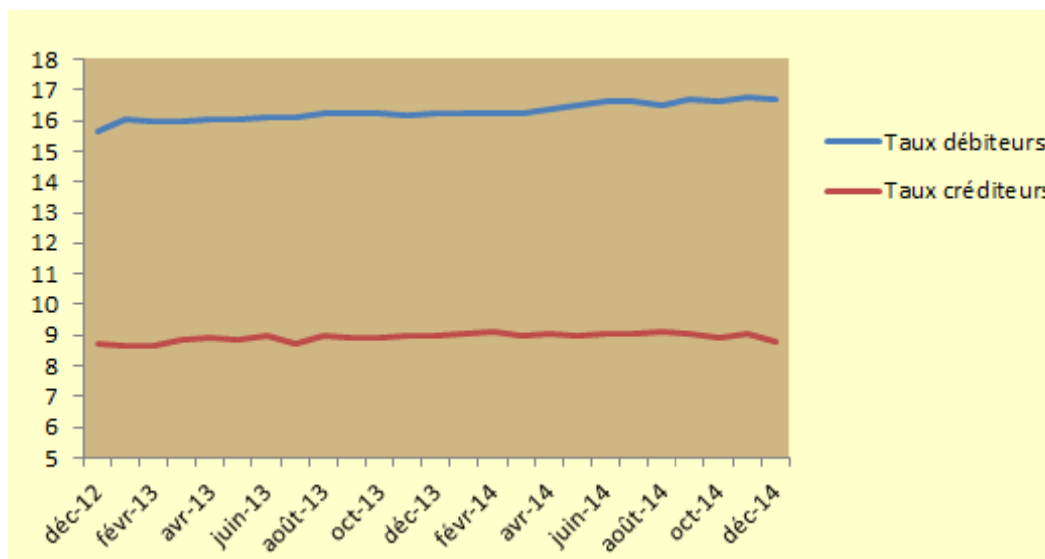
En moyenne annuelle, les taux moyens pondérés de la facilité de prêt marginal et du marché interbancaire ont également baissé, revenant de 11,84 à 9,63 p.c. et de 10,39 à 7,50 p.c. respectivement.

Pour leur part, les taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs ont connu une évolution contrastée d'une fin d'année à l'autre. Les taux moyens débiteurs ont augmenté (16,71 contre 16,24 p.c.), tandis que les taux moyens créditeurs ont diminué (8,80 contre 8,97 p.c.).

L'accroissement des taux débiteurs a concerné à la fois les taux à court terme (17,27 contre 16,87 p.c.), les taux à moyen terme (15,65 contre 14,89 p.c.) et les taux à long terme (15,86 contre 15,65 p.c.).

En revanche, les taux créditeurs moyens pondérés ont légèrement fléchi, en liaison avec la baisse des taux sur les dépôts à vue (5,23 contre 5,32 p.c.), les dépôts à terme (9,91 contre 10,20 p.c.) et les bons de caisse (10,49 contre 10,62 p.c.).

Graphique 14: Evolution des taux moyens débiteurs et créditeurs



III.3. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET MARCHÉ DE CHANGE

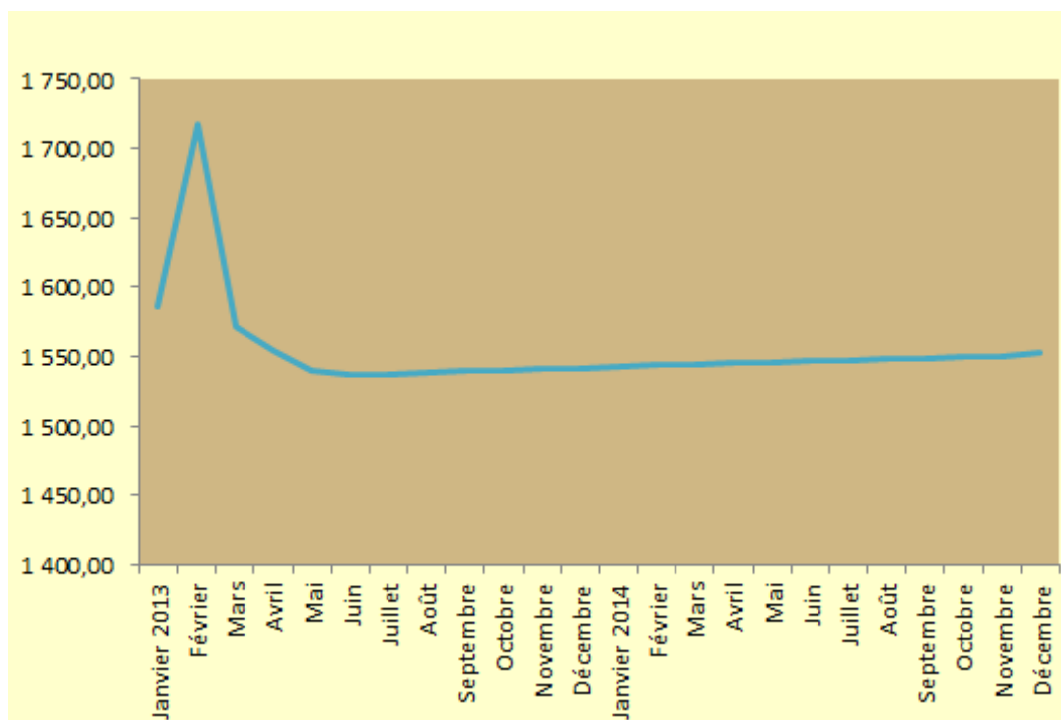
Au cours de l'année 2014, la Banque a continué de veiller aux fluctuations des cours de change et d'intervenir sur le marché des changes.

III.3.1. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE

La Banque a continué d'appliquer un régime de change flexible. L'année a été marquée par une stabilité du BIF par rapport au dollar américain.

La détermination du taux de change journalier s'est toujours référée aux mécanismes du marché à travers la moyenne pondérée des taux de change appliqués aux opérations d'achats et ventes de devises effectuées la veille par les banques commerciales.

Graphique 15: Evolution du franc Burundi par rapport au dollar américain (fin de période)



A fin de période, le franc Burundi s’est apprécié par rapport au franc suisse (9,6 p.c.), à la livre sterling (4,9 p.c.), au yen japonais (11,6 p.c.) et à l’Euro (11,3 p.c.). Par contre, le BIF s’est déprécié de 0,7 p.c. face au dollar américain.

Tableau 39: Cours de change de fin de période des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère).

Devise	2013	2014	variation (en %)
Dollar américain	1 542,0	1 553,1	+0,7
Franc suisse	1 737,2	1 569,8	-9,6
Yen japonais	14,7	13,0	-11,6
Livre sterling	2 541,1	2 417,0	-4,9
DTS	2 382,4	2 249,1	-5,6
Euro	2 128,0	1 888,2	-11,3
+ : dépréciation			
- : appréciation			

Source : BRB

Concernant la moyenne annuelle, le BIF a connu une appréciation vis-à-vis du dollar américain (0,5 p.c.), de la devise nippone (8,2 p.c.) et de l’Euro (0,4 p.c.). En revanche, il s’est déprécié de 0,9 p.c. par rapport au franc suisse et de 4,9 p.c. vis-à-vis de la livre sterling.

**Tableau 40: Cours de change moyens des principales monnaies
(BIF par unité de monnaie étrangère).**

Devise	2013	2014	variation (en %)
Dollar américain	1 555,1	1 546,7	-0,5
Franc suisse	1 677,5	1 693,0	+0,9
Yen japonais	16,0	14,7	-8,2
Livre sterling	2 432,1	2 550,3	+4,9
DTS	2 363,0	2 351,6	-0,5
Euro	2 065,1	2 056,7	-0,4
+ : dépréciation			
- : appréciation			

Source : BRB

S'agissant du taux de change effectif du BIF, le taux de change effectif nominal (TCEN) s'est apprécié de 7,0 p.c. en liaison avec l'appréciation du BIF face à la presque totalité des devises des pays partenaires et concurrents commerciaux. De même, l'indice du taux de change effectif réel du BIF a enregistré une augmentation de 5,8 p.c., suite à l'appréciation du TCEN conjugué avec la hausse de 1,3 p.c. des prix relatifs.

**Tableau 41: Taux de change effectif du franc Burundi
(Base décembre 2013 =100).**

Période	NOMINAL	REEL
2010	121,6	89,2
2011	117,7	90,6
2012	109,9	95,5
2013	106,6	95,1
2014	111,9	101,1
2013		
Mars	91,9	91,8
juin	93,6	94,3
septembre	98,6	98,2
Décembre	111,9	100,0
2014		
Mars	97,0	97,4
juin	97,7	98,7
septembre	101,7	104,1
Décembre	119,7	108,8

Source : BRB

En moyenne annuelle, le TCEN a augmenté de 5,0 p.c., suite à l'appréciation du BIF vis-à-vis des monnaies des pays partenaires et concurrents. Le TCER a également progressé de 6,3 p.c., en liaison avec l'accroissement du TCEN et la hausse des prix intérieurs (4,4 p.c.) plus rapide que celle des prix extérieurs (3,1 p.c.).

III.3.2. Marché de change

La Banque a continué d’animer le marché de changes, à travers le marché interbancaire de devises (MID), en mettant à la disposition de l’économie des ressources en devises nécessaires.

Au cours de l’année 2014, toutes les banques qui ont participé sur ce marché se sont présentées avec l’intention d’acheter. La Banque centrale a dû intervenir pour vendre des devises nécessaires lorsqu’il y avait une insuffisance significative de devises dans l’économie. Les interventions de la Banque sur ce marché ont été effectuées sur base des prévisions de la liquidité en devises.

Les ventes de la Banque sur le marché interbancaire de devises, au cours de l’année 2014, se sont intensifiées, passant de 107,05 à 122,15 millions de dollars américains.

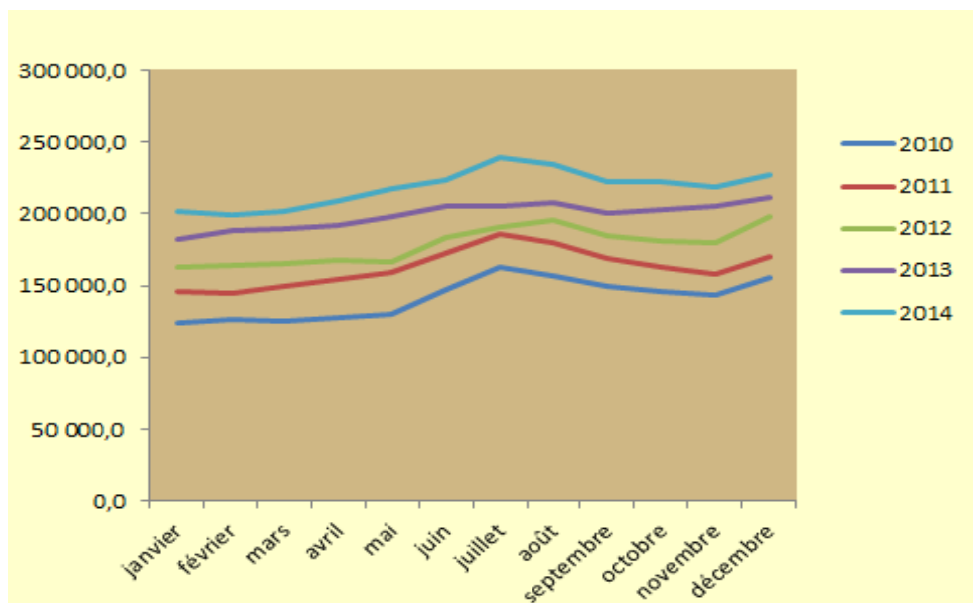
III.4. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET DES SYSTEMES DE PAIEMENT

III.4.1. Gestion de la circulation fiduciaire

L’une des missions de la BRB est d’assurer l’émission et la qualité de la monnaie fiduciaire. Au cours de l’année 2014, la Banque a mis à la disposition du public les billets de banque et les pièces de monnaie suffisants pour les transactions.

De décembre 2013 à décembre 2014, la circulation fiduciaire s’est accrue de 7,4 p.c., passant de 211.683,7 à 227.340,9 MBIF.

Graphique 16: Evolution de la circulation fiduciaire.



Comme pour les années précédentes, la circulation fiduciaire a affiché une tendance haussière qui a atteint son niveau le plus élevé au mois de juillet pour amorcer ensuite un mouvement descendant. L'accroissement des billets et pièces en circulation entre le deuxième et le troisième trimestre s'explique par des retraits liés au financement de la campagne café. La hausse a repris au mois de décembre pour faire face aux dépenses de fin d'année.

En outre, la Banque a continué à entretenir la circulation fiduciaire en procédant au triage, au retrait et au remplacement des billets et pièces impropres à la circulation.

La composition de la circulation fiduciaire montre que les coupures de 10.000 BIF demeurent prédominantes (63,7 contre 63,9 p.c.) suivies de celles de 5.000 BIF et de 1.000 BIF qui représentaient respectivement 24,4 et 5,9 p.c., à fin décembre 2014.

La coupure de 2.000 BIF a connu une baisse de 51,4 p.c. par rapport à l'année précédente du fait que son stock n'a pas été renouvelé au cours de l'année. D'une fin d'année à l'autre, sa part relative dans l'ensemble de la circulation a également diminué (0,77 p.c. contre 1,71 p.c.).

La part des billets dans la circulation fiduciaire a été de 99,6 p.c. pendant que celle des pièces s'est maintenue à 0,4 p.c.

III.4.2. Gestion des systèmes de paiement

Conformément à ses statuts, la Banque peut ouvrir dans ses livres des comptes au profit du secteur gouvernemental, du secteur des sociétés financières, des sociétés non financières publiques, des organismes de sécurité sociale et d'assurance maladie, des projets de l'Etat ainsi que des gouvernements étrangers et des organisations internationales. A ce titre, la Banque a continué à assurer la gestion des comptes courants par le biais des paiements directs aux guichets et indirects à travers la chambre de compensation. Elle a aussi effectué le suivi des chèques sans provision et des opérations de call money.

Au cours de l'année 2014, la Banque a procédé à l'ouverture de 67 comptes et à la fermeture de 12 autres. En outre, les activités de la chambre de compensation se sont poursuivies. En effet, le courrier reçu en provenance des clients de la Banque et celui provenant de ses services a diminué de 1,4 et 3,8 p.c. respectivement par rapport à l'année 2013.

Les opérations de la chambre de compensation restent constituées par les chèques, les avis de crédit et de débit présentés et/ou reçus.

En termes de volume, les chèques échangés (136.224 contre 149.218) et les pièces reçus (16.478 contre 21.776) ont diminué de 8,7 et 24,3 p.c. respectivement, traduisant une baisse des activités de la chambre de compensation. En revanche, les pièces présentées (47.884 contre 44.713) ont progressé de 7,1 p.c. d'une année à l'autre.

De 2013 à 2014, la valeur des opérations de call money s'est réduite de 27,3 p.c., revenant de 196,5 à 142,9 MBIF. Cette baisse est liée à l'abondance de liquidité détenue par la plupart des banques.

III.5. ACTIVITES DE SUPERVISION

Dans le domaine de la supervision, la Banque a poursuivi sa mission de contribuer à la stabilité du système financier en veillant au bon fonctionnement du secteur bancaire et de la micro finance.

III. 5.1. Supervision du secteur bancaire

Au terme de l'exercice 2014, le secteur bancaire du Burundi comprend toujours dix banques commerciales, dont six à capitaux étrangers, et deux établissements financiers.

III. 5.1.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire

Au cours de l'année, la Banque a poursuivi le processus de réforme du dispositif légal et réglementaire en vue de l'adapter à l'évolution des standards et des meilleures pratiques internationaux et de répondre aux exigences d'harmonisation des pratiques et des normes de supervision dans le cadre de l'intégration du Burundi au sein de la CAE.

Quatre projets de lois ont été préparés et introduits dans le circuit de promulgation: le projet de révision de la loi bancaire, le projet de loi sur le crédit-bail, le projet de loi sur les suretés mobilières et le projet de loi sur les bureaux d'information sur le crédit.

La réglementation prudentielle a été renforcée pour doter de la supervision des outils adaptés à l'évaluation de la qualité et de l'adéquation des fonds propres aux risques inhérents. Ainsi, les circulaires relatives au ratio de solvabilité, à la division des risques et au rapport entre ressources stables et emplois immobilisés des établissements de crédit ont été révisées.

III. 5.1.2. Surveillance prudentielle et suivi de la stabilité financière

Durant l'année 2014, la Banque a poursuivi les activités relatives à la surveillance microprudentielle pour veiller à la solidité des institutions bancaires et, assurer ainsi, la protection des déposants. Ainsi, la Banque a continué à effectuer des contrôles, sur pièces et sur place, d'ordre général et thématique des banques commerciales et des établissements financiers.

La Banque a entamé, en 2014, le processus de refonte de la méthodologie des contrôles sur pièces et sur place en vue de la mise en place d'une supervision proactive qui vise l'anticipation et la maîtrise des risques du secteur bancaire.

C'est dans ce cadre qu'une nouvelle méthodologie de supervision basée sur les risques a été élaborée. En outre, comme susmentionné, certains outils de supervision ont été révisés pour les adapter à cette nouvelle orientation, notamment les circulaires relatives à la solvabilité, à la division des risques et au rapport entre les ressources stables et emplois immobilisés. Ainsi, la Banque a amorcé le processus de mise en place d'un cadre effectif de suivi de la stabilité financière.

De plus, une méthodologie d'identification des banques d'importance systémique au Burundi a été amorcée pour la mise en place d'une supervision et réglementation mieux adaptées à ces institutions bancaires.

Par ailleurs, le secteur bancaire a entamé le processus de migration vers le nouveau référentiel comptable international IAS- IFRS.

Mises à part les tensions ponctuelles enregistrées sur la liquidité des banques, le secteur bancaire est resté solide et solvable tout au long de l'année 2014.

III.5.1.3. Activités et solidité du secteur bancaire

D'une fin d'année à l'autre, l'activité bancaire s'est intensifiée, les ressources et les emplois s'étant accrus de 16,8 p.c.

Tableau 42: Principaux emplois du secteur bancaire

RUBRIQUES	déc-13	déc-14	Variations	
			valeur	p.c.
Principaux Emplois	1 149 466,7	1 351 574,5	202 107,8	17,6
A. Liquidité	420 546,1	514 743,3	94 197,2	22,4
. Caisse	39 203,5	41 853,4	2 649,9	6,8
. B.R.B.	83 136,2	119 225,3	36 089,1	43,4
. Banques & Etablissements Financiers	189 186,4	205 961,7	16 775,3	8,9
. Bons et Obligations du Trésor	109 020,0	147 702,9	38 682,9	35,5
B. Crédits	728 920,6	836 831,2	107 910,6	14,8
. Court terme	378 201,1	369 110,4	- 9 090,7	- 2,4
. Moyen terme	198 704,2	205 977,3	7 273,1	3,7
. Long terme	78 882,2	161 852,1	82 969,9	105,2
. Crédits bail	90,5	-	- 90,5	- 100,0
. Autres crédits	41,1	390,4	349,3	849,9
. Impayés	73 001,5	99 501,0	26 499,5	36,3
Total emplois	1 354 642,3	1 582 924,2	228 281,9	16,9

Source : BRB

Les principaux emplois consolidés du secteur bancaire ont augmenté de 17,6 p.c. d'une fin d'année à l'autre, passant de 1.149.466,7 MBIF à 1.351.574,5 MBIF.

Cette augmentation a résulté de l'évolution positive des différentes composantes des emplois. Comme l'année précédente, le secteur bancaire a continué à investir dans les titres du Trésor dont l'encours est passé de 109.020,0 MBIF à fin décembre 2013 à 147.702,9 MBIF à fin décembre 2014, soit une augmentation de 35,5 p.c. Le financement de l'économie par le secteur bancaire a progressé de 14,8 p.c., passant de 728. 820,6 à 836. 831,2 MBIF d'une année à l'autre.

Les principales ressources se sont également inscrites en hausse, passant de 878.369,7 à 1.052.245,7 MBIF, d'une fin d'année à l'autre.

Cette augmentation a principalement résulté de celle des prêts interbancaires (871,8 p.c.) et des ressources provenant de la clientèle (9,5 p.c.).

Tableau 43: Principales Ressources (en MBIF)

RUBRIQUES	déc-13	déc-14	Variations	
			valeur	p.c.
Principales ressources	878 369,7	1 052 245,7	173 876,0	19,8
Clientèle	868 428,9	950 754,5	82 325,6	9,5
BRB	-	4 882,7	4 882,7	-
Banques & Etablissements Financiers	9 940,8	96 608,5	86 667,7	871,8
Ressources	1 354 642,3	1 582 924,2	228 281,9	16,9

Source : BRB

Concernant la solidité et solvabilité du secteur bancaire, toutes les normes prudentielles se sont situées au-dessus des limites réglementaires.

Les fonds propres de base et globaux se sont accrus respectivement de 5,9 et 3,7 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

Malgré cet accroissement, les ratios de solvabilité de base et globale ont diminué, revenant respectivement de 19,7 à 15,6 p.c. et de 23,2 à 18,1 p.c. Cette diminution est essentiellement due à la mise en application de la nouvelle circulaire n° 03/2014 relative aux ratios de solvabilité qui affine le calcul de ces ratios en tenant compte plus du risque de crédit ainsi que des risques de marché et opérationnel.

Enfin, le ratio de liquidité en BIF s'est fixé à 35,4 p.c. contre un ratio minimum de 20,0 p.c., et le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés s'est établi à 150,6 contre une norme de 60,0 p.c.

Concernant la rentabilité, le produit net bancaire a augmenté passant de 116.645,1 MBIF à 120.577,2 MBIF, soit une augmentation de 3,4 p.c.

Malgré cette progression, la rentabilité des actifs et des fonds propres ont chuté respectivement de 0,8 p.c. et de 3,9 p.c. La régression de ces indicateurs de rentabilité est due essentiellement à la chute du résultat net de 34,9 p.c., revenant de 24.014,6 MBIF à 15.629,5 MBIF de 2013 à 2014.

La diminution du résultat s'explique par la baisse des performances dans la maîtrise des charges, avec l'augmentation des frais généraux de 8,7 p.c., et à une forte augmentation du coût du risque avec l'augmentation de 35,9 p.c. pour les dotations aux provisions pour créances en souffrance. L'augmentation du coût du risque est consécutive à la détérioration de la qualité des crédits dont les créances impayées ont connu une forte augmentation de 36,3 p.c., passant de 73.001,5 à 99.501,0 MBIF.

III.5.2. Supervision de la microfinance

A fin décembre 2014, le secteur de la microfinance comprend vingt-neuf établissements de microfinance dont la fonction principale est de collecter les ressources destinées à financer l'activité économique en octroyant des microcrédits.

La Banque a réalisé beaucoup de travaux en rapport avec la supervision de la microfinance. Trois établissements de microfinance ont été agréés, douze agences et un guichet ont eu l'autorisation d'ouverture.

Au niveau réglementaire, la Banque a élaboré des circulaires qui explicitent davantage ou complètent certaines dispositions réglementaires existantes notamment celles relatives à la transparence sur les conditions appliquées par les établissements de microfinance dans leurs opérations avec le public et à la matrice des sanctions prises en vertu du Décret no 100/203 du 22 juillet 2006 portant réglementation des activités de microfinance au Burundi.

Sur le plan opérationnel, des contrôles généraux auprès de neuf établissements et des contrôles ponctuels auprès de quatre établissements ont été effectués.

Concernant les indicateurs d'activités, le total du bilan du secteur s'est élevé à 186.059,4 MBIF, les dépôts à 100.157,8 MBIF et l'encours brut des crédits distribués à 109.408,7 MBIF. Cependant, le secteur est handicapé par la détérioration du portefeuille crédit, les créances impayées s'étant fixées à 7.076,8 MBIF, soit un taux de détérioration du portefeuille de 6,5 p.c.

Dans le cadre du projet « DOING BUSINESS », la Banque s'est engagée à mener des changements réglementaires et techniques nécessaires en vue d'améliorer le climat des affaires, en général, et l'information sur le crédit, en particulier.

Dans ce cadre, un projet de publication des informations positives et négatives sur les débiteurs du secteur de la microfinance a été initié.

Dans le cadre de promotion de l'inclusion financière au Burundi, la Banque a élaboré une stratégie nationale d'inclusion financière lancée officiellement en décembre 2014 et dont la mise en exécution s'étale sur une période de six ans, à partir de 2015.

En outre, la Banque a organisé, en collaboration avec les autres partenaires, des séances de sensibilisation à l'éducation financière de la population.

III.5.3. Supervision des bureaux de change et établissements de transfert instantané d'argent

Au 31 décembre 2014, les bureaux de change agréés sont au nombre de 56. Toutefois, trois autres bureaux de change qui avaient demandé l'agrément au cours de l'année ont déjà obtenu l'accord de principe pour exercer les activités de changes tandis que deux bureaux de change ont suspendu temporairement leurs activités. En outre, des dossiers en rapport avec l'agrément de deux établissements de transfert instantané d'argent ont été analysés.

Pour renforcer le contrôle, deux circulaires ont été élaborées à savoir la circulaire portant matrice des sanctions applicables aux bureaux de change et celle relative à la mise en place d'un système d'informations et de gestion au sein des bureaux de change.

III.6. RECHERCHE ET STATISTIQUES

La collecte et la gestion de l'information statistique répondent à la nécessité pour la Banque de disposer à tout moment des informations nécessaires à la prise de décisions, à l'exécution des travaux de recherche et à la publication des données économiques et financières du pays. Au cours de l'année 2014, la Banque a initié et conduit des travaux de recherche sur des thèmes variés en rapport avec l'activité économique et financière. Les résultats de ces recherches ont été présentés au public lors des ateliers de présentation du rapport du Comité de Politique Monétaire et de déclaration de politique monétaire organisés à la fin de chaque trimestre.

Les thèmes présentés lors de ces réunions ont porté sur « les origines de l'inflation au Burundi », « les déterminants des taux d'intérêts débiteurs au Burundi », « l'analyse de l'efficacité de la politique monétaire » ainsi que « les déterminants des prêts non performants au Burundi ».

Dans le domaine des statistiques, la Banque a continué la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques portant sur l'économie réelle, les finances publiques et la balance des paiements ainsi que sur le secteur monétaire.

Concernant les statistiques des Finances Publiques, l'adoption progressive du manuel des finances publiques 2001 en collaboration avec le Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique s'est poursuivie.

La Banque a également continué les enquêtes de conjoncture en vue de suivre la situation économique et de projeter les évolutions à court terme.

Au cours de l'année, le processus d'harmonisation des statistiques monétaires et financières, des finances publiques et celles de la balance des paiements avec celles des autres banques centrales de la Communauté de l'Afrique de l'Est s'est poursuivi. Dans ce cadre, des ateliers regroupant les différentes banques centrales ont été organisés par le Secrétariat de la Communauté pour analyser l'état de mise en œuvre des recommandations formulées lors des différentes réunions antérieures.

Enfin, la Banque a continué de mettre à la disposition du public des informations portant sur l'évolution de la situation économique et financière du pays à travers la publication des indicateurs de conjoncture, les bulletins mensuels, le rapport annuel et le site Web (www.brb.bi). Les états financiers de la Banque, exercice 2013, ont également été publiés dans le Bulletin Officiel du Burundi et sur le site www.brb.bi

III.7. PROJETS DE LA BANQUE

III.7.1. Projets de modernisation des systèmes de paiement

Le Projet de Modernisation des Systèmes de Paiement au Burundi est une des composantes du Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé (PSD) financé par la Banque Mondiale. Cette composante comprend la mise en place d'un système de paiement et de règlement automatisé, d'un système de paiement par cartes et d'un système central de dépositaire des titres.

III.7.1.1. Système de paiement et de règlement automatisé et dépositaire central des titres [Automated Transfer System (ATS) et Central Securities Depository (CSD)]

L'année 2014 a été marquée par la signature des contrats d'implémentation et de maintenance au mois de mars entre le Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé (PSD) et la firme CMA d'une part et entre la Banque de la République du Burundi et CMA d'autre part. Le début effectif des activités du projet est intervenu le 27 mai 2014 lors de la première mission de CMA pour le début des travaux d'implémentation des systèmes ATS/CSD.

Ensuite, les spécifications fonctionnelles des systèmes ont été soumises par la firme CMA à la fin du mois d'août 2014 pour l'ATS et au début du mois de septembre 2014 pour le CSD en vue de leur validation par la BRB.

Jusqu'à la fin de l'année 2014, les équipes de projet de la BRB et de CMA ont régulièrement mené des discussions sur les aspects fonctionnels et techniques de la solution.

III.7.1.2. Système Monétique

La Banque a finalisé le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) et l'a envoyé en demande de non objection à la Banque Mondiale le 28 octobre 2014. Au mois décembre 2014, la Banque Mondiale a accordé la non-objection pour la publication du DAO et celle-ci a été effective le 22 décembre 2014.

III.7.2. Projet Systèmes d'information bancaire

Ce projet a été entrepris en vue d'optimiser les flux d'information de la Banque de la République du Burundi. Il a pour objet la mise en place d'un système comptable automatisé qui devra appuyer le futur système de paiement. Les résultats qui en sont attendus sont, notamment :

- La simplification des procédures;
- L'amélioration du contrôle interne par l'augmentation de la cohérence et de la fiabilité;
- La séparation bien définie des fonctions;
- L'augmentation de la productivité via l'intégration des processus bancaires, comptables et de gestion.

Le projet étant financé par la Banque Mondiale, le contrat d'implémentation y relatif a été signé en juillet 2014 entre la société PROLOGIQ et le Projet de Développement des Secteurs Financier Privé (PSD). La Banque de la République du Burundi a procédé, en septembre 2014, au lancement des travaux de mise en œuvre de ce projet Système d'Information Bancaire.

III.7.3. Projet Cadre Légal des Systèmes de Paiement

III.7.3.1. Révision de la loi bancaire.

La révision de la loi n° 1/017 du 23 octobre 2003 portant réglementation des banques et établissements financiers (loi bancaire) a pour objectifs de renforcer les prérogatives de la Banque Centrale et ses aptitudes à promouvoir un système de paiement fiable et sécurisé en vue de garantir un système financier stable et solide conformément à ses missions statutaires.

Cette révision s'inscrit ainsi dans le processus de converger vers les meilleures pratiques internationales en se conformant notamment aux principes fondamentaux de Bâle et vers l'harmonisation du cadre légal et réglementaire des systèmes de paiement et des marchés financiers dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, conformément aux recommandations du MAC.

Au cours de l'année 2014, le projet de loi bancaire révisée a été transmis au Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique pour introduction dans le circuit de promulgation. Adopté en Conseil des Ministres moyennant quelques amendements, il a été retourné pour prise en compte des observations formulées, puis retransmis au Gouvernement. A fin décembre 2014, il était sur la table de l'Assemblée Nationale pour adoption.

III.7.3.2. Projet de loi portant système national de paiement

Ce projet de loi constitue une étape primordiale dans le processus de réglementation des systèmes de paiement en cours de modernisation au Burundi. Son adoption permettra de combler le vide juridique, dans ce domaine naissant mais combien important, pour le développement du secteur financier. Elle s'inscrit par ailleurs dans le contexte des initiatives régionales d'intégration des systèmes de paiement des pays de l'Afrique Orientale et Australe.

L'année 2014 a été marquée par l'introduction de ce projet de loi dans le circuit de promulgation et les discussions sur la nature juridique du texte qui régira les systèmes de paiement. La Banque s'est attelée à démontrer que les systèmes de paiement relèvent du domaine de la loi, comme c'est le cas dans tous les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Par ailleurs, les besoins d'harmonisation du cadre légal et réglementaire des systèmes de paiement de l'EAC, dans le cadre de l'Union Monétaire, militent en faveur de la mise en place d'une loi en lieu et place d'un décret.

III.7.3.3. Loi sur les transactions électroniques

Ce projet de loi initié par le Ministère en charge de la Communication édicte les règles fondamentales applicables aux transactions électroniques. A l'heure où le commerce électronique prend de plus en plus de l'ampleur, et où les systèmes de paiement en cours de développement comme le RTGS font impérativement recours au transfert électronique des données, ce projet de loi permettra de mettre les avancées technologiques au service de la confiance entre partenaires commerciaux par le renforcement de la sécurité des transactions.

Ce projet de loi a été transmis au Gouvernement. Il permettra de promouvoir le commerce en ligne, les paiements par téléphone mobile, assainir le climat des affaires et booster la croissance économique.

III.7.3.4. Le projet de Règlement relatif aux services de paiement et aux activités des établissements de paiement.

Ce projet de règlement attend la promulgation de la loi bancaire révisée et de la loi portant système national de paiement, qui lui sert de base légale, pour être finalisé et adopté par la Banque de la République du Burundi.

III.7.3.5. Projet de règlement relatif aux agents commerciaux en opérations de banque et services de paiement.

Le projet de règlement a été finalisé et attend la promulgation de la loi bancaire et de celle portant système national de paiement dont elle est l'émanation pour être édicté.

III.7.3.6. Protocole d'accord Interbancaire de Monétique.

Le présent protocole a été signé par les banques commerciales et par la Régie Nationale des Postes. Par cette signature, ces dernières se sont engagées à conjuguer leurs efforts pour créer la Société Commune Interbancaire qui s'occupera de la gestion du Centre de Traitement Monétique (CTM) dès sa mise en place.

La signature dudit protocole marque une étape cruciale vers le développement interbancaire des systèmes monétiques des banques et de la RNP. Elle s'inscrit également dans le programme de modernisation des systèmes de paiement entrepris par la Banque.

III.7.4. Projet Renforcement de la Technologie de l'Information

III.7.4.1. Projet d'Infrastructure Informatique

En Janvier 2014, la Banque Mondiale a accordé son Non Objection pour l'attribution du marché relatif à l'implémentation de l'infrastructure informatique de la BRB destinée à supporter le système de paiement automatisé (ATS), le système de gestion des titres (CSD) ainsi que le système d'information bancaire (SIB).

Le contrat d'implémentation de cette infrastructure informatique a été signé en date du 7 Février 2014. Les travaux d'exécution du contrat ont démarré le 24 mars 2014. La livraison des équipements a eu lieu à la fin juin et début juillet 2014. Le montage, la configuration et les premiers tests de ces équipements ont été effectués de juillet à décembre 2014.

III.7.4.2. Projet d'aménagement de la salle du Disaster Recovery Center

Au cours de l'année 2014, le DAO pour l'aménagement de la salle du Disaster Recovery Center (DRC) à Ngozi a été rédigé par la BRB, puis revu par les experts de la Banque Mondiale. C'est en décembre 2014 que la Banque Mondiale a accordé sa Non-Objection pour la publication de ce DAO.

III.8. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE

Au cours de l'année 2014, la Banque a poursuivi sa participation au processus d'intégration régionale. Dans ce cadre, elle a pris part à de nombreuses réunions et ateliers organisés par la Communauté d'Afrique de l'Est, le Marché Commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) et par d'autres organisations régionales et internationales.

III.8.1. Coopération monétaire et financière au sein de la CAE

Les travaux relatifs au processus d'harmonisation des politiques monétaires et financières se sont poursuivis dans le cadre des réunions organisées au sein du Comité des Affaires Monétaires (MAC), du Comité des Marchés des Capitaux, des Assurances et de la Pension (CMIPC) et de l'Association des Autorités de Régulation des Marchés de Capitaux des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EASRA).

En 2014, la Banque a participé aux réunions et ateliers des sous-comités techniques et aux réunions ordinaire et extraordinaire du MAC tenues respectivement en mai et novembre.

Les principaux domaines concernés par la participation de la Banque aux activités du MAC se rapportent principalement aux questions de politique économique, aux marchés financiers, à la supervision bancaire, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, à la gestion des risques, à l'harmonisation du système comptable et des opérations bancaires, à l'émission de la monnaie, au développement et à l'intégration des systèmes de paiement et au développement des ressources humaines.

Dans le cadre de l'harmonisation des politiques économiques, la question de la convergence macroéconomique est apparue parmi les priorités pour une intégration réussie au sein de la Communauté.

Tableau 44: Evolution des critères de convergence pour le Burundi

	2011	2012	2013	2014
Taux d'inflation (plancher de 8 %)	9,6	18,2	7,9	4,4
Déficit budgétaire don compris en % du PIB (plafond de 3 %)	3,0	3,4	2,7	3,9
Dette publique en % du PIB (Plafond de 50 %)	33,4	33,5	31,5	29,8
Réserves de change (plancher de 4,5 mois d'importation)	4,0	4,0	4,2	4,2

Source : BRB.

En 2014, le Burundi a enregistré des progrès considérables par rapport au taux d'inflation qui s'est établi à un niveau inférieur au plafond de 8,0 p.c. De même, le critère de dette publique a été respecté (29,8 p.c. contre un plafond de 50,0 p.c.). Toutefois, les critères sur le déficit budgétaire et les réserves en mois d'importation n'ont pas été respectés. En effet, la situation des réserves de change est liée au faible décaissement des apports extérieurs.

Au cours de l'année 2014, la Banque a également participé aux réunions et ateliers organisés par le CMIPC et l'EASRA. Les principales questions traitées concernent deux projets de développement des marchés des capitaux, à savoir la mise en place du cadre légal des opérations sur les valeurs mobilières au sein des pays membres de la CAE, et l'intégration régionale des marchés des capitaux à travers l'interconnexion de leurs infrastructures, qui sont essentiellement les Systèmes de Règlement de Gros Montants en Temps Réel (RTGS), les Dépositaires Centraux des Titres (CSD) et les Systèmes de Traitement Automatique des transactions boursières (ATS).

III.8.2. Intégration au sein du COMESA

En plus de la participation aux ateliers de formations organisés par l'Institut Monétaire du COMESA au Kenya et en Egypte, la Banque a également participé à la réunion du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des pays membres du COMESA, qui s'est tenu à Kinshasa au mois de novembre 2014. Cette réunion avait pour objectif de valider les activités réalisées par l'Institut Monétaire du COMESA au cours de l'année 2014, et le programme pour l'année 2015.

Parmi les activités réalisées en 2014 figure la validation des études portant sur l'efficacité de la politique monétaire ainsi que la volatilité du taux de change dans les Etats membres du COMESA.

III.8.3. Activités au sein de l'Association des Banques Centrales Africaines

La Banque a participé aux activités de l'Association des Banques Centrales Africaines. Au mois de juillet 2014, elle a pris part à la 14^{ème} réunion des Gouverneurs des Banques Centrales de la sous-région Afrique Orientale, organisée à Kigali, au Rwanda.

Au niveau de la coopération monétaire, les Gouverneurs des Banques Centrales ont constaté que les critères primaires n'ont pas été respectés malgré la prolongation du Programme de Coopération Monétaire. S'agissant de l'état d'avancement des décisions de la 37^{ème} réunion, le Conseil des Gouverneurs a constaté que le Secrétariat Permanent et le Bureau ont fait le suivi des recommandations de l'Assemblée Générale des Gouverneurs.

Le Conseil des Gouverneurs a également analysé l'évolution économique dans les pays membres de l'ABCA et ont remarqué une amélioration dans l'évolution du taux de croissance du PIB et du taux d'inflation dans la plupart de ces pays.

En outre, la Banque a participé au Séminaire Continental organisé à Alger au mois de mai sous le thème: « Les préalables nécessaires pour l'amélioration et l'intégration des systèmes de paiement en Afrique ». Au cours de ce séminaire, les participants ont noté la nécessité de mettre en place une structure continentale pour coordonner les travaux visant la modernisation et l'intégration des systèmes de paiement sur le continent. Cette structure devra avoir une approche fortement participative. A cet égard, elle pourra avoir des relais nationaux et devra impliquer toutes les parties prenantes dans la définition des orientations.

Elle devra mettre en œuvre deux types de stratégies :

- à court terme, une intégration basée sur l'interconnexion des systèmes régionaux existants ou en cours de mise en place ;
- à moyen ou long terme, la mise en place de systèmes totalement intégrés.

III.9. GESTION DES RISQUES

Au mois de juillet 2014, une cellule de gestion des risques a été créée au sein de la Banque en vue d'appréhender, maîtriser et contrôler les risques auxquels la Banque peut être exposée.

Les missions assignées à cette cellule consistent à la reprise en main et l'achèvement des missions initialement dévolues à l'Equipe de Gestion de la Continuité des Activités; à l'élaboration et l'actualisation de la cartographie des risques de la Banque; à l'identification, l'évaluation, la surveillance et le contrôle des risques auxquels la Banque est soumise; à la proposition des mesures adéquates à mettre en œuvre en vue de prévenir ou atténuer les risques identifiés; à l'élaboration d'une politique, d'un cadre et des procédures détaillées de gestion des différents risques au sein de la Banque; à la gestion de la continuité des activités ainsi qu'à l'organisation des activités de sensibilisation et de formation sur la gestion des risques au sein des services de la Banque pour améliorer la capacité de gestion de ces risques.

Depuis la mise en place de la cellule de gestion des risques, les activités qui ont été réalisées au cours de l'année 2014 ont porté sur l'élaboration des documents relatifs au processus du cadre harmonisé de gestion des risques d'entreprise dans les Banques centrales de l'EAC, à la stratégie de gestion de la continuité des activités de la Banque ainsi que sur le projet d'acquisition d'un site alternatif de la Banque.

III.10. FESTIVITES DU CINQUANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA BANQUE.

L'année 2014 a été également marquée par la célébration du 50^{ème} anniversaire de la Banque de la République du Burundi sous le thème «50 ans d'intégrité au service de la nation ». La semaine du 2 au 7 juin 2014 était dédiée à cet événement et était riche en activités. En effet, la Banque a organisé, du 2 au 4 juin, des journées portes ouvertes pour que le public vienne s'enquérir de ses réalisations, de ses activités et de ses aspirations.

La journée du 6 juin a été consacrée au Symposium autour de deux thèmes portant respectivement sur « Le Rôle d'une banque centrale dans le soutien du développement économique » et « Vers une intégration régionale réussie dans la Communauté Est Africaine : le rôle des Banques Centrales ». Ce symposium a rassemblé plusieurs hommes scientifiques et praticiens venus de différents domaines et de différents pays notamment certains Gouverneurs des Banques Centrales de l'EAC.

Les cérémonies officielles ont eu lieu en date du 7 juin de la même année et ont été marquées par la présence de plusieurs personnalités, tant nationales qu'internationales, notamment son Excellence M. le Président de la République du Burundi. A cette occasion, le représentant du Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique et le Gouverneur de la Banque Centrale du Kenya, ont tour à tour prononcé des discours au nom de tous les invités qui étaient présents. A son tour, le Gouverneur de la BRB a présenté le bilan des activités de la Banque et les projets d'avenir en se réjouissant du succès avec lequel elle a accompli ses missions.

Ces festivités ont été couronnées par le message du Président de la République qui a salué les réalisations de la Banque de la République du Burundi pendant ses cinquante ans d'existence avant de revenir sur les défis et les opportunités qui s'offrent à elle dans l'accomplissement de ses missions. Il a réitéré l'engagement du Gouvernement à soutenir la Banque dans ses missions.

Remise des certificats de mérite aux anciens Gouverneurs de la Banque par S.E. le Président de la République du Burundi. (le cinquième à partir de la gauche)



De gauche à droite de Son Excellence M. le Président de la République du Burundi:

M. Jean Ciza (Gouverneur de la BRB depuis 2012) - Prof. Njuguna Ndung'u (Gouverneur de la Banque Centrale du Kenya) – M. Xavier Hawia (Représentant du Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique) - M. Bonaventure Kidwingira (1967-1977)- M. Aloys Ntahonkiriye (1980-1986) – M.Mathias Sinamenye (1992-1998) – M. Isaac Bizimana (février à août 2007)- M. Gaspard Sindayigaya (2007-2012).

De droite à gauche de Son Excellence M. le Président de la République du Burundi:

Honorable M. Gabriel Ntisezerana (2006-2007) – M. Grégoire Banyiyezako (1998-2003)- M. Salvator Toyi (2003-2006) – M. Isaac Budabuda (1987-1992).

III.11. AUTRES ACTIVITES

Comme pour les années précédentes en appui à ses missions fondamentales, la Banque a continué à exercer des activités axées principalement sur les domaines : juridique, logistique et sécurité, la comptabilité et les technologies de l'information.

Aussi, dans le cadre de ses relations avec les institutions partenaires internationales, la Banque a pris part aux réunions, aux assemblées régionales et internationales et autres forum qui traitent des sujets qui sont en rapport avec ses missions.

IV. GOUVERNANCE ET COMPTE DE LA BANQUE

IV.1. GOUVERNANCE

IV.1.1. ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2014, les organes de la Banque régis par la Loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, sont demeurés le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de Contrôle.

Le Gouverneur, assisté de deux Vice Gouverneurs, assure la direction de la Banque. Il préside le Conseil Général et le Comité de Direction, prépare et met en œuvre leurs décisions, nomme aux emplois de la Banque et la représente vis-à-vis des tiers. Le Gouverneur et les deux Vice Gouverneurs sont nommés par le Président de la République sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions pour un mandat de cinq ans renouvelable.

IV.1.1.1. Conseil Général

Le Conseil Général est l'organe suprême de la Banque qui détermine l'orientation de ses politiques. Il est composé de huit membres dont le Gouverneur, les deux Vice-Gouverneurs et cinq membres nommés par décret présidentiel en raison de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Le Conseil Général a, au cours de l'année 2014, analysé et approuvé des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2013 et l'affectation du résultat relevant de cet exercice.

Il a ensuite procédé à l'analyse du rapport annuel de la Banque pour l'exercice 2013, à la révision budgétaire 2014, à l'examen des rapports trimestriels sur la gestion des réserves de change, à l'adoption des rapports du Comité d'Audit pour les exercices 2012 et 2013, à l'analyse des états financiers de la Banque au 31 mars 2014 ainsi qu'à l'examen de la prévision budgétaire pour l'exercice 2015.

Le Conseil a analysé et approuvé les rapports du Comité Technique de Politique Monétaire présentés à la fin de chaque trimestre lors de la déclaration de politique monétaire.



IV.1.1.2. Comité de Direction

Le Comité de Direction qui reste composé du Gouverneur et de deux Vice-Gouverneurs examine les questions d'ordre stratégique et/ou relatives à la gestion de la Banque. Il a tenu ses réunions conformément aux Statuts de la Banque. La plupart de ces réunions étaient élargies aux Conseillers de la Direction et aux Responsables des Services et des chefs des projets.

Au cours de ces réunions, plusieurs sujets ont été abordés notamment l'analyse des rapports du Comité technique de politique monétaire et de la déclaration de politique monétaire, l'analyse des états financiers trimestriels de la Banque, les rapports d'audit, l'analyse du rapport annuel exercice 2013, la révision budgétaire de l'exercice 2014 et les budgets prévus pour l'exercice 2015.

IV.1.1.3. Organes de contrôle

En vertu des Statuts de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de:

- Comité d'audit
- Auditeurs internes
- Auditeurs externes

Le Comité d'audit est composé de trois membres du conseil général non membres du comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2014, le Comité d'Audit a continué d'accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. Cette charte indique les pouvoirs et les responsabilités dudit Comité vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers et de l'auditeur interne et externe.

Les auditeurs internes et externes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux Normes Internationales d'Audit.

Les missions d'audit interne consistent à aider la Banque à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique, ses processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité et leur efficience.

Des missions d'audit des activités de la Banque ont été effectuées en vue d'identifier les risques auxquels cette dernière est exposée et des recommandations permettant de maîtriser lesdits risques ont été formulées.

Dans ces missions, l'auditeur s'est de nouveau basé sur la méthodologie d'audit fondée sur les risques. Il a utilisé les formulaires standardisés en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'action et enfin les décisions de l'Autorité.

Au cours de l'année 2014, l'activité de l'auditeur interne s'est focalisée sur la poursuite des activités prévues et inachevées au cours de l'année précédente et sur l'exécution des activités programmées dans le plan annuel 2014.

Le plan d'audit de l'année 2014 portait sur 16 objets d'audits dont 6 avaient été choisis en fonction de leur degré de risque, 5 étaient des audits à caractère répétitif et les 5 autres étaient ceux qui n'avaient pas pu être finalisés lors l'exercice 2013.

A fin décembre 2014, le taux de réalisation du plan annuel d'audit 2014 était de 62,5 p.c. tandis que le taux d'acceptation des recommandations s'est élevé à 100 p.c.

A fin 2014, quatre objets d'audit étaient encore en cours d'exécution et portaient sur la passation des marchés de la Banque, les dépenses et recettes de l'Etat, les opérations d'investissement ainsi que sur les états financiers 2014.

L'audit externe a été effectué selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). En 2014, les activités d'auditeurs externes ont de nouveau été effectuées par la société « GRANT THORNTON ».

L'audit externe a porté sur l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. Enfin, l'audit externe a effectué un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

IV.1.1.4. Plan stratégique de la Banque (2013-2015)

La Banque de la République du Burundi exerce ses missions dans un environnement empreint de dynamique, d'incertitudes et de mutations rapides. Pour y faire face, elle s'est dotée, depuis 2013, d'une démarche de planification stratégique triennale, qui s'est traduite par l'élaboration de son premier Plan Stratégique qui couvrira l'horizon 2013-2015.

Dans ce Plan Stratégique, la Banque s'est fixée comme vision qu' « à l'horizon 2015, la Banque de la République du Burundi doit être une banque centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise », et compte l'atteindre à travers six axes stratégiques prioritaires :

- Maîtrise de l’inflation et préservation de la valeur de la monnaie nationale ;
- Promotion d’un secteur bancaire et de la microfinance transparent, stable et solide ;
- Promotion d’un système de paiement moderne, sûr et efficace ;
- Alignement de l’infrastructure informatique et des outils de gestion aux standards régionaux et internationaux ;
- Promotion de la compétence et de l’efficacité dans la gestion des ressources humaines ;
- Renforcement du cadre de gouvernance, des mécanismes de gestion des risques et de la communication.

Sur base de ces axes stratégiques, 31 objectifs stratégiques ont été définis puis déclinés en 95 objectifs opérationnels.

Un système de suivi-évaluation du Plan Stratégique a ensuite été mise en place pour s’assurer de l’atteinte des résultats et permettre l’identification d’éventuelles difficultés au moment opportun pour apporter des réponses appropriées.

Pour ce qui est du bilan de la mise en œuvre du Plan Stratégique au titre de l’année 2014, le taux d’exécution est de 70% au 31 décembre 2014 et des avancées notables ont été réalisées dans l’ensemble des axes stratégiques, à part l’axe stratégique relatif à la « Promotion de la compétence et de l’efficacité dans la gestion des ressources humaines » qui a enregistré un taux d’exécution de 52% comme le fait ressortir le tableau ci-après :

Tableau 45: BILAN GLOBAL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN STRATEGIQUE AU TITRE DE L’ANNEE 2014

N°	AXES STRATEGIQUES	% PREVU (CIBLE)	% ACHEVE	TAUX D'EXECTION AU 31/12/2014
1	AS I : MAITRISE DE L'INFLATION ET PRESERVATION DE LA VALEUR DE LA MONNAIE NATIONALE	66%	50%	75,8%
2	AS II : PROMOTION D'UN SECTEUR FINANCIER TRANSPARENT, STABLE ET SOLIDE	76%	64%	84,2%
3	AS III : PROMOTION D'UN SYSTÈME DE PAIEMENT MODERNE, SUR ET EFFICACE	68%	49%	72,1%
4	AS IV : ALIGNEMENT DE L'INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE ET DES OUTILS DE GESTION AUX STANDARDS REGIONAUX ET INTERNATIONAUX	75%	51%	68,0%
5	AS V : PROMOTION DE LA COMPETENCE ET DE L'EFFICIENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	75%	39%	52,0%
6	AS VI : RENFORCEMENT DU CADRE DE GOUVERNANCE, DES MECANISMES DE GESTION DES RISQUES ET DE LA COMMUNICATION	66%	45%	68,2%
	TOUT LE PLAN STRATEGIQUE	70%	49%	70,0%

Source : BRB

Pour la période à venir, la Banque va s'atteler à l'atteinte des objectifs opérationnels et stratégiques qu'elle s'est fixée pour faire face à ses nombreux défis et réaliser sa vision.

Des efforts seront consentis dans l'axe « Promotion de la compétence et de l'efficacité dans la gestion des ressources humaines » pour rehausser le niveau d'exécution de ses plans d'actions en exploitant au maximum les résultats et les recommandations issus de l'audit organisationnel et des ressources humaines pour renforcer ses structures internes de gouvernance notamment par la mise en place d'un nouvel organigramme pour un management plus efficace.

Par ailleurs, la Banque poursuivra sur sa lancée dans la dynamique de réformes multidimensionnelles s'appuyant sur les différents projets de modernisation, notamment par la mise en place d'un système de paiement compatible avec les développements technologiques du moment. La Banque poursuivra également le renforcement des capacités de ses cadres pour leur doter des compétences techniques capables d'impulser l'innovation et assurer la stabilité du système financier, avec un accent sur le renforcement du cadre d'analyse macroéconomique.

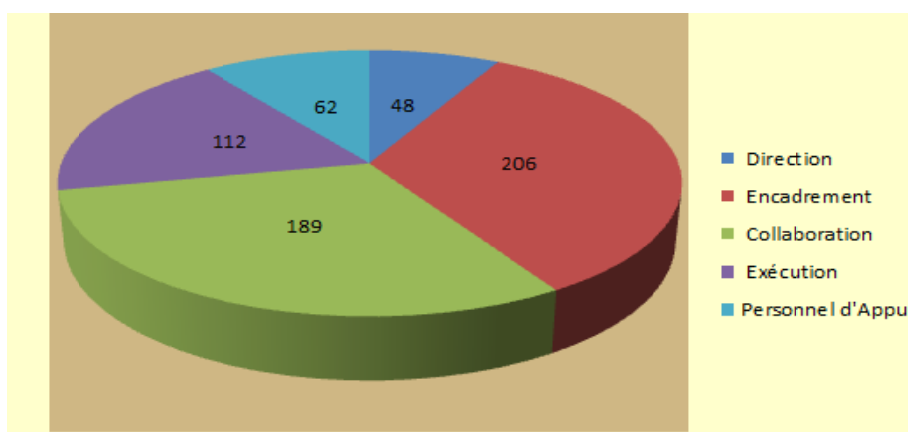
V.1.2. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

IV.1.2.1. Effectif

A fin décembre 2014, l'effectif du personnel de la Banque s'est établi à 617 contre 610 unités à la fin de l'année précédente. La Banque a enregistré une réintégration et 35 nouvelles unités en 2014 contre 29 départs.

La répartition du personnel par catégorie montre une prédominance des catégories d'encadrement et de collaboration.

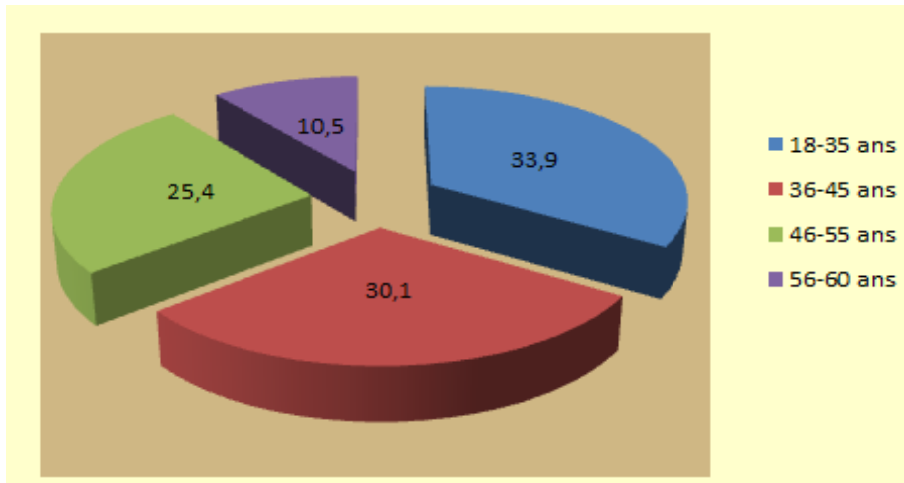
Graphique 17: Répartition de l'effectif du personnel par catégories



Alors qu'elle s'était réduite de 42,2 à 40,3 p.c. à fin décembre 2013, la part du personnel féminin dans l'effectif total de la Banque s'est contractée pour s'établir à 39,7 p.c. à fin 2014.

La répartition du personnel par tranches d'âge montre que la tranche des plus jeunes située entre 18 et 35 ans est demeurée prédominante (33,9 contre 34,6 p.c.). Les tranches d'âge de 36 à 45 ans et de 46 à 55 ans se sont fixées à 30,1 contre 28,5 p.c. et à 24,4 contre 25,2 p.c. respectivement.

Graphique 18: Répartition du personnel par tranches d'âge (en pourcentage)



IV.1.2.2. Politique sociale

Dans le domaine de la politique sociale, la Banque a continué de mener des actions visant à assurer l'épanouissement et le bien-être de son personnel. Elle a accordé des prestations et avantages sociaux à l'ensemble de son personnel, reconnus par la loi et la réglementation en vigueur.

IV.1.2.3. Formation

Dans le cadre de son programme de modernisation de ses activités et en vue de se mettre en phase avec les autres pays membres de l'EAC, la Banque a facilité le perfectionnement de son personnel et l'a encouragé à poursuivre les programmes de formation, tant de courte que de longue durée, destinés à accompagner la réalisation de ses objectifs professionnels et humains.

*

*

*

IV.2. ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE

En vertu de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, la Banque a continué de présenter les états financiers selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Au cours de l'exercice 2014, les états financiers de la Banque ont enregistré une augmentation du bilan et du compte de résultat.

IV.2.1. BILAN

Au terme de l'exercice 2014, le total du bilan de la Banque s'est accru de 78.352,7 MBIF, soit 7,0 p.c., passant de 1.120.580,1 à 1.198.932,8 MBIF.

Tableau 46: Bilan de la Banque de la que du Burundi (MBIF)

ACTIF			PASSIF		
	31 déc 2013	31 déc 2014		31 déc 2013	31 déc 2014
CREANCES SUR L'ETRANGER	695 849,3	672 437,4	BASE MONETAIRE	302 204,4	356 035,7
Encaisse monnaies étrangères	11 237,3	6 925,7	Billets et pièces en circulation	211 683,7	233 280,4
Avoirs extérieurs	496 397,1	485 022,3	Dépôts du secteur bancaire	82 710,9	120 095,4
Avoirs en or	1 785,3	1 802,1	Dépôts des établissements financiers et microfinances	7 809,9	2 659,9
Correspondants à vue	241 446,5	223 189,9			
Correspondants à terme	57 053,6	76 112,6	DEPOTS DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL	170 694,5	188 051,3
Avoirs en DTS	196 111,7	183 917,8			
Provisions versées pour crédocs	4 768,5	7 285,1	Dépôts de l'administration centrale en bif	69 923,9	99 243,6
Quote part au FMI	183 446,4	173 204,3	Dépôts de l'administration centrale	82 442,8	71 635,0
			Dépôts des admin.locales, des organ. Publics		
CREANCES SUR L'ETAT	396 574,3	448 063,6	et des agences gouvernementales	18 327,8	17 172,7
Avances ordinaires	-	55 186,9	DEPOTS DIVERS	9 568,7	11 612,8
Dettes extraordinaires	289 290,0	285 592,4			
Avance spéciale/allocation de DTS	107 284,3	107 284,3	Dépôts à l'importation	7 533,0	9 222,6
			Autres Engagements	2 035,7	2 390,2
CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS	-	2 000,0	ENGAGEMENTS ENVERS LE FMI	575 949,3	542 504,8
Créances sur les banques commerciales	-	-	FMI-FRPC/FEC	217 420,8	203 993,4
Créances sur les établissements financiers	-	2 000,0	Compte FMI n° 1	7 903,2	7 903,2
Créances sur les banques en liquidation	887,8	887,8	Allocation des DTS	175 940,5	166 117,5
Provision pour dépréciation des prêts	- 887,8	- 887,8	Comptes titres FMI	171 770,7	175 602,6
			Comptes d'ajustement de valeur	2 914,1	- 11 111,9
TITRES DE PARTICIPATION	-	-	ENGAGEMENTS EXTERIEURS	3 119,3	2 441,8
Participation Exploitation Port de Bujumbura	9,4	9,4	Dépôts des non résidents en BIF	2 393,1	2 135,5
Participation S.I.P.	20,0	20,0	Dépôts des non résidents en monnaies étrangères	557,8	270,2
Dépréciation des titres de participation	- 29,4	- 29,4	Dépôts des résidents	-	-
AUTRES ACTIFS	16 702,2	32 546,9	Valeurs à payer en devises	168,4	36,1
Achat d'or aux producteurs	-	6 488,6	AUTRES PASSIFS	8 183,2	8 546,9
Acomptes sur commandes	845,9	3 491,0	Provisions	4 247,6	4 108,7
Comptes suspens	112,8	261,7	Valeurs à payer à vue	2 959,9	3 468,6
Provisions pour créances douteuses	- 1 239,9	- 1 272,4	Créditeurs divers	962,1	960,2
Autres créances	16 983,4	23 578,0	Subventions reçues	13,6	9,4
			FONDS PROPRES	50 860,6	89 739,5
IMMOBILISATIONS	11 454,4	43 884,9	Capital social	11 000,0	11 000,0
			Fonds de réserves générales	37 997,1	37 997,1
			Réserves spéciales	5 672,1	1 863,6
			Réserves au titre de l'écart de change	9 578,8	-
			Résultat à affecter	- 13 387,4	7 547,5
			Réserves au titre de la réévaluation des immobilisations corporelles	-	31 331,3
TOTAL	1 120 580,1	1 198 932,8	TOTAL	1 120 580,1	1 198 932,8

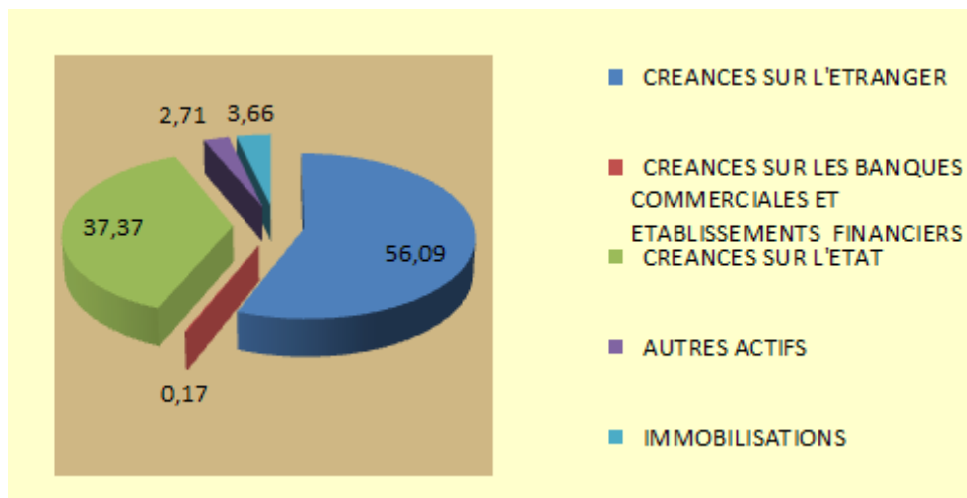
Source : BRB

IV.2.1.1. Actif

L'augmentation de l'actif a principalement concerné les créances sur l'Etat (51.489,3 MBIF), les autres actifs (15.844,7 MBIF) et les immobilisations (32.430,5 MBIF), les créances sur l'étranger s'étant contractées de 23.411,9 MBIF.

Les parts des créances sur l'étranger (56,1 p.c.) et des créances sur l'Etat (37,4 p.c.) dans l'ensemble des actifs sont demeurées élevées. Celles des immobilisations et des autres actifs se sont fixées à 3,7 et 2,7 p.c., respectivement.

Graphique 19: Répartition des postes de l'actif



IV.2.1.1.1. Créances sur l'étranger

Revenant de 695.849,3 à 672.437,4 MBIF, d'une fin d'année à l'autre, les créances sur l'étranger ont diminué de 23.411,9 MBIF, soit -3,4 p.c. Cette contraction a concerné les avoirs extérieurs (-11.374,8 MBIF), les encaisses en monnaies étrangères (-4.311,6 MBIF) et la quote-part au FMI (-10.242,0 MBIF). En revanche, les provisions pour crédits documentaires ont progressé de 2.516,6 MBIF.

Exprimées en dollars américains, les réserves de changes ont légèrement diminué de 4,4 p.c., revenant de 448,2 à 428,3 millions. La baisse des réserves de change s'explique par la compression des financements extérieurs.

A. Avoirs extérieurs

D'une fin d'année à l'autre, les avoirs extérieurs (485.022,3 contre 496.397,1 MBIF) se sont repliés de 11.374,8 MBIF, soit -2,3 p.c. Cette diminution a concerné principalement les avoirs à vue (-18.256,6 MBIF) et les avoirs en DTS (-12.194,0 MBIF), les placements à terme (19.058,9 MBIF) ayant augmenté.

B. Quote-part au FMI

La quote-part du Burundi (77.000.000 DTS) dans le capital du FMI exprimée en BIF a diminué de 10.242,0 MBIF suite à la dépréciation du DTS par rapport au BIF.

IV.2.1.1.2. Créances sur l'Etat

D'une fin d'année à l'autre, l'endettement brut du Trésor envers la Banque Centrale s'est accru de 51.489,3 MBIF, soit 13,0 p.c., suite aux avances ordinaires (55.186,9 MBIF) qui ont été légèrement atténuées par le remboursement de la dette extraordinaire (-3.697,6 MBIF).

IV.2.1.1.3. Créances sur les banques commerciales et les établissements financiers

Les créances sur les banques commerciales ont enregistré un solde nul suite à l'abondance de liquidité observé au cours de l'année. Par contre, les créances sur les établissements financiers se sont fixées à 2.000, 0 MBIF.

IV.2.1.1.4. Titres de participation

Les titres de participation que la Banque détenait sur l'Exploitation du Port de Bujumbura (EPB) et la Société Immobilière Publique (SIP) affichent un solde nul, leurs montants ayant été entièrement provisionnés.

IV.2.1.1.5. Autres actifs

S'établissant à 32.546,9 MBIF en décembre 2014 contre 16.702,2 MBIF à fin décembre 2013, les autres actifs ont enregistré une augmentation de 15.844,7 MBIF soit 94,9 p.c. Cette progression a porté principalement sur les achats d'or aux producteurs (6.488,6 MBIF), les autres créances (6.594,6 MBIF) et les acomptes sur commandes (2.645,1 MBIF).

IV.2.1.1.6. Immobilisations

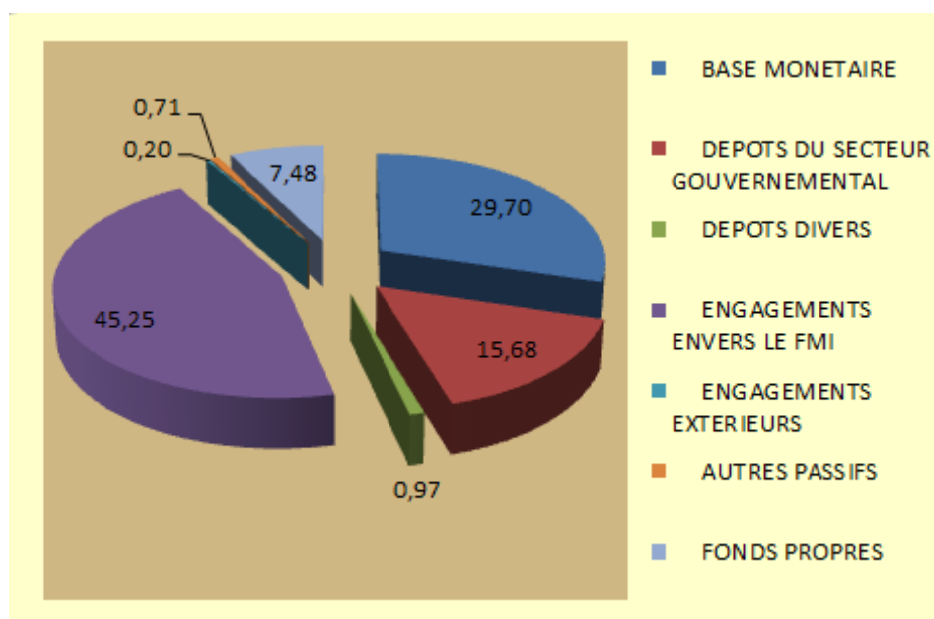
La valeur des immobilisations a sensiblement augmenté de 32.430,5 MBIF suite à la réévaluation des immobilisations corporelles (30.214,7 MBIF) intervenue au mois d'avril 2014.

IV.2.1.2. PASSIF

A l'exception des engagements envers le FMI (-33.444,5 MBIF) et des engagements extérieurs (-677,5 MBIF) qui ont diminué, les autres composantes du passif se sont inscrites en hausse à hauteur de 53.831,3 MBIF pour la base monétaire, de 17.356,8 MBIF pour les dépôts du secteur gouvernemental, de 38.878,9 MBIF pour les des fonds propres, de 363,7 MBIF pour les autres passifs et de 2.044,1 MBIF pour les dépôts divers.

A la fin de l'année sous revue, les postes du passif qui représentent une part importante sont les engagements envers le FMI (45,2 p.c.), la base monétaire (29,7 p.c.) et les dépôts du secteur gouvernemental (15,7 p.c.).

Graphique 20: Répartition des postes du passif



IV.2.1.2.1. Base monétaire

A fin décembre 2014, la base monétaire au sens strict a augmenté de 53.831,3 MBIF par rapport à décembre 2013, passant de 302.204,4 à 356.035,7 MBIF. Cet accroissement est imputable à la hausse du volume des billets et pièces en circulation (21.596,7 MBIF) et des dépôts des banques commerciales (37.384,5 MBIF) partiellement contrebalancée par la baisse des dépôts des établissements financiers et des micro finances (-5.150,0 MBIF).

Tableau 47: Evolution de la base monétaire (en MBIF).

	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
Billets et pièces en circulation	155 835,1	170 106,0	198 246,9	211 683,7	233 280,4
Dépôts du secteur bancaire	55 439,2	34 902,5	46 679,9	82 710,9	120 095,4
Dépôts des établissements financiers et microfinances	1 416,5	680,3	25 350,2	7 809,8	2 659,9
TOTAL	212 690,8	205 688,8	270 277,0	302 204,4	356 035,7

Source : BRB

IV.2.1.2.2. Dépôts du secteur gouvernemental

Les dépôts du secteur gouvernemental (188.051,3 contre 170.694,5 MBIF) ont progressé de 17.356,8 MBIF, soit 10,2 p.c., suite à l'accroissement des dépôts de l'administration centrale en BIF (29.319,7 MBIF) qui a contrebalancé la baisse des autres dépôts du secteur public (-1.155,1 MBIF) et des dépôts en devises de l'administration centrale (-10.807,9 MBIF).

IV.2.1.2.3. Dépôts divers

Les dépôts divers (11.612,8 contre 9.568,7 MBIF) ont progressé de 2.044,1 MBIF, suite à l'accroissement des dépôts à l'importation (1.689,6 MBIF) et des autres engagements (354,6 MBIF).

IV.2.1.2.4. Engagements envers le Fonds Monétaire International

Les engagements envers le Fonds Monétaire International se sont contractés de 33.444,5 MBIF, suite principalement à la baisse du compte FMI-FRPC (-13.427,4 MBIF), des allocations de DTS (-9.823,0 MBIF) et du compte d'ajustement de valeur (-14.026,0 MBIF). La diminution des rubriques ci-dessus s'explique par la dépréciation du DTS par rapport au BIF. Pour leur part, les comptes titres FMI se sont accrus de 3.831,9 MBIF.

IV.2.1.2.5. Engagements extérieurs

D'une fin d'année à l'autre, les engagements extérieurs ont diminué de 677,5 MBIF en rapport avec la régression des dépôts des non-résidents en monnaies étrangères (-287,6 MBIF), des valeurs à payer en devises (-132,3 MBIF) et des dépôts des non-résidents en BIF (-257,6 MBIF).

IV.2.1.2.6. Autres passifs

Passant de 8.183,2 à 8.546,9 MBIF, les autres passifs ont augmenté de 363,7 MBIF, soit 4,4 p.c., suite à la hausse des valeurs à payer à vue en BIF (508,6 MBIF) qui a été partiellement atténuée par la baisse des provisions (-138,9 MBIF).

IV.2.1.2.7. Fonds propres

D'une fin d'année à l'autre, les fonds propres de la Banque se sont accrus de 38.878,9 MBIF, passant de 50.860,6 à 89.739,5 MBIF. Cette augmentation est liée à la hausse du résultat de l'exercice (7.547,5 contre -13.387,4 MBIF) et aux réserves au titre de la réévaluation des immobilisations (+31.331,3 MBIF) qui a dépassé la baisse des réserves au titre de l'écart de change (-9.578,8 MBIF) et des réserves spéciales (-3.808,5 MBIF).

IV.2.2. COMPTES DE RESULTAT

Au terme de l'exercice 2014, la Banque a réalisé un bénéfice de 7.547,5 MBIF. Ce résultat est imputable à l'excédent des produits d'exploitation sur les charges d'exploitation (429,4 MBIF) ainsi qu'aux gains sur les fluctuations des cours de change (7.118,1 MBIF).

Tableau 48: Comptes de résultat (en MBIF)

	31/12/2013	31/12/2014
Intérêts perçus	17 195,1	17 062,5
Intérêts payés	164,2	184,4
Intérêts nets	17 030,9	16 878,1
Frais et commissions nets	329,3	285,2
Produits nets sur opérations de change	3 696,0	4 489,8
Gain sur fluctuation des cours de change	2,0	3,0
Autres produits d'exploitation	576,5	1 531,7
Produits nets avant les charges d'exploitation et résultat sur fluctuation de change	21 632,7	23 184,8
Charges d'exploitation	20 031,8	22 755,4
Résultat brut d'exploitation	3 326,0	3 327,0
Gains/Pertes sur fluctuation des cours de change	- 14 988,3	7 118,1
Bénéfice de l'exercice	- 13 387,4	7 547,5

Source: BRB

D'une fin d'année à l'autre, l'accroissement des produits d'exploitation (23.184,8 contre 21.632,7 MBIF) est lié principalement à la hausse des produits nets sur opérations de change (793,8 MBIF) et des autres produits d'exploitation (955,2 MBIF), les intérêts nets s'étant contractés de 152,8 MBIF.

La baisse des intérêts nets s'explique en partie par la suspension, en 2014, du paiement des intérêts sur le crédit spécial allocations de DTS et par la contraction des intérêts sur placements en monnaies étrangères.

Au cours de l'exercice sous revu, les charges d'exploitation de la Banque se sont accrues de 13,6 p.c., passant de 20.031,8 à 22.755,4 MBIF.

Cet accroissement a concerné principalement les frais de fabrication des billets et pièces (1.819,1 MBIF), les frais du personnel (1.845,6 MBIF) et les dotations aux amortissements (510,4 MBIF), les dotations aux provisions pour risques divers ayant baissé de 1.188,3 MBIF.



RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

AUX MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République du Burundi (BRB), comprenant l'état de la situation financière au 31 décembre 2014, et l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité du Comité de Direction pour les états financiers

Le Comité de Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, et aux exigences de la loi N° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers exemptés d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles de déontologie et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de l'évaluation du risque que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de la Banque relatif à la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de la Banque. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité de Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque de la République du Burundi (BRB) au 31 décembre 2014, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) applicables aux opérations de la Banque et à la loi N°1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi.



Grant Thornton

RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI (SUITE)

AUX MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

Observations

Sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur les créances de l'État envers la Banque. Comme décrite à la note 13 des états financiers, les créances sur l'État au 31 décembre 2014 s'élevaient à BIF 448,063,605,000 et sont constituées de la « dette extraordinaire de l'État », du « crédit spécial », des « avances ordinaires 2012 consolidées » et des avances ordinaires accordées à l'État durant l'exercice 2014.

Durant l'exercice 2013, l'État n'avait pu honorer ses engagements envers la Banque sur le « crédit spécial » et les « avances ordinaires 2012 consolidées » et ces dettes ont été ainsi rééchelonnées au mois de janvier 2014 en rallongeant le délai de remboursement et ceci en accord avec des nouvelles conventions signées entre la Banque et le Ministère des Finances.

En fait, les « avances ordinaires 2012 consolidées » ont été rééchelonnées deux fois, soit en janvier 2013 et janvier 2014 respectivement alors que le crédit spécial a été rééchelonné une première fois en janvier 2014.

Les remboursements sur le crédit spécial et les « avances ordinaires 2012 consolidées » ont repris en janvier 2015 en accord avec les conventions signées entre la Banque et le Ministère des Finances.

Cependant, durant l'exercice 2014, suite aux tarissements des appuis budgétaires, la Banque a régulièrement accordé des avances à l'État pour aboutir à un montant total de BIF 55,186,913,879 à la fin de l'exercice 2014. Au 3 mars 2015, ces avances atteignaient BIF 74,601,096,600. La Banque n'a pu fixer un plafond avec l'État et un délai de remboursement dû à l'incertitude des appuis budgétaires pour l'exercice 2015.

L'accroissement régulier des avances accordées par la Banque à l'État et l'incertitude sur le remboursement des avances ordinaires démontrent un risque de crédit potentiel.

Les états financiers au 31 décembre 2014 ne tiennent pas en compte ce risque de crédit potentiel étant donné que des nouvelles conventions ont été établies entre la Banque et l'État sur le remboursement de ces créances (crédit spécial et avances ordinaires 2012 consolidées) et que la Banque espère un remboursement partiel sur les avances ordinaires accordés durant l'exercice 2014. Cependant, si ces nouveaux échéanciers de remboursement n'étaient pas respectés, les effets sur les bénéfices et la trésorerie pourraient être significatifs.

Grant Thornton
Experts comptables

K. RAMCHURUN, FCCA
Associé

Date: 03/04/2015

EBÈNE, RÉPUBLIQUE DE MAURICE

Grant Thornton Mauritius is a member firm of Grant Thornton International Ltd (GTIL). GTIL and the member firms are not a worldwide partnership. Services are delivered by the member firms. GTIL and its member firms are not agents of, and do not obligate, one another and are not liable for one another's acts or omissions.

Please see www.gtmi.com for further details.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité	2010	2011	2012	2 013	2 014
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	13 111	7 982	20 335	19 256	11 376
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	24 236	14 228	23 845	10 769	14 923
Thé	T	8 025	8 817	9 134	9 074	10 532
Coton	T	1 672	1 860	1 623	2 238	2 457
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	HI	1 985 175	2 080 664	2 041 379	2 143 902	2 211 492
Huile de coton	Litre	26 501	43 555	47 790	38 101	18 148
Riz (1)	T	2 480	52	349	592	
Cigarettes	('000)	457 825	510 350	650 350	603 975	538 965
Farine de blé et de maïs	T					
Sucre	T	18 937	20 688	23 168	25 821	21 543
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Films en polyéthylène	Kg	1 588	-	-	-	-
Savons						
- de ménage	T	5 201	8 532	9 388	13 476	14 106
- de toilette	T	218	236	274	270	1 336
Peinture	T	543	613	681	716	822
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	-	-	-
Oxygène	M3	33 481	47 878	47 071	35 107	25 591
Acétylène	Kg					
Mousse	Matelas (3)	16 974	32 646	16 612	15 600	13 522
Casiers en plastique	Unité	393 235	322 447	592 829	322 916	877 060
V. INDUSTRIES TEXTILES ET CUIR						
Chaussures	Paire	4 128 506				
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX						
DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Tubes en PVC	Kg	143 152	174 179	65 096	100 630	95 681
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Clous	T	1 038	2 109	-	-	
Tôles ondulées	Pièces	196 826	164 894	-	-	
Profilés acier (2)	T	39	28	22	24	21
Tubes en acier	T	-	-	-	-	-
VII. AUTRES INDUSTRIES						
Papiers hygiéniques	Rouleau	1 181 056	1 045 700	-	-	

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT

	2010	2011	2012	2013	2014		
A. RECETTES ET DONS	631 243,1	678 889,4	705 729,5	841 657,8	22,2	877 040,5	20,9
1. RECETTES	393 170,0	474 526,7	550 780,0	566 995,8	14,9	663 212,0	15,8
Recettes fiscales	363 087,2	440 974,7	491 878,8	524 539,6	13,8	572 207,3	13,6
Recettes non fiscales	30 082,8	32 184,0	34 879,7	37 762,5	1,0	83 819,1	2,0
Recettes exceptionnelles	0,0	1 368,0	24 021,5	4 693,7	0,1	7 185,6	0,2
2. DONS	238 073,1	204 362,7	154 949,5	274 662,0	7,2	213 828,5	5,1
Dons courants	172 708,0	121 144,4	74 684,9	118 849,5	3,1	46 942,5	1,1
Dons en capital	65 365,1	83 218,3	80 264,6	155 812,5	4,1	166 886,1	4,0
B. DEPENSES	673 537,5	768 962,4	827 237,0	953 819,7	25,1	1 059 286,0	25,2
a. Dépenses courantes	491 942,1	554 057,0	591 980,3	689 116,6	18,1	721 597,6	17,2
Dépenses sur biens et services	325 349,2	370 948,0	385 925,2	413 726,9	10,9	434 411,0	10,3
Salaires	220 809,3	273 008,4	282 162,4	295 659,5	7,8	314 387,2	7,5
Achats de biens et autres services	104 539,9	97 939,6	103 762,8	118 067,4	3,1	120 023,8	2,9
Subventions et autres transferts	133 762,1	139 973,9	163 199,3	225 486,3	5,9	234 393,5	5,6
Paiements d'intérêts	21 983,2	32 459,0	30 408,8	29 126,3	0,8	35 765,5	0,9
Dépenses sur les fonds spéciaux	10 847,6	10 676,1	12 446,9	20 777,1	0,5	17 027,5	0,4
Autres	0,0	-	0,0	-	-	-	-
SOLDE COURANT HORS DONS	-98 772,1	-80 898,4	-65 221,8	-126 814,5	-3,3	-65 571,2	-1,6
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	139 301,0	124 832,4	113 749,2	152 541,2	4,0	155 442,9	3,7
b. Dépenses en capital	181 595,4	214 905,4	235 256,8	264 703,1	7,0	337 688,4	8,0
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-280 367,5	-294 435,7	-276 457,1	-386 823,9	-10,2	-396 074,0	-9,4
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits constatés)	-42 294,4	-90 073,0	-121 507,5	-112 161,9	-3,0	-182 245,5	-4,3
SOLDE COURANT HORS DONS	-98 772,1	-80 898,4	-65 221,8	-126 814,5	-3,3	-65 571,2	-1,6
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	139 301,0	124 832,4	113 749,2	152 541,2	4,0	155 442,9	3,7
b. Dépenses en capital	181 595,4	214 905,4	235 256,8	264 703,1	7,0	337 688,4	8,0
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-280 367,5	-294 435,7	-276 457,1	-386 823,9	-10,2	-396 074,0	-9,4
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits constatés)	-42 294,4	-90 073,0	-121 507,5	-112 161,9	-3,0	-182 245,5	-4,3
C. FINANCEMENT	42 294,4	90 073,0	121 507,5	112 161,9	3,0	182 245,5	4,3
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	89 758,8	54 036,2	100 479,5	5 906,1	0,2	58 358,6	1,4
Tirages	42 752,6	27 010,6	64 156,8	13 860,4	0,4	65 222,8	1,6
Moins les amortissements de la dette extérieu	-62 281,9	-4 559,4	-7 529,7	-7 954,3	-0,2	-6 864,2	-0,2
Variation des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	-
Allègement de la dette	109 288,1	31 584,9	43 852,4	0,0	-	0,0	-
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	39 651,7	72 722,4	34 058,1	57 240,1	1,5	155 146,4	3,7
a. Secteur bancaire	33 485,0	54 352,5	13 029,5	45 915,1	1,2	147 023,0	3,5
b. Secteur non bancaire	6 166,7	18 369,9	21 028,6	11 325,0	0,3	8 123,4	0,2
3. ERREURS ET OMISSIONS	-87 116,1	-36 685,6	-13 030,1	49 015,7	1,3	-31 259,5	-0,7
PIB au prix du marché	2 565 465,3	2 849 690,3	3 357 160,2	3 798 611,4		4 206 158,6	

Source : BRB et MFPDE

ANNEXE 3 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER (en MBIF)

	Encours fin 2013	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2014
A. DETTE DIRECTE	613 116,3	67 359,2	-18 603,8	7 718,0	5 330,5	654 153,6
AID	270 249,52	0,00	-12 269,16	2 791,87	1 561,51	255 188,5
BAD	1 216,61	0,00	-55,75	-	-	1 160,9
BADEA	38 041,23	5 932,57	221,71	1 066,12	-	43 129,4
FAD	40 950,43	4 253,61	-2 074,00	410,08	407,63	42 720,0
FIDA	82 732,40	692,16	-3 825,92	-	-	79 598,6
FOND KOWEITIEN	35 214,51	-	-1 027,74	-	176,90	34 186,8
FONDS SAOUDIEN	34 070,09	21 753,48	-297,33	-	499,67	55 526,2
OPEP	66 074,05	32 437,88	468,90	3 449,98	1 441,75	95 530,9
AUTRES	44 567,43	2 289,47	255,48	-	1 243,06	47 112,4
B. DETTE RETROCEDEE	2 591,3	0,0	-14,2	167,1	34,9	2 410,1
FONDS ABU DHABI	2 591,34	-	-14,19	167,08	34,94	2 410,1
TOTAL	615 707,6	67 359,2	-18 618,0	7 885,1	5 365,5	656 563,7

Source: Ministère des finances

ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEURS (Encours en fin d'année, en MBIF)

	Encours fin 2013	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2014
I. DETTE DIRECTE	613 116,3	67 359,2	-18 603,8	7 718,0	5 330,5	654 153,6
A. Equipements publics	255 427,3	49 242,5	-6 648,4	2 281,9	2 366,0	295 739,5
1. Transport	211 420,1	49 242,5	-4 652,1	1 722,5	2 160,7	254 287,9
dont: Routes	211 420,1	49 242,5	-4 652,1	1 722,5	2 160,7	254 287,9
2. Infrastructures urbaines	44 007,2	-	-1 996,2	559,4	205,3	41 451,6
B. Secteurs productifs	110 961,4	6 400,9	-2 883,3	410,1	1 431,9	114 068,9
Agriculture et Elevage	74 107,4	4 111,4	-3 096,0	410,1	188,8	74 712,6
Mines et Energie	36 854,1	2 289,5	212,7	-	1 243,1	39 356,2
C. Secteur social	57 812,4	-	-2 600,4	994,0	359,2	54 218,0
1. Education	-	-	0,0	-	-	-
2. Santé	57 812,4	-	-2 600,4	994,0	359,2	54 218,0
D. Divers	188 915,1	11 715,8	-6 471,7	4 032,1	1 173,4	190 127,2
Etudes des projets	1 473,9	-	-67,4	3,2	1,1	1 403,3
Autres	187 441,2	11 715,8	-6 404,3	4 028,9	1 172,3	188 723,9
II. DETTE RETROCEDEE	2 591,3	-	-14,2	167,1	34,9	2 410,1
B. Secteurs productifs	2 591,3	-	-14,2	167,1	34,9	2 410,1
Agro-Industrie	2 591,3	-	-14,2	167,1	34,9	2 410,1
TOTAL	615 707,6	67 359,2	-13 057,5	7 885,1	5 365,5	656 563,7

Source : MFPDE.

ANNEXE 5: Evolution des réserves internationales (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
B.R.B.	141 613,6	82 294,0	66 928,9	118 133,8	128 675,9
Avoirs extérieurs	418 272,2	412 743,8	485 025,5	501 323,5	501 214,7
Or	1 678,2	2 045,5	2 482,1	1 943,7	1 802,0
DTS	139 030,6	164 634,5	199 698,5	182 851,4	183 917,8
Tranche de réserve FMI	686,7	750,6	856,0	858,2	810,4
Devises	268 109,8	235 199,3	274 465,8	309 703,3	306 201,0
Autres créances	8 766,9	10 113,9	7 523,1	5 966,9	8 483,5
- Engagements extérieurs	276 658,6	330 449,8	418 096,6	383 189,7	372 538,8
BANQUES COMMERCIALES	112 437,4	123 231,6	129 708,8	111 622,3	51 849,4
- Avoirs extérieurs	162 923,0	173 267,6	192 680,5	201 411,2	199 601,2
- Engagements extérieurs	50 485,6	50 036,0	62 971,7	89 788,9	147 751,8
TOTAL	254 051,0	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3

Source: BRB

ANNEXE 6 : BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS EXTERIEURS NETS	141 613,6	82 294,0	66 928,9	118 133,8	128 675,9
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	150 905,3	211 644,8	285 507,4	229 474,0	263 591,1
- Secteur gouvernemental net	150 921,5	211 661,0	285 691,0	235 078,7	269 005,7
- Fonds d'égalisation	16,2	16,2	183,6	5 604,7	5 414,6
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	-	25 301,3	-	-	2 000,0
CREANCES SUR LES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE	5 970,6	7 467,2	9 039,4	11 040,0	13 012,5
AUTRES POSTES NETS	-35 439,9	-51 768,1	-18 691,1	4 581,5	47 202,2
AVOIRS = ENGAGEMENTS	263 069,6	274 959,2	342 804,6	363 249,3	454 501,7
BASE MONETAIRE	211 638,8	211 326,1	267 286,1	306 586,1	355 001,0
- Circulation fiduciaire	155 835,2	170 106,0	198 246,9	211 683,7	227 340,9
- Dépôts du secteur bancaire	47 450,5	34 979,7	39 879,9	82 710,8	120 095,4
- Dépôts des établissements financiers	1 428,0	278,0	2 827,5	2 674,0	1 624,7
- Dépôts des sociétés à participation publique	3 735,6	5 041,5	3 234,3	3 566,2	3 555,9
- Autres engagements à vue	3 189,5	920,9	23 097,5	5 951,4	2 384,1
DEPOTS A L'IMPORTATION	10 515,6	12 302,2	15 658,2	7 533,0	9 222,6
FONDS PROPRES	40 915,2	51 330,9	59 860,3	49 130,2	90 278,1

Source: BRB

ANNEXE 7 : Bilan monétaire des banques commerciales (en MBIF)					
	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014
AVOIRS EXTERIEURS NETS	112 437,4	123 230,5	129 707,5	111 622,3	51 849,4
RESERVES	64 325,8	42 442,4	70 772,4	107 189,0	146 489,8
- Caisse	16 732,2	16 892,3	24 388,5	24 198,0	27 525,7
- Dépôts à la BRB en Fbu	38 979,6	18 575,2	28 968,0	68 620,5	105 053,6
- Dépôts à la BRB en ME	8 614,0	6 974,9	17 415,9	14 370,5	13 910,5
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	143,8	149,6	143,8	143,8	143,9
CREDIT INTERIEUR	437 133,1	530 800,1	572 464,2	660 313,0	794 633,5
- Créances nettes sur l'Etat	53 971,9	16 740,5	-10 225,6	39 894,0	118 662,5
- Créances nettes sur les Ag.gouv.	-5 456,4	-6 981,8	-9 660,5	-9 056,5	-9 410,5
- Créances sur les Ad.loc.	599,4	1 021,9	1 057,9	2 469,2	3 449,3
- Créances sur les sociétés à participation publique	8 662,2	3 989,9	6 830,8	8 510,4	10 820,5
- Créances sur le secteur privé	379 356,0	516 029,6	584 461,6	618 495,9	671 111,7
REPRISE DE LIQUIDITE	6 000,0	0,0	6 800,0	0,0	0,0
AUTRES POSTES NETS	23 110,8	26 194,0	42 524,4	43 863,2	46 706,3
AVOIRS = ENGAGEMENTS	643 150,9	722 816,6	822 412,3	923 131,3	1 039 822,9
CREDIT DE LA BANQUE CENTRALE	0,0	23 887,6	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS ENVERS LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	1 658,8	800,1	2 231,0	1 876,5	1 899,5
DEPOTS A VUE (1)	379 910,3	367 981,4	440 015,9	490 849,0	572 700,7
DEPOTS A TERME ET D'EPARGNE (1)	143 705,4	183 253,2	195 549,0	229 200,8	248 827,9
SOLDE NET DES TRANSACTIONS INTERBANCAIRES	113,8	608,8	3 928,1	-57,3	-2 245,3
FONDS PROPRES	117 762,6	146 285,5	180 688,3	201 262,3	218 640,1

(1): Y compris les dépôts en devises

Source: BRB

ANNEXE 8 : SITUATION MONETAIRE (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS EXTERIEURS NETS	254 051,0	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3
- Avoirs extérieurs	581 195,2	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 815,9
- Engagements extérieurs	327 144,2	380 485,8	481 068,3	472 978,6	520 290,6
CREDIT INTERIEUR	641 171,8	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8
- Créances nettes sur l'Etat	210 778,6	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0
- Créances sur l'économie	430 393,2	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8
ACTIF = PASSIF	895 222,8	1 004 244,8	1 116 723,8	1 202 058,4	1 316 399,1
MASSE MONETAIRE M3	564 680,3	619 259,7	751 669,5	906 101,6	1 045 336,7
MASSE MONETAIRE M2	597 009,8	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880 206,6
- Monnaie	452 862,4	457 579,0	513 546,9	575 983,9	637 652,2
- Quasi-Monnaie	144 147,4	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 554,4
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	-32 329,5	-17 140,3	43 616,5	104 373,3	165 130,1
DIVERS (net)	330 542,5	384 985,1	365 054,3	295 956,8	271 062,4

Source: BRB

ANNEXE 9 : SITUATION CONSOLIDEE DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
RESERVES	2 353,3	1 069,2	2 984,8	1 535,5	2 724,3
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	450,0	-	2 200,0	200,0	2 067,2
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	876,6	850,2	836,6	-	-
CREANCES NETTES SUR LES AG. GOUV.	142,9	261,8	693,3	609,8	-
CREANCES SUR L'ECONOMIE	47 506,9	57 418,7	60 089,2	74 043,8	88 066,3
-créances sur les sociétés à participation publi	920,6	967,6	838,4	603,8	596,9
-créances sur le secteur privé	46 586,3	56 451,1	59 250,8	73 440,0	87 469,4
AUTRES POSTES NETS	842,6	503,4	380,4	1 663,0	2 866,4
AVOIRS = ENGAGEMENTS	52 172,3	60 103,3	67 184,3	78 052,1	95 724,2
ENGAGEMENTS ENVERS LE SECTEUR BANCAIRE	68,6	5,7	-	-	2 500,0
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE ETABL.FINANCIERS	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	17 581,0	14 468,3	16 141,5	16 345,6	18 333,4
DEPOTS ET EMPRUNTS	13 351,3	20 408,2	22 757,7	28 440,7	36 328,4
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A L.T.	1 350,2	1 087,9	812,8	331,2	331,2
FONDS PROPRES	19 832,2	24 144,2	27 483,3	32 945,6	38 242,2

Source: BRB

ANNEXE 10: situation consolidée du secteur bancaire (en MBIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
AVOIRS EXTERIEURS NETS	252 700,8	204 437,7	195 824,9	229 424,9	180 261,3
-Avoirs bruts	581 195,2	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 883,1
-Engagements bruts à C.T.	328 494,4	381 573,7	481 881,1	473 309,8	520 621,8
CREDIT INTERIEUR	689 655,4	857 294,6	982 400,2	1 048 728,9	1 224 339,1
-Créances nettes sur l'Etat	211 660,0	233 197,7	278 237,7	275 090,1	383 851,2
-Créances sur l'économie	477 995,4	624 096,9	704 162,5	773 638,8	840 487,9
RESSOURCES = EMPLOIS	942 356,2	1 061 732,3	1 178 225,1	1 278 153,8	1 404 600,4
ENGAGEMENTS EXIGIBLES	700 927,9	747 209,1	880 289,1	969 930,9	1 083 973,9
- Circulation fiduciaire hors du système financier	139 095,7	153 200,2	173 866,6	187 470,9	199 806,0
- Dépôts à vue	313 759,0	304 364,7	339 675,3	388 496,8	437 836,1
- Quasi-monnaie	144 147,4	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 554,4
- Engagements des établissements financiers	14 305,8	21 690,8	24 202,9	30 419,2	38 647,3
- Dépôts en devises des résidents	89 620,0	89 132,4	148 038,2	137 799,6	165 130,1
DEPOTS A L'IMPORTATION	10 515,6	12 302,2	15 658,2	7 533,0	9 222,6
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	17 553,2	14 468,3	16 141,5	16 345,6	18 333,4
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE INSTITUTIONS FINANCIERES	-2 292,0	7 042,3	-7 479,9	-2 195,0	-5 447,9
FONDS PROPRES	178 510,0	221 760,6	268 031,9	283 338,1	347 160,4
AUTRES POSTES NETS	37 141,5	58 949,8	5 584,3	3 201,2	-48 642,0

Source : BRB

ANNEXE 11 : EVOLUTION DES CREDITS DU SYSTEME BANCAIRE (en MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
2011													
I. CREDITS A COURT TERME	279 489,5	285 331,4	292 690,3	296 676,7	312 257,4	336 782,7	352 143,6	372 284,2	378 971,3	393 460,9	398 758,3	393 088,6	340 994,6
- Mobilisation des créances commerciales	5 864,3	6 510,7	6 484,5	6 448,0	6 762,2	7 708,3	7 616,6	7 738,8	8 829,5	9 633,8	9 939,0	10 070,2	7 800,5
- Crédits à l'exportation après expédition	10 189,3	7 121,6	4 124,8	4 097,9	3 222,1	10 168,4	25 279,9	29 023,7	25 504,9	21 896,2	18 144,1	12 577,6	14 279,2
- Crédits de trésorerie	2 041,5	2 079,1	2 657,3	2 737,4	3 038,2	2 816,0	2 407,4	2 472,4	1 452,2	1 689,6	1 484,2	1 824,6	2 225,0
- Crédits de trésorerie	261 394,4	269 620,0	279 423,7	283 393,4	299 234,9	316 090,0	316 839,7	333 049,3	343 184,7	360 241,3	369 191,0	368 616,2	316 689,9
II. CREDITS A MOYEN TERME	139 852,0	146 754,7	152 959,8	156 400,4	159 880,5	162 167,8	163 409,0	161 821,8	162 239,4	161 939,1	164 617,1	156 203,5	157 353,8
- Habitat	26 224,8	27 047,3	27 774,2	27 765,7	27 786,9	28 445,4	29 890,5	30 423,8	30 484,4	30 805,1	30 078,8	29 936,7	28 888,6
- Equipement	113 627,2	119 707,4	125 185,6	128 634,7	132 093,6	133 722,4	133 518,5	131 398,0	131 755,0	131 134,0	134 538,3	126 266,8	128 465,1
III. CREDITS A LONG TERME	14 172,8	14 890,7	15 468,8	15 596,7	15 872,5	18 556,8	20 290,1	19 248,4	20 332,5	21 060,4	21 196,5	25 381,5	18 505,6
- Habitat	12 663,2	12 940,2	13 537,7	13 427,8	13 644,3	13 912,4	15 298,2	14 236,9	14 330,9	14 508,1	14 627,8	16 356,2	14 123,6
- Equipement	1 509,6	1 950,5	1 931,1	2 168,9	2 228,2	4 644,4	4 991,9	5 011,5	6 001,6	6 552,3	6 568,7	9 025,3	4 382,0
TOTAL	433 514,3	446 976,8	461 118,9	468 673,8	488 010,4	517 507,3	535 842,7	553 354,4	561 543,2	576 460,4	584 571,9	574 673,6	516 854,0
2012													
I. CREDITS A COURT TERME	385 643,4	383 571,9	396 206,9	401 092,8	423 501,9	437 694,5	438 371,1	451 210,6	447 673,9	453 529,1	453 042,5	426 720,2	424 854,9
- Mobilisation des créances commerciales	11 728,4	11 160,8	10 915,0	11 889,7	12 241,8	11 814,7	12 418,0	12 063,4	12 247,4	11 328,5	11 267,2	8 670,6	11 478,8
- Crédits à l'exportation après expédition	8 814,7	6 329,7	4 275,4	3 554,4	7 700,9	13 069,5	17 701,4	28 929,9	23 044,8	16 832,5	11 872,9	10 386,6	12 709,4
- Crédits de trésorerie	2 006,0	1 756,0	2 298,4	1 677,1	2 465,4	3 244,8	3 522,7	3 147,1	2 443,3	3 394,8	2 605,2	2 652,5	2 601,1
- Crédits de trésorerie	363 094,3	364 325,4	378 718,1	383 971,6	401 093,8	409 565,5	404 729,0	407 070,2	409 938,4	421 973,3	427 297,2	405 010,5	398 065,6
II. CREDITS A MOYEN TERME	159 722,8	162 863,0	163 489,6	164 893,0	168 003,1	178 588,6	178 026,7	179 234,6	176 862,7	177 072,1	178 168,4	183 714,2	172 553,2
- Habitat	30 415,0	29 688,8	30 552,4	30 886,3	31 031,0	32 286,1	31 725,3	32 549,1	32 547,9	32 421,1	33 176,2	32 498,1	31 648,1
- Equipement	129 307,8	133 174,2	132 937,2	134 006,7	136 972,1	146 302,5	146 301,4	146 685,5	144 314,8	144 651,0	144 992,2	151 216,1	140 905,1
III. CREDITS A LONG TERME	28 089,4	28 007,8	28 816,5	28 873,9	29 752,0	28 701,4	28 982,4	31 516,1	31 626,5	32 327,9	32 493,2	38 161,9	30 612,4
- Habitat	16 245,2	16 202,8	15 216,3	15 273,0	15 469,5	15 309,8	15 381,8	15 918,4	15 839,6	15 979,8	16 220,3	16 420,8	15 789,8
- Equipement	11 844,2	11 805,0	13 600,2	13 600,9	14 282,5	13 391,6	13 600,6	15 597,7	15 786,9	16 348,1	16 272,9	21 741,1	14 822,6
TOTAL	573 455,6	574 442,7	588 513,0	594 859,7	621 257,0	644 984,5	645 380,2	661 961,3	656 163,1	662 929,1	663 704,1	648 596,3	628 020,6
2013													
I. CREDITS A COURT TERME	433 637,2	438 635,1	456 069,3	448 710,9	451 293,7	455 622,4	440 181,8	446 288,7	454 973,5	445 582,5	443 676,0	434 214,7	445 740,5
- Mobilisation des créances commerciales	8 486,1	8 362,9	8 387,9	9 901,2	9 649,1	9 775,8	9 798,5	10 186,2	10 368,3	10 325,5	31 152,8	27 883,9	12 856,5
- Crédits à l'exportation après expédition	7 702,5	6 931,1	4 756,3	4 460,8	2 951,5	2 280,5	4 954,0	7 259,2	10 040,7	8 334,1	7 732,5	6 959,1	6 196,9
- Crédits de trésorerie	3 022,8	3 183,3	3 363,9	3 380,1	3 297,8	3 173,9	3 021,5	3 298,3	3 400,7	2 815,9	2 608,4	3 893,5	3 205,0
- Crédits de trésorerie	414 425,8	420 157,8	439 561,2	430 968,8	435 395,3	440 392,2	422 407,8	425 545,0	431 163,8	424 107,0	402 182,3	395 478,2	423 482,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	185 769,2	184 344,1	177 249,6	181 505,3	185 844,6	193 685,8	214 251,4	213 771,2	209 093,3	210 131,0	207 558,5	209 501,8	197 725,5
- Habitat	32 281,7	32 004,1	25 974,2	26 478,9	25 524,9	28 097,2	28 656,8	28 811,3	29 023,8	26 375,3	28 276,3	27 499,2	28 250,3
- Equipement	153 487,5	152 340,0	151 275,4	155 026,4	160 319,7	165 588,6	185 594,6	184 959,9	180 069,5	183 755,7	179 282,2	182 002,6	169 475,2
III. CREDITS A LONG TERME	38 578,5	37 250,0	43 343,6	45 920,8	42 046,3	36 007,8	42 272,4	38 903,1	51 583,4	53 253,7	53 980,9	55 315,3	44 871,3
- Habitat	16 559,8	16 745,3	23 163,3	23 321,2	23 398,1	17 596,9	17 622,5	20 067,2	23 371,6	20 877,7	19 805,4	19 923,2	20 204,4
- Equipement	22 018,7	20 504,7	20 180,3	22 599,6	18 648,2	18 410,9	24 649,9	18 835,9	28 211,8	32 376,0	34 175,5	35 392,1	24 667,0
TOTAL	657 984,9	660 229,2	676 662,5	676 137,0	679 184,6	685 316,0	696 705,6	698 963,0	715 650,2	708 967,2	705 215,4	699 031,8	688 337,3
2014													
I. CREDITS A COURT TERME	436 840,0	442 838,9	445 634,5	444 799,1	443 328,2	459 187,8	435 330,1	460 084,8	452 199,6	450 489,9	445 128,3	451 093,8	447 246,3
- Mobilisation des créances commerciales	24 652,7	27 441,5	29 163,9	29 706,8	29 348,1	29 476,4	11 392,0	11 215,3	12 049,0	13 123,3	13 482,5	14 479,8	20 460,9
- Crédits à l'exportation après expédition	4 917,4	4 616,0	3 429,7	3 442,8	6 125,6	8 897,8	17 144,1	14 401,3	9 326,8	5 299,8	2 124,4	1 179,6	6 742,1
- Crédits de trésorerie	2 491,5	2 547,5	2 473,4	2 313,6	2 862,7	2 762,2	2 940,2	3 251,5	2 205,0	3 600,4	5 206,4	5 745,1	3 200,0
- Crédits de trésorerie	404 778,4	408 233,9	410 567,5	409 335,9	404 991,8	418 051,4	403 853,8	431 216,7	428 618,8	428 466,4	424 315,0	429 689,3	416 843,2
II. CREDITS A MOYEN TERME	211 624,6	207 002,7	203 484,6	201 070,9	205 243,2	204 344,7	222 220,9	210 374,8	205 677,9	197 337,0	205 761,2	213 106,0	207 270,7
- Habitat	27 565,0	27 067,7	27 124,3	26 811,0	27 127,4	27 046,1	27 127,2	28 076,6	28 163,9	20 182,4	20 347,8	20 459,5	25 591,6
- Equipement	184 059,6	179 935,0	176 360,3	174 259,9	178 115,8	177 298,6	195 093,7	182 298,2	177 514,0	177 154,6	185 413,4	192 646,5	181 679,1
III. CREDITS A LONG TERME	54 958,2	54 958,5	53 917,7	56 999,2	59 640,5	67 780,2	84 184,6	86 451,9	91 441,2	104 091,5	107 927,3	104 548,1	77 241,6
- Habitat	19 961,0	20 374,4	20 450,2	20 539,8	21 800,5	24 685,0	21 335,9	21 664,2	22 031,6	32 212,3	32 884,7	32 849,9	24 232,5
- Equipement	34 997,2	34 584,1	33 467,5	36 459,4	37 840,0	43 095,2	62 848,7	64 787,7	69 409,6	71 879,2	75 042,6	71 698,2	53 009,1
TOTAL	703 422,8	704 800,1	703 036,8	702 869,2	708 211,9	731 312,7	741 735,6	756 911,5	749 318,7	751 918,4	758 816,8	768 747,9	731 758,5

Source: BRB

ANNE 12 : TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES
(en p.c par an)

	2010	2011	2012	2013	2014
COURT TERME	16,2	15,5	16,1	16,9	16,9
- Exportations	14,3	14,1	15,4	15,0	15,4
- Importations	16,8	12,3	11,8	18,9	15,2
- Trésorerie	16,3	15,6	16,2	17,0	17,4
- Autres	16,2	15,1	15,5	15,8	15,7
MOYEN TERME	15,2	14,9	14,7	14,9	15,7
- Habitat	16,2	15,3	15,4	15,5	16,5
- Equipement et divers	15,0	14,8	14,6	14,8	15,6
LONG TERME	12,1	14,8	14,9	15,3	15,9
- Habitat	11,1	13,3	13,2	13,8	12,4
- Equipement et divers	16,3	14,5	15,3	15,5	16,2
MOYENNE GENERALE	15,9	15,3	15,7	16,2	16,7

Source: BRB

ANNEXE 13 :TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES
(en p.c. par an)

	2010	2011	2012	2013	2014
DEPOTS A VUE (1)	5,20	6,00	5,95	5,32	5,23
COMPTES SUR LIVRETS	7,00	7,10	7,24	7,18	7,34
DEPOTS A TERME	7,80	7,90	9,77	10,20	9,91
1 mois au plus	8,10	7,40	9,64	9,87	9,33
1 an au plus	7,50	7,90	9,83	10,37	10,11
2 ans au plus	9,00	9,60	10,21	10,92	11,32
plus de 2 ans	7,30	7,00	7,70	5,44	8,54
DEPOTS A PREAVIS	6,90	8,30	-	-	-
1 mois au plus	6,90	8,40	-	-	-
1 an au plus	-	8,40	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	8,20	-	-	-
BONS DE CAISSE	8,70	10,20	11,17	10,60	10,49
1 mois au plus	9,70	10,40	11,50	11,50	11,50
1 an au plus	7,40	8,20	11,10	10,56	10,44
2 ans au plus	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-
BONS D'EPARGNE	4,70	4,00	-	-	-
MOYENNE GENERALE	7,30	7,60	8,75	8,97	8,80

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen pondéré est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source: BRB

ANNEXE 14 :IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES

V : en MBIF

Q : en T

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2010		2011		2012		2013		2014	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
02	Viandes	18	44,7	15	45,8	4	38	132	401,3	597	7070,9
03	Poissons	408	462,2	1273	1546,6	2279	2774,3	3027	3787,7	3405	3636,5
04	Produits laitiers	1091	2247,5	1767	5238,6	1826	3338,3	1632	3015,6	1495	4006,5
07	Légumes	9208	1707,8	29191	6493,5	16797	3943,4	27785	8435,5	13588	4050,8
08	Fruits	37	33,1	45	53,2	77	79,2	132	111,7	199	136,9
100110	Froment et méteil	6125	2435	16446	8783,3	27201	18374,8	47203	32764,1	59136	31558,7
1006	Riz pour la consommation	10412	8587,3	8833	6222,9	17961	13197	17734	45448,5	16084	9967,3
1101	Farine de froment	7205	3524,4	4194	2970,3	5818	5079,9	1064	956,1	10	10,8
1107	Malt	14319	12493,9	17199	16370,5	17356	19073,2	11790	14769,5	13269	15160,5
1209	Graines	16	358,3	17	549,2	11	38	27	98,7	30	234,7
1302	Sucs et extraits végétaux	31	1752,3	31	1559,6	45	2417,1	27	1676,8	29	1493,8
1507 à 15	Huiles végétales	1539	1787,6	8791	13081,8	8278	14717,5	8604	14132,5	6690	9894,9
1517	Margarine	130	373,6	162	403	147	492,5	917	2097,2	118	407,4
16	Préparations viandes et poissons	139	119,1	53	79,2	163	244,7	192	286,4	399	2548,7
17019110-9910	Sucre cristallisé	13564	15257,7	9825	12369,5	11036	16288,2	10172	11324,2	10642	13750,7
190110	Préparations pour l'alimentation des er	21	99,2	86	286,5	139	276,2	97	497,2	47	265,6
1902	Pâtes alimentaires	3134	150,9	127	126,2	520	423,7	557	650,8	719	698,2
190530	Biscuits	543	499,4	923	875,5	1021	1157,1	1105	1509,4	1275	1685,9
20	Préparations légumes et fruits	1908	1448,7	2440	2160,4	2615	3227,5	2588	3959,1	2746	3822,2
21	Préparations alimentaires diverses	995	2025,9	886	3167,3	1247	3647	1572	6381,1	1592	8895,7
2203	Bières	1741	1805	4087	3677,3	5457	5171,9	3013	3528	5094	5862,1
2204	Vins	164	439	545	1062,5	412	1037,4	414	1359	248	824,9
2205	Vermouths	31	25	57	147,1	12	30,2	7	28,1	1	5
2207 à 08	Boissons spiritueuses	1534	1299,7	451	1053	2519	3125,2	2389	3458,1	141	379,8
2401	Tabacs	557	2065,6	524	2280,8	691	3674,6	802	4844,5	451	3187,6
2501	Sel	10678	1876,4	23896	4496,1	24058	3981,7	26918	4001,8	28128	4648,3
252329	Ciment portland	156989	45101	142364	40338,6	112515	36543	96222	25907,3	107773	27930,3
27100012	Essence d'avion et kérosène	4576	5289,4	3309	5363,6	9548	7091,9	7785	16297,3	3993	7971,1
27100014	Essence pour moteurs	37169	46166,6	38426	78512,9	48811	99736,6	46994	102081,3	51179	107876,2
27100022	Pétrole lampant	2842	3513,8	5817	8705,9	2278	5141,3	2533	5304,9	1258	2528,7
27100031	Gas oil et Fuel oil	49247	61041,5	65299	101907,5	49281	99403	57648	112505,7	65546	122494,3
27100033	Huiles de graissage et lubrifiants	4080	5115,3	7575	8268,3	5303	8295,4	16575	29983,8	9776	16693,5
2714 à 15	Asphaltes et mélanges bitumineux	2645	3365,3	9656	26395,5	2491	9423,1	2979	4346,2	3231	6929,9
28	Produits chimiques inorganiques	2993	2473,6	4422	3774,9	6510	5900,4	6650	6288	5408	5491,2
29	Produits chimiques organiques	592	1620,7	442	3140,9	487	2282,1	793	3854,9	468	1756,4
30	Produits pharmaceutiques	3962	49498,8	3166	64859,3	3589	74935,3	4217	89972,7	4700	102096,6
31	Engrais	10114	7657,1	16782	13223,4	15894	16280,2	28815	34094,5	33437	34988,9
32	Matières colorantes	2468	3737,1	3023	5752,1	3282	7441,7	2833	7338,7	3525	9120,1
33	Produits de parfumerie	1323	5659,4	1973	6912,3	2101	8750,5	2840	13338	2462	12219
3401 à 3405	Savons et produits d'entretien	1649	2145,9	2059	2975,7	2143	3872,8	2718	5354	2392	4606,6
3605	Allumettes	32	25,1	55	68,6	96	152,8	70	79,6	32	32,6
37	Produits photographiques et cinématogr	36	118,4	19	101,4	33	176,3	64	778,7	13	38,6
380810	Insecticides	31	124,1	-	-	1	0,3	7	2	-	-
380840	Désinfectants	13	45,8	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Matières plastiques	5806	11593	7249	16930,1	9027	23063,7	10773	31303,7	10614	25614,3
4011- 4013	Chambres à air et pneumatiques	1872	6552,3	1998	8395,8	1933	10325,5	2137	10810,5	2085	11586,8
40	Autres ouvrages en caoutchouc	136	789,4	664	1637,7	262	2910,6	136	1348	689	5179,2
42	Ouvrages en cuir	272	307,7	357	516,7	199	456,4	316	966,4	296	2325,5
44	Bois et ouvrages en bois	2371	2071,7	4343	4713,2	2359	2614,2	3755	4641	4769	4546,8
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	5027	8912,9	6216	13238,6	7591	17226,6	8535	17805,1	6999	16971,6
49	Livres, imprimés et images	540	5732,2	890	6515,7	1206	18482,4	831	10072,4	756	8253,6
5202	Tissus de rayonne (synthétiques continus)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5206 à 12	Fils de coton conditionnés pour la vent	282	613,6	94	349,8	158	751,5	183	999,2	171	1113,1
5407 à 08	Tissus de coton	111	184,3	263	817,4	164	506,9	258	998,2	46	211
5512 à 16	Fibranne (synthétiques discontinus)	845	3510,6	989	2692,5	1010	3022,7	548	2051	292	1075,6
5903	Tissus imprégnés d'autres matières pla	1	17,1	13	155,8	10	97,3	14	66,7	7	15,4
61	Vêtements et accessoires du vêtement	634	895,6	1087	4278,9	870	4100,9	636	4373,2	631	8803,9
62	Vêtements et accessoires du vêtement	353	3028,9	1095	1970,8	534	6829,8	844	8700,1	1030	3990,2
6308 à 10	Frèperie	3913	3651,5	6172	6603,6	8372	8938,1	8055	9153,4	10780	12214,9
64	Chaussures	1519	3724,1	2532	8012,7	1878	3429,1	2272	6420,8	2315	9643,8
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	1239	2078,9	3774	7236,8	2293	3535,8	435	1091,8	732	790
69	Produits céramiques	8966	4501,5	12123	7281,7	10925	8082,9	9151	5767	9456	6891,3
701098	Bouteilles	3202	2560,3	9318	7135,7	9991	8455,8	12240	11803,6	6074	5638,4
70	Autres articles en verre	2042	1671,8	6296	3043,9	2667	3267	3067	2810,9	4469	4371,1
72	Fonte, fer et acier	28669	33048,8	35353	48086,3	33699	50035,8	36636	47656	38179	56501,8
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	9682	15915,5	12140	27690,1	11659	30207,8	9579	21860,6	12381	27588,9
76	Ouvrages en aluminium	588	1338,5	1912	5104	1363	4308,3	670	3459	774	3932
82013010	Houes	797	229,7	1211	52,4	572	917,7	552	820,4	736	951,8
8201 à 07	Outils divers	187	1228,7	32	2956,4	538	1424,9	405	2062,5	436	1790,4
8212	Rasoirs et leurs lames	73	402,3	44	120,9	67	361,2	85	173,9	73	128
8301	Serrures, verrous et cadenas	353	404,9	506	1255,8	299	587,4	470	1081,5	343	741,1
83	Autres ouvrages en métaux communs	1721	3509,4	1513	4949,2	1393	4987	1164	4081,4	1630	5323
84	Engins mécaniques et pièces de rechan	3745	33087,1	6154	75244,4	5130	68410,6	4328	91773,7	5162	60503,2
8501	Générateurs et transformateurs	81	333,3	253	3243,2	177	8659,7	90	1786,2	64	731,7
8506 à 07	Piles et accumulateurs électriques	1240	3323,7	2634	5591,1	1733	6590,7	1088	5808	1653	7661,8
8525 à 29	Appareils de radio	645	7448,7	612	6764,5	476	4275,7	441	4450,4	518	3933,1
85	Autres appareils électriques	2608	34215,2	4103	51957,7	4182	57343,1	4077	72510,4	5308	86206,5
8701	Tracteurs	127	581	550	3243,4	160	792,2	89	960,8	95	972,5
870231 à 03	Voitures automobiles	7003	36166,4	5423	21308,2	4334	25914,7	4850	55836,7	5324	36441,6
8704	Camions	2780	10393,6	2788	8957,8	2342	18096,9	1517	14244,2	1817	13537,6
8708	Pièces de rechange pour véhicules	1012	9200,2	908	9269,7	824	10212	1190	28144,4	920	9450,6
8711 à 14	Vélos, motos et leurs pièces	2032	8427,2	2030	7573,8	2011	8593,6	2193	9090,3	2490	12945,9
87	Autres véhicules et pièces	463	1393,6	731	2171,5	920	3820,6	642	3322,5	1516	7539
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	735	13196,2	803	17551,8	682	16230,1	717	18047,3	662	20997,4
92	Instruments de musique, d'enregistrem	11	172,9	62	124,7	56	532,3	62	142,2	81	289,6
9401 à 04	Mobilier et literie	2382	6805,2	3454	8751,8	2702	9856,1	2031	9261,8	2268	11655,9
95	Jouets et articles de sport	156	473,7	181	677,1	261	1174,6	226	1142,3	338	888,2
9603	Brosses, pinceaux, balais	148	374,6	191	325	175	227	241	336,8	218	257
9608	stylographes, crayons et craies	79	165,5	114	406,7	114	442	118	455,1	94	371,4
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	48	73,9	75	114,8	90	214,4	72	130	55	108,4
	Tous autres articles (1)	22182	36345,9	96289	72432,1	155887	112464,7	221715	104317,6	191567	91322,7
	TOTAL	494987	626271,3	681790	952852,4	705348	1084054	809077	1261189,5	798239	1188986

(1) : Non compris le courant électrique, la monnaie et les objets personnels

Source : Office Burundais des Recettes (OBR).

ANNEXE 15: STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en MBIF et en Tonnes)

	2010		2011		2012		2013		2014	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	278822,4	362883	457743,5	483150	497552,4	485579	546032	529314	524869,8	527676
10. Métallurgie	27967,8	26285	48834,3	35634	52560,8	34428	53266,7	39756	44402	30614
11. Agriculture et élevage	8614,2	12668	21025,1	36732	31833,2	24466	41720,3	35006	41757,9	39371
12. Alimentation	32374	41891	50243,8	58703	73650,9	77575	74475,8	82791	70796,6	100128
13. Textile	321,9	47	634,6	113	1466,9	141	1061,4	90	961,3	182
14. Construction	60057,5	159066	92724,3	209906	83715,4	218800	51639,4	217646	46293,8	196533
15. Bois	1905,6	3092	4303,6	3972	2008	2072	3485,9	3465	1267,1	1684
16. Papier	377,2	714	566	611	342,9	325	374,5	278	3762,5	2489
17. Cuir	47,7	42	26,8	25	42,8	25	2,8	2	198,6	132
18. Autres biens de production:	147156,5	119078	239385	137454	251931,5	127747	320005,2	150280	315430	156543
180. Chimiques	5935,7	8016	13049,3	6153	15777	8142	18352,7	8240	13587,2	6591
181. Combustibles solides	46,3	83	8,5	18	35,8	92	80,5	23	1,7	8
182. Huiles minérales	121126,6	97911	206800,3	123106	206711,2	109234	265371,2	131105	258646,5	132431
183. Autres	20047,9	13068	19526,9	8177	29407,5	10279	36200,8	10912	43194,6	17513
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	168259,9	38625	227973,6	36588	243885,6	29233	318511,5	27162	254623,2	32257
20. Chaudières, engins mécaniques	45585,8	11381	84047,4	7554	94428,9	7697	121257,9	6663	60503,2	5162
21. Pièces et outillages	11064,3	7209	19509,1	9793	15553,6	8249	14195,3	8152	21919,8	11164
22. Matériel électrique	44948	5420	60044,9	5626	52870,2	3521	56575,9	2724	93275,9	6204
23. Tracteurs, véhicules et engins/ transport	53484,8	12366	45493,5	10115	60922	8483	106117	8600	53807,4	7830
24. Autres biens d'équipement	13177	2249	18878,7	3500	20110,9	1283	20365,4	1023	25116,9	1897
III. BIENS DE CONSOMMATION:	179189	93190	267135,4	162052	342615,6	190536	396646,1	252601	409472,8	238306
30. Durables:	87658,8	34658	113714,5	45961	135146,7	38862	140108	99555	190017,6	120465
300. Textiles	29581,2	16077	32486,9	15398	35937,7	13430	51470,3	75965	52457,8	82387
301. Véhicules	12843,3	4150	8216,2	2476	10104,3	2615	10317,1	2566	29718,6	4696
302. Autres	45234,3	14431	73011,4	28087	89104,7	22817	78320,6	21024	107841,2	33382
31. Non durables:	91530,2	58532	153420,9	116091	207468,9	151674	256538,1	153046	219455,2	117841
310. Alimentaires	31710,1	43758	60408,7	101426	91170,5	134627	128936,9	133698	92694,8	103491
311. Pharmaceutiques	43181,3	3784	65261,7	3191	74528,9	3527	90069,2	4226	102112,7	4707
312. Autres	16638,8	10990	27750,5	11474	41769,5	13520	37532	15122	24647,7	9643
TOTAL	626271,3	494698	952852,5	681790	1084053,6	705348	1261189,6	809077	1188965,8	798239

source : OBR

ANNEXE 16 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE

V : en MBIF										
Q : en tonnes (poids net)										
	2010		2011		2012		2013		2014	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	29122	138093,6	59434	246384,1	70973	284135,4	73969	273717,8	99466	259073,5
1. Union Européenne	24264	129098,6	48964	230060,6	48486	242032,2	42769	238103,6	39706	207440,7
Belgique-Luxembourg	11921	59967,3	18942	86583,1	19193	109260,9	15114	99067,7	9143	81512,7
Allemagne	1054	7923,8	4555	30078,8	2434	21921,8	2369	32839,8	2975	21022,6
France	2419	29948,3	4723	40628,5	7285	36712,2	3269	30596,8	8130	38083,9
Royaume-Uni	1363	6369,4	6843	20818	2237	9501,6	8254	8316,5	5237	8756,5
Italie	3103	6618,6	7246	12601,2	9140	18859,7	7624	15063,5	8073	13149,1
Pays-Bas	1970	5142	2342	7610,3	3321	12351,8	3794	33080,6	4897	24866,4
Danemark	221	7753,8	1645	23410,5	683	12328,9	783	13171,2	645	14990,6
Irlande	6	231	20	15	50	223,4	13	47,3	38	128,8
Espagne	101	560,8	336	1271,5	299	2676,2	158	811,6	133	903,6
Grèce	23	65,8	25	130,9	31	278,9	72	1363,5	5	94,4
Portugal	-	-	4	55,9	834	6175,6	24	430,9	8	104
Autres pays de l'U.E	2083	4517,8	2283	6856,9	2979	11741,2	1295	3314,2	422	3828,1
Rép. Dém. allemande										
Suisse	597	3850,2	4620	9289,3	6927	15468,2	4040	9343,2	3759	11439,7
Rép. Tchèque	6	96,1	-	-	277	1721,7	4	125,7		19,7
Russie	2082	2533,9	450	432,1	1160	1345,2	6983	4389,1	42641	24821,2
Roumanie	28	103,3	29	99,8	38	151,8	33	73,4	23	259,5
Autres pays d'Europe	2145	2411,5	5371	6502,3	14085	23416,3	20140	21682,8	13337	15092,7
II. ASIE	153858	293905,3	189624	376761,6	178089	400893,8	254167	497193,8	249362	545064,3
Japon	12616	47035	8467	26443,1	4473	25756,4	7191	28270,4	4663	30549,8
Iran	52	91,4	2467	3769,4	771	1080,8	506	670,8	168	255,3
Rép. Pop. de Chine	21456	62739,3	30431	79428,3	47786	98928,4	48933	107991,7	76964	150514,6
Union Indienne	8128	31712,5	20849	51979,9	29244	86076,4	41629	137238	48067	128699,9
Corée du Sud	267	771,8	258	1163,7	251	1140,2	486	1921,5	331	1502,6
Hong-Kong	64	2183,5	137	2126,2	122	1528,7	103	2025,3	124	4919,4
Corée du Nord	173	488	32	116	43	219,3	33	211,6	99	726,4
Taiwan	16	93,5	97	125,2	70	313,5	26	218,6	109	738,5
Bangladesh	75	173,3	18	49,7	11	68,4	21	87,4	66	202,5
Pakistan	132	139	12225	1945,7	6244	4593,8	399	562	500	676,4
Arabie Saoudite	88701	115270,9	80314	139919,6	65151	122453,3	65120	133192	61231	117795,7
Autres pays d'Asie	22178	33207,1	34329	69694,8	23923	58734,6	89720	84804,5	57040	108483,2
III. AFRIQUE	303748	181836,3	403858	276610,9	420779	338738,5	456631	420291,6	430424	355233,1
R.D.C	349	996,8	5184	6680,2	4932	7364,3	4089	6059,8	11280	6656,2
Tanzanie	80645	33246,9	134046	60983,1	118300	69939,5	186718	123582,9	255104	101698,2
Kenya	32158	38088,3	51610	57972,1	65404	65423,5	57272	93381,4	48253	82114,3
Djibouti	118	340,9	15	23,3	72	403,5	50	529		
Rwanda	9807	3094	25962	7578,5	45872	15393,4	58537	24178,7	22837	14452,8
Ouganda	60096	35526,7	66941	52315,4	70643	61642,3	95237	90684,3	46747	56282,7
Zambie	101272	42711,8	92291	44634,2	83714	49560,3	24669	18426,9	13710	15431,3
Malawi										
R.S.A.(1)	5244	9841,6	12566	23603	18794	42211,3	15092	33934,4	20089	44379,1
Autres pays d'Afrique	13987	17836	15137	22597,1	13012	26713,5	14840	29116,5	12328	33935,4
IV. AMERIQUE	7621	9796,6	27668	48559,5	33835	57196,3	13667	59503,3	14696	27069,6
Etats-Unis	5981	6801,1	19042	40973,3	19722	44036	8529	54518,6	2416	16100,2
Canada	1420	2401,7	1405	2242,5	8246	6822,7	4022	3494,4	10047	7681
Autres pays d'Amérique	220	593,8	7221	5343,7	5867	6337,6	1116	1490,3	2233	3288,4
V. OCEANIE	638	2630,3	1205	4534,5	1672	3089,6	10643	10475,9	4291	2545,1
Australie	54	58,7	91	401,8	246	487,8	9068	6402,7	4283	2497,2
Nouvelle Zélande	584	2571,6	1114	4132,7	1426	2601,8	1575	4073,2	8	47,9
Pitcairn										
VI. DIVERS	9,2	1	1,9	-	-		7,1		0,4
TOTAL	494987	626271,3	681790	952852,5	705348	1084053,6	809077	1261189,5	798239	1188986

(1): R.S.A : République d'Afrique du Sud

Source : Office Burundais des Recettes.

ANNEXE 17 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (*)

Q: en T (poids net)										
V: en MBIF										
	2010		2011		2012		2013		2014	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
PRODUITS PRIMAIRES	33338	118309,5	31453	144463,8	37987	174112,7	29023	100086	35519	137861,1
café marchand	20661	85814,3	17447	95281,9	23309	100998,7	11865	44529,8	15159	84988,4
coton	860	1827,9	164	482,3	-	-	856	2182,7	58	208,3
peaux brutes	3019	3994,5	3090	7714,9	3272	9552,4	2239	3991,5	1213	6040,5
thé	7139	21919,5	7953	26839	8684	36643,4	10007	37352,2	11021	37513,4
animaux vivants	-	-	-	-	1	0,9	1	5,8	2	6,5
poissons vivants	-	-	-	-	27	141,6	8	256,5	7	263,6
plantes vivantes	47	54,3	76	110,3	46	54,3	51	55,3	36	38
riz	-	-	-	-	-	-	-	-	2	1,9
écorces de quinquina	85	114,9	54	56,1	49	95,5	-	-	46	-
tabacs en feuilles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
autres	1527	4584,1	2669	13979,3	2599	26625,9	3996	11712,2	7975	8800,5
PRODUITS MANUFACTURES	5660	6287	16023	11886,6	14313	20190,9	29417	50688,8	47306	65982,5
limonades, eaux gazeuses	...	3,8	-	-	122	54,1	19	9,3	33	15,3
bouteilles en verre foncé	33	8,1	1	-	148	445,9	36	46,3	421	691,6
bières	3700	2222,4	6459	2802	5548	3837,7	5790	4253,9	12490	9015,7
cigarettes	239	1685,4	225	1646,3	468	4002,3	546	6367,6	557	6022
chaussures										
tissus en coton	20	42,9	-	-	-	-	57	491,7	32	72,7
farine de blé							3716	4515,4	6654	8196,2
farine de maïs							4	3,2	27	16,7
ciment portland							480	90,3	141	27
savons de ménage	1289	1600,4	4040	5231,8	5571	7987,1	8074	12309	7453	12254,9
autres (1)	379	724	5298	2206,5	2456	3863,8	10695	22602,1	19498	29670,4
TOTAL	38998	124596,5	47476	156350,4	52300	194303,6	58440	150774,8	82825	203843,6

(*) : FOB Bujumbura.

(1) : Non compris les objets personnels.

Source : Office Burundais des Recettes (OBR) et l'Office du Thé du Burundi (OTB).

ANNEXE 18 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (

V : en M

Q : en T (poids l

	2010		2011		2012		2013		2014	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	19840	82380,6	17766	102824,3	22882	111223	12078,3	50486,4	14900	85034,1
1. Union Européenne	10144	43063,5	9843	59915	11969	64093,1	5491	26493,4	7788	46425,6
Belgique	3561	14278,2	3164	21666,3	2006	14448,9	1122	6635,8	1870	10138,8
Allemagne	759	2846,3	856	3945,8	2279	10102,9	1001	4058,4	2817	19626,3
France	183	618,3	491	1831,9	167	571	251	991,2	194	1128,1
Royaume-Uni	5109	22705,3	4459	26203	5045	25033,8	2241	8962	2058	8203,4
Italie	188	1441,1	318	2492,1	1063	3887,2	602	3130,9	568	4756,4
Pays-Bas	287	799,8	324	1022,2	242	1379,1	159	2076,6	209	1985
U.E. (1)	45	305,4	224	2438,8	1167	8626,4	115	638,5	72	587,6
2. Autres	9696	39317,1	7923	42909,3	10913	47129,9	6587,3	23993	7112	38608,5
Russie	38	176,5	-	-	107	757,2	52	290,6	-	-
Suède	...	0,5	36	122,1			0,3	5	44	317,2
Suisse	9658	39140,1	7887	42787,2	10806	46372,7	6535	23697,4	7068	38291,3
II. ASIE	7524	25355,2	5495	23033,3	7348	33901,3	9620	36943,6	11811	37147,7
Japon	24	17,9	-	-	44	381,6	27	344,1	49	536,8
Union des Emirats Arabes	188	132,1	58	68,3	47	69,6	757	280,8	2921	1245,5
Oman	714	2192	827	2749,3	935	5032,2	1011	3752	1145	3857,5
Singapour	1811	8746,8	218	1515,6	912	4368,7	1873	7514,5	1197	6397,1
Chine	940	2885,4	235	4690,6	1034	9495,1	890	6043,5	230	3936,5
Inde	85	153,4	180	590	33	135,6	56	176,6	289	374,9
Pakistan	3570	10959,8	3977	13419,5	4341	14350,5	5004	18676,2	5510	18756,7
Autres pays					2	67,1	2	155,9	470	2042,7
III. AFRIQUE	11150	15096,7	23801	27933,4	21844	48076,3	36478	57131	55781	79289,2
RDC(2)	4249	3175,4	7906	5065	9050	14300,8	16577	18572,4	27588	38080,8
Tanzanie	244	340,7	227	177,2	1322	1857	3271	3768	8223	3341,5
Kenya	1762	1865,9	1967	4939,6	1579	4294,2	1106	1155,2	1296	1858
Rwanda	2260	2033,3	9958	6345,1	4097	6140,6	10789	12585,6	7822	11199,2
Zambie	19	79,3	1	4,8	5	45,8	13	150,4	130	363,2
Ouganda	831	2122,3	1744	4636,6	3422	10837,5	1966	8995	6666	5836,2
République Sud-Africaine	-	-	10	55,4	116	1254,2	44	185,4	82	1767,2
Egypte	1785	5479,8	1988	6709,7	2171	9160,9	2503	9338,1	2757	9384,6
Autres pays					82	185,3	209	2380,9	1217	7458,5
IV. AMERIQUE	2	1,8	136	903,2	194	834,1	184	1367,7	244	1785,5
Etats-Unis	...	0,2	116	764,1	117	718,1	157	1249,1	172	1250,6
Canada	2	1,6	20	139,1	77	116	27	118,6	72	534,9
Autres pays d'amérique									29	13,1
V. OCEANIE	22	119,9	112	1104,1	3	85,6	19	183	57	573
Australie	22	119,9	112	1104,1	3	85,6	19	183	57	573
VI. DIVERS	460	1642,3	166	552,1	29	183,3	61	145,4	32	14,1
TOTAL	38998	124596,5	47476	156350,4	52300	194303,6	58440,3	146257,1	82825	203843,6

(*) : FOB Bujumbura.

source : OBR

ANNEXE 19 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en millions de BIF)

	2010	2011	2012	2013	2014
Position extérieure nette	-386899	-533586,3	-744417,8	-973550	-1417188,4
Avoirs	739716,9	790002,7	936867	1026382,2	1052641,5
Investissements directs à l'étranger	3747,9	3747,9	3747,9	4007,2	4049,6
Investissements de portefeuille	0	0	0	0	0
Autres investissements	326497,7	383853,5	455748,5	527044,5	555860,7
crédits commerciaux	160348	207359,2	259841,3	322405,3	353093
Monnaie fiduciaire et dépôts	162923	173267,6	192680,5	201412,5	199541
Autres avoirs	3226,7	3226,7	3226,7	3226,7	3226,7
Avoirs de réserve	409471,3	402401,3	477370,6	495330,5	492731,2
Engagements	1126615,9	1323589	1681284,8	1999932,2	2469829,9
Investissements directs de l'étranger dans l'éc	16443,2	20674,4	21547	32253,5	81844,7
Investissements de portefeuille	0	0	0	0	0
Produits financiers dérivés	0	0	0	0	0
Autres investissements	1070548	1263609	1620592,2	1928764,2	2345786,7
Crédits commerciaux	390208,8	555631,4	740885,9	1016114,5	1334453,1
Prêts	629853,6	657941,6	816734,6	819837,6	860557,1
Autorités monétaires	135170,2	172860,5	209053,2	204129,9	203993,4
Administrations publiques	494683,4	485081,1	607681,4	615707,7	656563,7
Banques					
Autres secteurs	0	0	0	0	0
Monnaie fiduciaire et dépôts	50485,6	50036	62971,7	92812,1	150776,5
Autres engagements	39624,7	39305,6	39145,6	38914,5	42198,5

Source : BRB